
Mémoire en science politique[BR]- Travail écrit : "De quelle manière la Lega et le Rassemblement National expriment-ils leur euroscepticisme au sein du Parlement Européen ? Une analyse critique des discours des partis d'extrême droit au sein du Parlement européen.[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Cagnoni, Elena

Promoteur(s) : Debras, François

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en politiques européennes

Année académique : 2021-2022

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/16429>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.



*Mémoire soumis en vue de l'obtention du diplôme de Master en Science politique,
orientation générale, à finalité en Politiques européennes*

De quelle manière la Lega et le Rassemblement National
expriment-ils leur euroscepticisme au sein du Parlement
Européen ?

Una analyse critique des discours des partis d'extrême droite au sein
du Parlement européen

Elena Cagnoni

Promoteur : Docteur DEBRAS François

Lecteurs : Pr. CLAISSE Frédéric et Pr. JAMIN Jérôme

Remerciements

Dans le cadre d'un mémoire, les remerciements ne sont pas toujours une formalité. Toutefois, je considère important de mentionner les personnes envers qui je suis reconnaissante et sans qui ce travail ne serait pas ce qu'il est.

Tout d'abord, je tiens à remercier mon promoteur, François Debras, qui a eu confiance en mon projet dès le tout premier rendez-vous et jusqu'au tout dernier. J'ai eu la chance de bénéficier d'un encadrement rigoureux, ponctué de conseils d'une grande qualité et d'une exceptionnelle disponibilité à mon égard qui ont permis d'effacer mes doutes et répondre à mes questionnements. Je ne peux ne pas vous remercier.

J'aimerais également remercier mon lecteur et membre de jury, Frédéric Claisse, qui a été d'une très grande disponibilité et qui a su, en quelques rencontres, m'aiguiller sur les savoirs fondamentaux de l'analyse des discours. Je vous remercie également

Je remercie également d'avance le professeur Jérôme Jamin pour le temps qu'il a dédié à l'évaluation de ce mémoire.

Cela redonne foi en l'enseignement universitaire.

Je dois aussi remercier mon entourage, ces personnes qui m'ont soutenu quotidiennement par un petit mot, un geste ou un gros coup de pouce.

Ma famille, Maman, Mattia et Alessia, qui n'ont jamais douté de moi et qui ont même toujours eu plus confiance en moi que j'en avais moi-même. Même de loin, votre soutien est resté invaincu.

Lucas, qui partage ma vie et qui a su me redonner la confiance nécessaire pour venir à bout de ce travail. Dans les moments de doutes, tu as eu les mots justes. Tu n'as jamais douté une seule seconde de moi.

Sanchine, ma collègue et grande amie, qui a pris du temps durant ses vacances pour relire ce travail et en qui j'ai une confiance immense quant à la qualité des remarques. Merci à toi et *success* au Collège d'Europe.

Décharge

Je tiens à dire quelques mots concernant ce travail de recherche. Les propos et les idées portées par la rhétoriques des partis d'extrême droite ne représentent en rien mes opinions personnelles. Il est important pour moi de prendre de la distance par rapport à cette idéologie radicalement exclusive, porteuse d'idées racistes et homophobe. Un idéal de société auquel je ne peux pas m'identifier.

Table des matières

1. INTRODUCTION.....	6
1.1 CONTEXTE.....	6
1.2 QUESTION DE RECHERCHE.....	7
1.3 PERTINENCE SCIENTIFIQUE.....	8
2. L'ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS COMME CADRE THEORIQUE.....	10
2.1 LES DISCOURS	10
2.2 L'ANALYSE CRITIQUE, UNE POSTURE POSTSTRUCTURALISTE.....	11
<i>Critical Discourse Analysis</i>	12
3. LE NATIONALISME ET L'EXTREME DROITE EN EUROPE	14
3.1 THEORISATIONS	14
3.1.1 <i>L'extrême droite</i>	14
3.1.2 <i>Le nationalisme</i>	15
3.1.3 <i>L'euroscpticisme</i>	17
3.2 LE NATIONALISME EN FRANCE	18
3.3 LE NATIONALISME EN ITALIE.....	22
3.4 LE NATIONALISME AU NIVEAU EUROPEEN	26
4. METHODOLOGIE	28
4.1 CHOIX DES TERRAINS ET DELIMITATION TEMPORELLE.....	28
4.2 LA COLLECTE ET L'ANALYSE DES DONNEES.....	29
4.3 LES MOTS-CLES	30
4.4 L'INTERET D'UNE COMPARAISON.....	31
5. UNE ANALYSE CRITIQUE DES DISCOURS DES DEPUTES DE LA LEGA ET DU RASSEMBLEMENT NATIONAL AU PARLEMENT EUROPEEN	32
5.1 LES DISCOURS DE LA LEGA	32
5.1.1 <i>Analyse lexicométrique</i>	32
5.1.2 <i>Analyse sémantique</i>	35
i. <i>Banque Centrale Européenne</i>	35
ii. <i>Bruxelles</i>	35
iii. <i>Commission Européenne</i>	37
iv. <i>Cour des comptes</i>	40
v. <i>Dirigeants européens</i>	41
vi. <i>Europe</i>	41
vii. <i>Institutions européennes</i>	45
viii. <i>Parlement européen</i>	47
ix. <i>Union Européenne</i>	50
x. <i>Ursula von der Leyen</i>	54

5.1.3	<i>Analyse socio-idéologique</i>	55
5.2	LE RASSEMBLEMENT NATIONAL	59
5.2.1	<i>Analyse lexicométrique</i>	59
5.2.2	<i>Analyse critique/sémantique</i>	60
i.	<i>Bruxelles</i>	60
ii.	<i>Cour de Justice de l'Union Européenne</i>	63
iii.	<i>Commission Européenne</i>	65
iv.	<i>Conseil européen</i>	68
v.	<i>Dirigeants européens</i>	68
vi.	<i>Europe</i>	69
vii.	<i>Institutions européennes</i>	72
viii.	<i>Parlement européen</i>	73
ix.	<i>Union Européenne</i>	75
x.	<i>Ursula von der Leyen</i>	81
5.2.3	<i>Analyse socio-idéologique</i>	83
5.3	COMPARAISON DES DISCOURS	86
6.	CONCLUSION GENERALE	90
7.	BIBLIOGRAPHIE	93
7.1	SOURCES SECONDAIRES	93
A.	<i>Monographies</i>	93
B.	<i>Articles</i>	95
C.	<i>Documents de partis</i>	96
D.	<i>Documents officiels</i>	97
E.	<i>Articles de presse</i>	97
F.	<i>Résultats électoraux</i>	98
G.	<i>Sites webs</i>	98
7.2	SOURCES PRIMAIRES	98
A.	<i>Lega</i>	98
B.	<i>Rassemblement National</i>	100
8.	ANNEXES	102
8.1	ANNEXE 1 : CORPUS DES DISCOURS DE LA LEGA ET DU RASSEMBLEMENT NATIONAL AU PARLEMENT EUROPEEN.....	102
8.2	ANNEXE 2 : TABLEAU EXCEL DE RECENSEMENT DES DISCOURS, MOTS-CLES ET CADRES	102
8.3	ANNEXE 3 : FICHER D'ANALYSE QUANTITATIVE.....	102

1. Introduction

1.1 Contexte

L'idéologie extrémiste de droite a causé ceux qui sont considérés comme les plus grands maux de l'Histoire. Guerre, génocide, déportations, notamment, ont été le fruit de ces programmes politiques. À la suite de la Deuxième Guerre Mondiale, donc, les partis d'extrême droite n'ont eu d'autre choix que de faire profil bas, leur existence étant grandement rejetée par la société. Le projet européen se base, entre autres, sur la lutte contre ces menaces idéologiques. Ainsi, Robert Schuman dit le 9 mai 1950 : « La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. »¹

Néanmoins, durant la fin du 20^{ème} siècle et le début du 21^{ème} siècle, une montée en puissance de ce type d'idéologie peut être notée. En France, notamment, Jean-Marie Le Pen porte le Front National au second tour des élections présidentielles de 2002. À l'époque, le Front National avait réalisé une opération de « dédramatisation », et non de banalisation, comme disait Le Pen père, dans le but de gagner en popularité.² En effet, l'expression « banalisation de l'extrême droite » impliquait l'appartenance à la droite extrémiste, ce que refusait Jean-Marie Le Pen. Le programme politique du Front National pour ces élections était essentiellement : conservateur, pour un retour aux valeurs familiales et du terroir ; nationaliste, pour une primauté de la France et des Français ; et eurosceptique, en dénonçant les Traités de Maastricht, Schengen et Amsterdam.³

En Italie, le scénario est semblable. Umberto Bossi préside alors la Lega Nord, qui réalise une percée aux élections 1994 en terminant deuxième avec 19,90% des suffrages, en coalition pour le Pôle des Libertés.⁴ À cette époque, la Lega Nord était un parti régionaliste, protectionniste des valeurs et de l'économie du nord de l'Italie, avec une forte présence catholique. Si la France

¹ *Déclaration Schuman – mai 1950*, european-union.europa.eu, consulté le 18 mai 2022.

² GUILLET Nicolas, AFIOUNI Nada, *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, Université de Bruxelles, Science politique, 2016, p. 20-24.

³ *Programme politique du FN pour les élections présidentielles de 2002*, vie-publique.fr, consulté le 18 mai 2022.

⁴ *Cronistoria della Lega Nord, dalle origini ad oggi, Seconda Parte 1988 – 1995*, Segreteria Organizzativa Federale, leganord.org, consulté le 25 juillet 2022.

est pour une Europe des Nations, ici, nous retrouvons l'idée de l'Europe des Régions, propre au discours sécessionniste de la Lega Nord. L'existence de ces partis ne peut donc plus être niée par les autres partis politiques qui remarquent ce croissant soutien démocratique. Aujourd'hui encore, le Rassemblement National et la Lega sont les partis d'extrême droite les plus soutenus en Europe.

C'est lors des élections européennes de 2014 que la Lega Nord, renommée Lega en 2018 par Matteo Salvini, et le Front National, renommé Rassemblement National en 2018 par Marine Le Pen, accèdent à l'arène parlementaire européenne, alors qu'ils créent le groupe politique Europe des Nations et des Libertés. Ce n'est qu'en 2015 que le groupe politique atteint les seuils requis par le Parlement européen pour pouvoir y siéger, qui est de 25 députés élus, représentant un quart des États membres.⁵ Le groupe est alors composé de 34 eurodéputés issus de 7 États Membres de l'Union Européenne. Le groupe se place lui-même à l'extrême droite du paysage politique européen et devient Identité et Démocratie lors des élections européennes de 2019.

La Lega et le Rassemblement National ont depuis longtemps, et cette association européenne en témoigne, montré une forte proximité en se soutenant mutuellement publiquement. Ces deux partis sont donc souvent assimilés lorsqu'on parle de nationalisme et d'extrême droite en Europe, notamment par leurs discours et idées en apparence semblables. En effet, tous les deux, ont dans leur programme, une idée précise de ce que devrait ou ne devrait pas être l'Union Européenne. L'idée de fond est la même : ils ne veulent plus de l'Union Européenne telle qu'elle existe actuellement. En participant au débat parlementaire européen, ils participent à un système qu'ils dénoncent au départ. L'objectif ici est donc d'identifier de quelles manières précisément l'Union Européenne est critiquée par ces partis, en utilisant l'analyse critique de leurs discours au sein du Parlement européen.

1.2 Question de recherche

Deux hypothèses se sont présentées quand il a été question d'analyser les discours de ces deux partis. La première hypothèse avancée est que la Lega et le Rassemblement National ne partagent pas, dans les discours, la même idéologie. S'ils se retrouvent du même côté de

⁵ Article 1.9, Guide de la Plénière, europarl.europa.eu, consulté le 18 mai 2022.

l'échiquier politique, cela serait dû à d'autres caractéristiques que leur forme d'euroscpticisme. Comme nous le verrons plus loin dans les théorisations sur l'extrême droite, il existe plusieurs caractéristiques définissant ce type d'idéologie. Il en va de même pour leur euroscpticisme qui, avec le nationalisme, sont des termes en apparence homogènes mais qui recouvrent plusieurs réalités.⁶

La deuxième hypothèse est qu'en fonction du sujet, de la thématique politique, la rhétorique de la Lega et du Rassemblement National change. Il n'y a donc pas une idéologie unique et fixe qui transparaît dans le discours des députés Lega et Rassemblement National. Il s'agirait d'une idéologie multiple qui ferait que les partis partagent des ressemblances mais également des différences d'approche en fonction du sujet abordé.

Compte tenu de ces deux possibles réalités, face aux discours des partis au centre de cette étude, question de recherche sera donc la suivante : **De quelle manière la Lega et le Rassemblement National expriment-ils leur euroscpticisme au sein du Parlement Européen ?**

1.3 Pertinence scientifique

L'idée sous-tendant cette question de recherche est de comprendre s'il existe des sous-courants, des spécificités propres à chaque parti, voire à chaque eurodéputé, derrière les notions d'euroscpticisme et nationalisme. Comme dit plus haut, ce sont des concepts plutôt hétérogènes et il convient d'identifier les spécificités au cas par cas. Les deux partis seront donc analysés indépendamment l'un de l'autre.

Les discours en politique permettent aux partis politiques, qu'ils soient minoritaires ou majoritaires dans les institutions, d'exister, de se faire connaître et d'exprimer leurs idées et leur identité, à la fois rhétorique et idéologique, par la mobilisation de termes précis.⁷ Les

⁶ BACKES Uwe, *Les multiples facettes d'une catégorie d'analyse*, in *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Centre de recherche et D'information socio-Politique (CRISP), 2004.

⁷ DEBRAS, François, *Le chant des sirènes : quand l'extrême droite parle de démocratie - Analyse critique des discours du Rassemblement National (RN) en France, du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche et*

discours parlementaires constituent donc une manière plus fidèle que les programmes politiques d'analyser l'idéologie des partis politiques. D'une part, ils sont plus authentiques car ils conservent une certaine spontanéité et d'autre part, en étudiant les discours prononcés sur des périodes relativement longues et par divers représentants politiques, il serait possible d'identifier certaines incohérences, si elles existaient.

De plus, différents auteurs ajoutent que le discours est un acte de construction du réel et non pas uniquement de description ou d'expression. C'est le cas de Johannes Angermuller qui distingue deux approches des discours : la première est l'approche constructiviste qui consiste à remettre en question l'impact qu'ont les discours sur les réalités sociales, donc comment ceux qui prononcent les discours construisent les réalités. La deuxième est l'approche déconstructiviste qui elle remet en question la manière dont ceux qui prononcent les discours, eux-mêmes, sont construits par les pratiques discursives.⁸ C'est donc une forme d'acte, pour Amélie Seignour, parler c'est agir. Le discours permet de modifier les croyances, de modifier les réalités sociales du récepteur.⁹

de l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne, Bruxelles, Belgium : Peter Lang Editions Scientifiques Internationales.

⁸ ANGERMULLER Johannes, *Renouons avec les enjeux critiques de l'Analyse du Discours. Vers les Études du discours*, Langage et société, 2017, n° 160-161, p. 151.

⁹ SEIGNOUR Amélie, *Méthode d'analyse des discours ; l'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique*, Revue française de gestion, 2011, vol. 2, no 211, pp. 31-32.

2. L'analyse critique des discours comme cadre théorique

2.1 Les discours

Avant de comprendre ce qu'implique d'analyser de manière critique les discours, il convient de définir ce qu'est un discours puisqu'il constitue ici notre outil de travail. Les travaux de Norman Fairclough et Ruth Wodak sont fondamentaux à ce sujet.

D'abord, les discours sont à classer selon leur type : politique, juridique ou religieux ; et selon leur genre : le programme, la déclaration, le communiqué de presse, entre autres.¹⁰ Selon le type et le genre de discours, des régularités pourront être observées, d'après Wodak¹¹. Dans ce même ouvrage, l'auteur décline ce qu'on appelle le texte, qui constitue la porte d'entrée de l'analyse du discours, en quatre niveaux : le co-texte qui est interne et immédiat ; la relation intertextuelle et interdiscursive entre les énoncés ; les variables sociologiques extralinguistiques ; les cadres sociopolitiques et historiques. Ces quatre niveaux, donc, permettent d'élargir la portée d'un texte outre sa dimension purement linguistique, en y incluant des variables historiques, politiques, sociologiques et situationnelles.¹² Cette conception des discours implique qu'il existe également des relations de pouvoirs, des reproductions, de la construction du réel par les interlocuteurs. Les discours, ici, ne se présentent donc pas comme un corps uniforme communiquant une idéologie, une vérité mais plutôt comme diverses expressions par divers orateurs, chacun précédé par un construit social et qui produit par la suite des réalités sociales pour les récepteurs.

Ce type de définition convient aux discours politiques de nature idéologiques qui ont justement pour finalité d'influencer la perception du monde du plus grand nombre. Cela permet de réunir autour d'une idée de ce que devrait être le monde, la nation, de ce qu'est l'identité nationale. Pour les partis en général, et ceux d'extrême droite en particulier, c'est l'objectif principal

¹⁰ FAIRCLOUGH Norman, *Critical discourse analysis: The critical study of language*, London: Longman, 1995, p. 12-15.

¹¹ WODAK Ruth, *The Discourse-Historical Approach*, in WODAK Ruth, MEYER Michael, *Methods of Critical Discourse Analysis*, SAGE Publications Ltd, 2001, p. 63-95

¹² WODAK Ruth, *Introduction : Discourse Studies – Important Concepts and Terms*, in *Qualitative Discourse Analysis in the Social Sciences*, Palgrave Macmillan, 2008, pp. 1-28.

puisque'aujourd'hui encore ils ne représentent pas une majorité politique, qui est la finalité en soi : avoir le pouvoir décisionnel majoritaire sur la cité.

Pour conclure, analyser ce type de discours nous permettra de comprendre d'une part, comment perçoivent l'Union Européenne la Lega et le Rassemblement National et d'autre part, comment ces perceptions sont véhiculées pour influencer les récepteurs. C'est-à-dire essayer de comprendre quelles représentations les orateurs ont d'un objet politique.¹³

2.2 L'analyse critique, une posture poststructuraliste

L'analyse des discours apparaît dans les 1960-1970 en tant que discipline linguistique portant avec elle toute une série de recherches, théories et objets d'études variés. Aujourd'hui, cette discipline n'est plus réservée aux linguistes mais profite également aux sociologues, politiques ou philosophes. Lorsqu'il est question de savoir s'il s'agit plutôt d'une théorie ou d'une méthode, Norman Fairclough répond que l'analyse critique peut être les deux à la fois, ou plutôt qu'elle est une perspective théorique sur le langage qui donne lieu à différentes méthodes d'analyser le langage.¹⁴

Il existe différentes approches à l'analyse des discours. Pour certains, c'est le contexte qui constitue le cœur de l'analyse du discours car celui-ci est considéré comme l'élément reliant la compréhension de l'intérieur du texte et de l'extérieur du texte. Ici, donc, la signification d'un mot change en fonction des contextes.¹⁵ Il y aurait un détachement de la simple analyse du texte en soi mais plutôt de l'analyser dans un environnement. Qui énonce ? Quand ? Dans quel cadre ?

Il existe également différents courants d'analyse des discours. Dans le cadre de ce mémoire, nous nous intéresserons au courant qui a pour but d'étudier le fonctionnement du discours à

¹³ KRIEG-PLANQUE Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, 2012, p. 40.

¹⁴ FAIRCLOUGH Norman, *Critical discourse analysis as a method in social scientific research*, in MEYER Michael, WODAK Ruth, *Methods of Critical Discourse Analysis*, Sage Publications, 2001, p. 121.

¹⁵ PÊCHEUX Michel, *Discourse structure or event*, in NELSON, Cary, GROSSBERG, Lawrence, *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, 1988, pp. 633-650.

partir de positions idéologiques. Ce dernier se décline sous des approches herméneutiques ou non-herméneutiques, critique ou non-critiques, dépendant des postulats et les objectifs d'analyse. Michael Meyer explique que l'approche herméneutique, elle, a pour but la découverte des idéologies, des valeurs ou des pensées contenues dans les discours¹⁶, contrairement à l'approche non-herméneutique qui analyse le discours en tant que tel, sans interprétation – la seconde approche relève du structuralisme, donc.

En ce qui concerne l'approche critique ou non-critique, la distinction est plus complexe car il y a des divergences concernant le terme « critique ». Pour certains, il renvoie au positionnement du chercheur dans le sens où celui-ci doit prendre part au projet de transformation de la société tandis que pour d'autres, la posture critique renvoie à la déconstruction d'illusions concernant la posture du locuteur, c'est-à-dire qu'ici il faut déconstruire l'idée que ce que le locuteur dit reflète ce qu'il pense.¹⁷

Critical Discourse Analysis

Le cadre théorique mobilisé dans ce travail est celui développé par Fairclough et Wodak notamment, celui de la Critical Discourse Analysis, c'est-à-dire qu'il sera question de déceler l'idéologie et les rapports de pouvoirs sous-tendant les discours. Pour un même phénomène, différentes interprétations et options linguistiques seront mobilisées, en fonction de l'idéologie de l'orateur, notamment. L'analyse n'est donc pas purement descriptive, elle est censée identifier en quoi le choix de certains mots reflète l'idéologie de l'émetteur. C'est dans cette caractéristique que la Critical Discourse Analysis se distingue des autres types d'analyse de discours. Dans ce courant de pensée, le discours a une fonction performative, il n'est pas neutre, il est porteur d'influence.¹⁸ L'objectif ici est de mesurer la portée idéologique de ces discours

¹⁶ MEYER Michael, *Between Theory, Method, and Politics: Positioning of the Approaches to CDA*, in WODAK Ruth, MEYER Michael, *Methods of Critical Discourse Analysis*, SAGE Publications Ltd, 2001, pp.14-31.

¹⁷ DEBRAS, François, *Le chant des sirènes: quand l'extrême droite parle de démocratie - Analyse critique des discours du Rassemblement National (RN) en France, du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche et de l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne*, Bruxelles, Belgium: Peter Lang Editions Scientifiques Internationales.

¹⁸ SEIGNOUR Amélie, *Méthode d'analyse des discours*, Revue française de gestion, 2001, vol. 2, n°211, p. 31-32.

en analysant les choix des mots opérés par les eurodéputés de la Lega et du Rassemblement National.

La démarche d'analyser de manière poststructuraliste les discours, c'est-à-dire de prendre en compte les caractéristiques contextuelles et non seulement le texte en soi, prend tout son sens lorsqu'il s'agit d'analyser les discours des partis d'extrême-droite. En effet, dans leur quête de séduction du plus grand nombre, que ce soit d'électeurs ou d'autres politiques dans le but de former des coalitions, les stratégies discursives sont multipliées : modifications de propositions ou de slogan (cela a été le cas de Salvini en 2018 en abandonnant le terme « nord »). Les stratégies discursives sont aussi adaptées au lieu où le discours prend place. Alors, un discours ayant lieu lors d'un rassemblement de parti ne sera pas formulé de la même manière qu'un discours prononcé dans l'enceinte d'un parlement.¹⁹ En outre, les partis d'extrême droite ont été contraints de modifier leur rhétorique pour éviter les sanctions de type « cordon sanitaire », où les partis incitant notamment à la discrimination raciale, entre autres, seraient écartés.²⁰ Ces partis adaptent donc leurs discours à toute une série de paramètres dans le but, aussi, de gagner en électeurs.²¹ En effet, selon Cas Mudde, les discours des partis d'extrême droite ne représenteraient pas toujours de manière fidèle leurs réelles intentions politiques.²²

¹⁹ PAUWELS Teun, *Measuring Populism: A Quantitative Text Analysis of Party Literature in Belgium*, Journal of Elections, Public Opinion and Parties, 2011, vol. 21, no 1, p. 104.

²⁰ CHARAUDEAU Patrick, *Réflexions pour l'analyse du discours populiste*, Mots. Les langages du politique, 2011, n° 97, p. 116.

²¹ VAN HEERDEN Charlotte, VAN DER BRUG Wouter, *Demonisation and electoral support for populist radical right parties: A temporary effect*, Electoral Studies, 2017, vol. 47, p. 36-39.

²² MUDDE Cas, *The Far Right and the European Elections*, Current history, 2014, vol. 113, p. 95-100.

3. Le Nationalisme et l'Extrême Droite en Europe

3.1 Théorisations

3.1.1 *L'extrême droite*

Un des seuls consensus qu'il existerait dans le monde scientifique au sujet des définitions sur l'extrême droite est que, justement, il n'y a pas d'accord unanime sur une seule définition finie. C'est un concept composé d'éléments hétérogènes sur lesquels les auteurs ne s'accordent pas. Même en ce qui concerne son appellation, le concept ne réunit pas de consensus. Certains l'appelleront la droite radicale, d'autres le national-populisme. Il y a cependant l'idée générale que les partis d'extrême droite partagent relativement la même idéologie.

Uwe Backes, en développant sa réflexion en deux temps explique qu'il faut d'une part, définir ce qui relève de l'extrémisme et d'autre part, en quoi il est de droite.²³

Dans un premier temps, donc, est extrémiste le parti fondamentalement antidémocratique, qui s'oppose donc aux principes démocratiques. On parle de concepts constitutionnels négatifs : antidémocratie, antiparlementarisme, entre autres. L'extrémisme de droite s'inscrit dans l'extrémisme politique qui est caractérisé par une agressivité contre les valeurs, institutions et règles du fonctionnement les plus importants des démocraties constitutionnelles, tels que l'État de droit ou l'indépendance des juges, par exemple.

Dans un second temps, l'extrémisme est de droite car celui-ci est un phénomène qui nie le principe fondamental d'égalité entre les hommes, en reprenant la distinction gauche-droite de Norberto Bobbio, selon Uwe Backes. La distinction entre extrémisme de droite et extrémisme de gauche repose sur le principe moral d'égalité humaine où l'extrémisme de droite réfute catégoriquement ce principe. Il existerait, au sein de la société, une hiérarchisation des hommes. La négation du principe moral d'égalité humaine est un comportement commun à tous les types d'extrémismes de droite, il s'agira donc de tous les mouvements antidémocratiques et antilibéraux.

²³ BACKES Uwe, *Les multiples facettes d'une catégorie d'analyse, in Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP), 2004, p 13-29.

Toutefois, les auteurs ne sont pas tous d'accord d'utiliser le terme « extrême droite ». Par exemple, des auteurs privilégient le terme de « radicalisme de droite ». Jean-Yves Camus, lui, considère qu'il existerait une échelle d'intensité où le radicalisme se trouverait en distance avec l'extrême droite, notamment depuis la deuxième guerre mondiale où il y a eu une volonté des partisans de s'éloigner de l'idée du fascisme. Pour lui, les partis extrémistes de droite s'opposent aux principes démocratiques et les refusent tandis que les partis radicaux, eux, se servent de ces principes démocratiques, ils y participent, même.²⁴

Cas Mudde, lui, après une importante revue de littérature, identifie les critères qui sont le plus souvent utilisés dans les définitions de l'extrême droite par les auteurs, il en dénombre 58.²⁵ Cependant, il conclut que cinq éléments principaux constituent les définitions données par la majeure partie des auteurs. Ces cinq éléments sont : le racisme, la xénophobie, le nationalisme, un état fort et l'antidémocratie.²⁶ Plus tard, il ajoutera le populisme à cette liste.²⁷

Dans le cadre de ce travail, nous allons nous intéresser au nationalisme plus particulièrement puisque cet élément est celui le plus à même de nous donner une compréhension de l'euroscpticisme des partis Lega et Rassemblement National. En effet, c'est le nationalisme qui aborde la question de la place de l'État dans la scène internationale.

3.1.2 *Le nationalisme*

Le nationalisme ne suffit pas à lui-seul pour définir une idéologie d'extrême droite, bien qu'il constitue une des caractéristiques fondamentales. Le concept de nationalisme renvoie aux luttes historiques ayant opposé des minorités s'identifiant en opposition aux entités au pouvoir. Ce concept renvoie également à la théorie des clivages partisans de Lipset et Rokkan. En effet, de la Révolution Nationale découle le clivage Nation/État ou Centre/Périphérie qui constitue un

²⁴ CAMUS Jean-Yves, *Droites extrêmes, droites radicales en Europe : continuités et mutations*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016, p. 10-15.

²⁵ MUDDE Cas, *The war of words defining the extreme right party family*, *West European Politics*, 1996, vol. 19, no 2, p. 226-229.

²⁶ MUDDE Cas, *Right-wing extremism analyzed*, *European Journal of Political Research*, 1995, vol. 27, no 2, p. 206.

²⁷ MUDDE Cas, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester University Press, 2000, p. 19-20.

conflit communautaire. Sur ce clivage s'opposent les élites des centres où le pouvoir est concentrée et les minorités défavorisé des zones périphériques. De ce clivage naît un régionalisme porté par les partis régionalistes ou séparatistes en Italie, tels que la Lega. Selon Lipset et Rokkan, cette division est due à la formation des États-nations modernes, au cours de laquelle certains états assimilèrent mieux que d'autres les cultures minoritaires.²⁸

Le concept de nationalisme vient sémantiquement du concept de nation. Bénédicte Anderson définit la nation comme étant une communauté politique imaginaire et imaginée comme limitée et souveraine.²⁹ La nation est imaginaire car la plupart de ses membres ne se connaissent pas et ne se rencontreront probablement jamais. Ensuite, elle est limitée car une nation s'identifie par des frontières, qu'elles soient géographiques, ethniques ou socio-culturelles. Pour terminer, elle est souveraine car elle s'oppose à tout sentiment de subordination : la nation est indépendante, libre et autonome. Nous verrons plus loin que cette dernière caractéristique est fondamentale chez les députés du Rassemblement National, particulièrement. C'est également cette dernière caractéristique qui soutient l'euro-scepticisme de nombreux partis d'extrême droite en Europe. En effet, c'est avec ce type d'argumentations que va être rejeté le projet européen : personne ne peut se placer au-dessus de l'État Nation et prendre des décisions qui impactent directement des politiques nationales internes.

Pierre-André Taguieff, dans ses travaux, distingue trois types de nations : politique, culturelle et ethnique. Ces trois types de nations ne sont pas indépendants, ils se rejoignent sur bon nombre d'éléments comme la religion dans certains états. Taguieff ajoute également deux dimensions : le nationalisme messianique, qui tend vers une volonté de puissance et élargissement de la nation, qui va doucement laisser la place au nationalisme défensif, qui tend vers une volonté de protectionnisme et résistance.³⁰

²⁸ LIPSET Seymour Martin et ROKKAN Stein, *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*, New-York, Ed. The Free Press, 1967, 554 p.

²⁹ ANDERSON Benedict, DAUZAT Pierre-Emmanuel, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 2002, p. 19.

³⁰ TAGUIEFF Pierre-André, *La revanche du nationalisme : néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Presses universitaires de France, 2015, p. 12-26.

Pour revenir à l'exemple du Rassemblement National cité ci-dessus, Christophe Jaffrelot en 2016 mobilise justement l'exemple français qu'il considère comme un nationalisme étatique typique puisque c'est une république qui s'est centralisé sur l'état en éliminant toutes les particularités régionales telles que les langues. Cela prend ses racines dans les périodes révolutionnaires, notamment. Jaffrelot donne l'exemple allemande pour illustrer, à l'inverse, le nationalisme ethnique fondé sur une communauté et une langue.³¹

Le nationalisme est donc un combat d'identité et de préservation de la souveraineté nationale. Il y a une opposition au mondialisme, à la globalisation, à l'eupéanisation, qui sont considérés comme des réelles menaces pour la nation. Les projets politiques de ces partis puiseront donc leur source dans ce principe. Par exemple, le *ius sanguinis* en Italie, amené par la Lega, et qui consacre le principe d'obtention de la nationalité par le sang uniquement, opposé au *ius soli* qui permet aux bébés nés sur le territoire de bénéficier de la nationalité. Un autre exemple serait la priorité nationale pour les logements publics, tel que proposé le Rassemblement National. Ces deux mesures sont le fruit d'un rejet des immigrés, des étrangers. Selon les partisans de cette idéologie, le grand risque est que le national devienne minoritaire face à l'immigration. C'est l'immigré qui jouirait de tous les droits, qui seraient volés au Français/Italiens. Ce renversement de situation a donné lieu à la naissance du concept de racisme antiblanc.³²

Cette haine de l'individu étranger est caractéristique du nationalisme d'extrême droite puisque l'immigration y est assimilée à la dégradation de l'identité nationale et de la culture. Il y a la volonté d'une population homogène, sans mixité, pure.

3.1.3 L'eurosepticisme

Comme pour le nationalisme, la littérature au sujet de l'eurosepticisme est relativement diverse. Dans le cadre de ce travail, la définition de Jan Rovny est la plus pertinente. Il définit l'eurosepticisme comme une opposition à l'intégration européenne ou à certains de ses

³¹ JAFFRELOT Christophe, *Les origines idéologiques du nationalisme*, in HALPERN Catherine, *Identité(s)*, Éditions Sciences Humaines, 2016, p. 283-284.

³² IVALDI Gilles, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, La documentation française, 2004, p. 28.

aspects.³³ Plus précisément, l'eurosepticisme dur et doux est distingué par Paul Taggart et Aleks Szczerbiak. Dans l'eurosepticisme dur, les partis seront opposés au principe même de l'Union Européenne et de son intégration. Tandis que dans l'eurosepticisme doux, les partis politiques ne sont pas opposés au principe de l'UE mais plutôt à une ou une série de politiques publiques où ils objecteront pour un plus grand intérêt national dans la trajectoire européenne³⁴. Dans l'eurosepticisme dure, le parti politique a pour projet clair de quitter l'Union Européenne puisque c'est le projet en soi qui est rejeté. Tous les auteurs ne sont d'accord, évidemment, certains préféreront l'expression de résistance à l'intégration européenne, par exemple.³⁵

3.2 Le Nationalisme en France

À la suite des révoltes du mois de mai 1968 venant principalement des mouvements de gauche, il y eut une période de questionnement pour Jean-Marie Le Pen. Ce questionnement reposait sur le dilemme de savoir s'il continuait son engagement politique en soutien à Charles De Gaulle et donc contre les gauchistes, ses ennemis de toujours, ou de continuer son engagement en s'opposant au régime gaulliste qu'il supporte. Ce dilemme va résulter en une division de l'extrême droite française. Le Pen va refuser de s'allier aux mouvements gauchistes. La création du Front National intervient quelques mois après et en opposition à la signature du programme commun de gauche, en 1972. La volonté est alors de réunir les Français nationaux et nationalistes. Jean-Marie Le Pen en sera directement désigné le président.³⁶ Le FN va donc jongler avec une dualité où, d'une part, il participe au jeu démocratique en voulant être considéré comme un parti politique tout à fait normal et, d'autre part, des idéaux antisystèmes, contestataires, tout à fait radicaux qu'il veut normaliser, dédramatiser comme dit précédemment.³⁷

³³ ROVNY Jan, *Conceptualising party-based euroscepticism: magnitude and motivations*, Collegium, n° 29, pp. 31-47.

³⁴ TAGGART Paul, SZCZERBIAK Aleks, *The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States*, 'Opposing Europe Research Network' Working Paper n°6, 2002, p. 6-8.

³⁵ CRESPIY Amandine et VERCHUEREN Nicolas, *From Euroscepticism to Resistance to European Integration: An Interdisciplinary Perspective*, *Perspective on European Politics and Society*, Vol. 10, n°3, 2009, p. 377-393.

³⁶ IGOUNET Valérie, *Le Front National de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Seuil, 2014, p 8-10.

³⁷ DÉZÉ Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Armand Colin, *Éléments de réponse*, 2012, p. 27.

À cette époque déjà, des thématiques récurrentes peuvent être remarquées dans ses discours politiques lors des meetings, notamment : l'insécurité, l'immigration, l'avortement. Nonna Mayer parle d'une vision du monde en noir et blanc, simplifiée et simpliste, sans nuances, dans une démarche de savoir absolu et accepté par tous.³⁸ Cette rhétorique renvoie à l'idée de national-populisme de Pierre-André Taguieff.³⁹

Dans tous les cas, la préoccupation principale du Front National, dès le début de sa création, est la protection et la défense des Français. C'est lors de ses tous premiers meetings qu'apparaît la notion de « préférence nationale ». Dans sa première brochure de 31 pages intitulée « Défendre les Français », on peut retrouver l'idée générale qui guidera les actions du Front National dans les années à venir, cette liste n'est pas exhaustive : un exécutif fort ; un parlement proportionnel ; protection de l'agriculture ; réaffirmation des valeurs de la famille, de l'école ; une politique étrangère qui protège la France ; une Europe confédérée, respectant les diversités nationales ; mise en place d'une commission spéciale dédiée à l'interruption volontaire de grossesse ; limitation de « l'immigration sauvage » venant surtout du continent africain.

Parmi ces propositions de politiques, les caractéristiques du nationalisme sont présentes. On y note une volonté de retourner à des valeurs telles que la famille ou l'agriculture qui font appel à une histoire de la France révolue et à laquelle le Front National veut retourner, pour y retrouver sa force et sa grandeur d'antan. Il y a également l'ambition d'un État central français renforcé tant au niveau national, avec un pouvoir exécutif fort et un parlement modifié, qu'au niveau international, avec le refus de subordination par l'Union Européenne. On retrouve également un rejet de l'immigration avec d'une part, la limitation de celle-ci et d'autre part, une priorité nationale qui privilégie les citoyens nationaux français, notamment en termes d'emploi. Le Front National ne cessera d'apporter son soutien au *Movimento Sociale Italiano* (MSI), parti nationaliste, descendant du parti fasciste de Mussolini en termes idéologiques. C'est de ce même parti, par ailleurs, que le logo du Front National s'est inspiré. Le nationalisme du FN n'est plus dissimulé.

³⁸ MAYER Nonna, *Ces français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002, Chapitre 3.

³⁹ TAGUIEFF Pierre-André, *La rhétorique du national-populisme*, Mots, 1984, 115-135.

Les débuts du Front National en politique sont timides. Jusqu'à la moitié des années 1980, les résultats électoraux ne dépassent pas le pourcent, en moyenne. Qu'il s'agisse d'élections cantonales, municipales ou législatives. En 1983, le parti enregistre une percée des voix : jusqu'à 16,7% aux élections municipales. C'est le début de l'ascension politique du Front National. Cette ascension portera Jean-Marie Le Pen au second tour des élections présidentielles de 2002, où il réunira tout de même 5 millions et demi de voix (17,79%).⁴⁰ Ce succès n'a pas été au rendez-vous lors des élections suivantes. S'en suivent une série de scandales causés par Jean-Marie Le Pen, notamment concernant ses commentaires sur les chambres à gaz qui ont existé sous le régime nazi d'Hitler.⁴¹

En janvier 2011, Marine Le Pen, lors d'un congrès de parti, est élue présidente du Front National avec plus de 80% des voix. Concernant les priorités politiques, son programme pour les élections de 2012 reste dans la continuité des programmes précédents du Front National : freiner l'immigration, renforcer la sécurité, une justice plus ferme, des politiques natalistes ou la priorité à l'agriculture. En ce qui concerne l'Union Européenne, notre objet d'étude, la section qui y est dédiée dans le programme politique est intitulée « Pour une Europe des Nations libres » : l'ambition est claire, la souveraineté nationale doit rester intacte.⁴² Elle termine troisième lors du premier tour des élections présidentielles de 2012.

Les programmes politiques pour les élections présidentielles de 2017 et de 2022 restent semblables. D'ailleurs, le premier point du programme politique de 2017 s'intitule « Rendre à la France sa souveraineté nationale. Vers une Europe des nations indépendantes, au service des peuples ».⁴³ La volonté n'est pas vraiment de quitter l'Union Européenne ici. En effet, son utilité n'est pas remise en cause mais l'ambition et la fonction européenne doivent s'arrêter là où les volontés souveraines et prérogatives des États Membres commencent. En 2017, Marine

⁴⁰ *Résultats de l'élection présidentielle 2002*, interieur.gouv.fr, consulté le 18 mai 2022.

⁴¹ *Jean-Marie Le Pen définitivement condamné pour ses propos sur les chambres à gaz*, paru dans le journal Le Monde, le 27 mars 2018.

⁴² Programme politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2012 intitulé « *Mon projet pour la France et les Français* », consulté sur rassemblementnational.fr, le 18 mai 2022.

⁴³ Programme Politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2017 intitulé « *144 engagements présidentiels* », consulté sur rassemblementnational.fr, le 19 mai 2022.

Le Pen atteint le second tour des élections présidentielles où elle remporte 33,90% des suffrages.⁴⁴

En 2018, Marine Le Pen renomme le parti « Rassemblement National », après consultation de ses adhérents. Cette démarche suit l'œuvre de refondation du parti entrepris par Marine Le Pen. L'intention n'est pas dissimulée, cette refondation a pour but d'ouvrir les portes à des alliances partisanes et attirer davantage d'électeurs. Il est aussi question de laisser l'histoire plus ou moins glorieuse du Front National derrière elle.⁴⁵

Le fond du programme politique, et donc l'idéologie reste, quant à lui, inchangé. En témoignent les élections présidentielles de 2022. À cette occasion, la formulation de son euroscepticisme persiste. En effet, Marine Le Pen, dans son programme politique, déclare⁴⁶ :

« Le second est bien sûr la création d'une Alliance Européenne des Nations qui a vocation à se substituer progressivement à l'Union Européenne. Cette Europe des Nations libres et souveraines, assumant son héritage millénaire, sera celle des coopérations et viendra mettre un terme au projet de ceux qui veulent faire de l'Union Européenne un super-État fédéraliste chargé d'idéologie. »

Il est clair que le projet d'une Europe intergouvernementale reste d'actualité. Il en va de même pour les autres points du programme, qui restent dans la lignée classique du parti (immigration, sécurité, justice).

En conclusion, le Rassemblement National de Marine Le Pen s'inscrit bien dans un mouvement d'extrême droite nationaliste comme définit précédemment. En témoigne son combat pour la préservation d'une identité française pure, notamment par le rejet de l'immigration, d'une part, et du renforcement de la souveraineté nationale, sa forme d'euroscepticisme le prouve, d'autre part. Ces éléments ont persisté dans le temps, depuis la création du parti jusqu'à nos jours.

⁴⁴ Résultats de l'élection présidentielle 2017, interieur.gouv.fr, consulté le 18 mai 2022.

⁴⁵ France : le Front national devient Rassemblement national, euronews.com, consulté le 25 juillet 2002.

⁴⁶ Programme Politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2022 intitulé « M la France », consulté sur mlafrance.fr, le 19 mai 2022.

3.3 Le Nationalisme en Italie

La Lega Nord, de son nom complet Ligue du Nord pour l'indépendance de la Padanie, est un parti politique fondé et dirigé par Umberto Bossi en 1991. C'est un parti qui est créé sur base d'une opposition aux régions du sud de l'Italie. En effet, à cette époque, le sud de l'Italie était sous-développé par rapport au nord, relativement pauvre, et dépendait économiquement du nord de l'Italie. Le mouvement de la Lega Nord contestait alors cette répartition économique inégalitaire et s'est présenté sous la forme d'un repli identitaire septentrional, opposé à la population méridionale du pays. Il ne s'agit donc pas d'un mouvement nationaliste mais bien régionaliste puisqu'il visait à rassembler les zones géographiques autour du fleuve Pô, dans le nord de l'Italie, en opposition aux zones géographiques se trouvant au sud de Rome. Umberto Bossi appelle cette région qu'il veut protéger la *Padania*.⁴⁷

Si nous reprenons le clivage centre-périphérie de Lipset et Rokkan, donc, opposant le centre qui constitue l'élite riche aux zones urbaines de la périphérie, cela ne suffit pas à comprendre le mouvement du parti Lega Nord.⁴⁸ En effet, le mouvement qui s'oppose évidemment au centre qui est Rome, veut tout d'abord la protection, la libération et l'autonomie des peuples padans ayant une culture, une histoire et une langue propre. De plus, cette contestation des inégalités économiques commence parmi les élites riches du nord justement, ce qui change du schéma centre-périphérie habituel, où les populations défavorisées des périphéries se soulève face au centre fortuné.

Umberto Bossi crée donc la Lega Nord avec comme ambition finale, la scission du pays, ce qui constitue un programme politique plutôt radical. Ce programme, comme le dit Uwe Backes⁴⁹, se construit principalement en opposition à quelque chose, à quelqu'un. Il est basé sur une dualité du « nous » padans, lombards, contre « eux » romains, méridionaux. La question

⁴⁷ DEMATTEO Lynda, *La Lega Nord : entre volonté de subversion et désir de légitimité*, Ethnologie française, 2001/1 (Vol. 31), p. 143-152.

⁴⁸ GÓMEZ-REINO CACHAFEIRO Margarita, *La Lega Nord. Mobilisation et revendication du « nationalisme padan »*, Pôle Sud, 2004/1 (n° 20), p. 133-146.

⁴⁹ BACKES Uwe, *Les multiples facettes d'une catégorie d'analyse, in Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Centre de Recherche et d'Information Socio-Politique (CRISP), 2004, p 13-29.

identitaire est centrale. Toutefois, Bossi ne présente pas la scission de l'Italie telle quelle dans son programme politique. En effet, il prônera une autonomie tant fiscale, qu'administrative des régions Lombardie, Venise, Piémont, Émilie Romagne, Ligurie et Toscane.⁵⁰ Toutefois, Bossi ne parvint jamais à donner une délimitation territoriale la Padania puisque celle-ci avait, en fait, vocation à s'élargir au centre nord de l'Italie.

Le Fédéralisme est depuis le départ une notion importante dans l'idéologie de la Lega Nord. En effet, ils considèrent que cette notion est plus qu'une réforme politique, c'est un système réfléchi sur des intérêts ethnoculturels.⁵¹ Dans leur programme pour l'Union Européenne, un système fédéraliste est privilégié, à la différence du Front National. Une Europe fédéraliste impliquerait évidemment une autonomie des États Membres de pair avec un État fédéral européen qui superviserait leur fonctionnement, tel qu'il existe aux États-Unis, notamment.⁵²

La Lega Nord, comme le Rassemblement National, connaît des débuts électoraux timides. Jusqu'en 2008, elle ne comptabilise que quelques députés au parlement italien et quelques députés au Parlement européen, chez les non-inscrits. Lors des élections générales de 2008, la Lega Nord recueille plus de trois millions de votes, soit presque 9% ce qui lui vaut 60 sièges au parlement.⁵³ En 2009, lors des élections européennes, elle réunit également plus de trois millions de voix, soit plus de 10%, donc neuf eurodéputés, un gain de cinq sièges par rapport aux élections précédentes. Le parti va connaître un recul électoral les années suivantes.⁵⁴

Cet échec provoque une remise en question. En 2012, Roberto Maroni reprend la tête du parti. Le programme politique de la Lega Nord avec Maroni voit un renforcement de l'exécutif avec plus de pouvoirs au président de la République, ainsi qu'une réforme du parlement italien. Le

⁵⁰ TARCHI Marco, *The Lega Nord*, in DE WINTER Lieven and TURSAN Huri, *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, 2003, pp. 143-144.

⁵¹ HUYSSSEUNE Michel, *Modernity and secession : The social sciences and the political discourse of the Lega Nord in Italy*, Cambridge University Press, 2006, p. 195-200.

⁵² MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *(Re)producing other: diversity and discrimination in the discourse of Northern League*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016, pp. 150-152

⁵³ *Risultati elezioni politiche 2008 per la Camera dei Deputati*, obtenu sur repubblica.it, consulté le 10 juin 2022.

⁵⁴ *Lega Nord*, europe-politique.eu, consulté le 10 juin 2022.

projet d'une Italie fédérale persiste, celui d'une réforme fiscale également. De plus, les valeurs traditionnelles de la famille et du terroir doivent être préservées. En ce qui concerne l'Union Européenne, ici, Maroni prône l'accélération des processus d'intégration pour arriver à un aboutissement des quatre unions (politique, économique, bancaire et fiscale). Il critique néanmoins la bureaucratie et la non-élection directe du Président de la Commission Européenne. Dans ce programme politique, il n'y a que deux mentions de l'immigration clandestine.⁵⁵ L'idéologie régionaliste, fédéraliste et conservatrice en termes de valeurs de la Lega Nord est préservée avec Roberto Maroni. On voit qu'il n'y a toujours pas de réel euroscepticisme dans ce programme, l'Union Européenne est perçue comme un outil utile pour renforcer l'économie et la diplomatie italienne.

Cependant, Maroni essuie un échec aux élections suivantes, la Lega Nord perd près de la moitié de ses électeurs. Roberto Maroni capitule et demande la mise en place d'un congrès Lega Nord dans le but d'élire son successeur. Ce congrès prend place en décembre 2013 et c'est Matteo Salvini qui est élu avec 82% des voix, soit deux ans après Marine Le Pen mais avec le même soutien politique qu'elle.⁵⁶

En 2014, Matteo Salvini annonce la création d'un nouveau parti nommé « Noi con Salvini ». Ce changement de noms comporte un changement de programme politique. L'ennemi, ce n'est plus l'italien du sud mais l'immigré africain. Dans cette démarche, Salvini s'associe à divers mouvements anti-Islam dont Casa Pound qui est un mouvement italien néofasciste. On commence à apercevoir le glissement de l'idéologie régionaliste vers une idéologie nationaliste puisqu'il s'agit désormais de protéger les Italiens contre l'immigration. De plus, Salvini met en place une section à Rome et en Sicile, ce qui aurait été impensable auparavant pour la Lega Nord.⁵⁷ L'identité de la Lega ainsi que ses ambitions évoluent. Ce qu'il faut comprendre par cette démarche est que Salvini tente aussi d'élargir son électorat et d'augmenter donc ses résultats électoraux.

⁵⁵ Programma elezioni politiche di 2013, *Lega Nord con Maroni*.

⁵⁶ *Elezioni Politiche 2013 per la Camera - Liste e risultati per circoscrizione*, repubblica.it, consulté le 10 juin 2022.

⁵⁷ MODENA Silvia, *Identité politique et territoire : le discours stigmatisant de la Lega – Noi con Salvini*, Studi di Linguistica, vol. 8, 2018, p. 7-14.

En 2017, Noi con Salvini devient Lega et Matteo Salvini présente son programme politique pour les élections de 2018.⁵⁸ Tout d'abord, dans ce programme, l'immigration se trouve en troisième place des priorités, juste après la fiscalité et les pensions. Il y a un net changement en comparaison avec le programme de Roberto Maroni. La thématique européenne se trouve en quatrième place de ce programme. La position de Salvini sur l'immigration n'est pas nuancée. Selon lui, si l'immigration n'est pas freinée, l'Italie va devenir Afrique, l'identité italienne serait donc réellement menacée. En ce qui concerne l'Union Européenne, voici ce que dit Matteo Salvini dans son programme politique⁵⁹ :

« L'Italie appartient à l'Europe géographique et c'est un fait. (...) L'Union européenne, c'est autre chose. C'est une gigantesque institution supranationale, dépourvue d'une véritable légitimité démocratique et structurée par une structure bureaucratique tentaculaire qui dicte l'agenda de nos gouvernements, au détriment même de la protection physique et économique des citoyens des différents États membres. »

La Lega, ici, est critique de la dimension non-démocratique de l'UE, de sa structure administrative, ainsi que de son manque de respect des souverainetés nationales. Dans ses mesures particulières on retrouve : un retour à l'Union Européenne d'avant Maastricht ; une Constitution italienne garantissant la primauté du droit italien et donc garante de sa souveraineté (monétaire et économique, territoriale, législative) ; la révision des Traités, entre autres.

Lors des élections générales italiennes de 2018, la Lega Nord termine troisième avec 17,35% des voix, ce qui lui permettra de monter au gouvernement en coalition avec le parti antisystème Movimento 5 Stelle.⁶⁰ La tendance se confirme lors des élections européennes de 2019 où la Lega enregistre un record électoral de 34,26% des suffrages exprimés.⁶¹

⁵⁸ MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *(Re)producing other: diversity and discrimination in the discourse of Northern League*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016, p. 158-161.

⁵⁹ Elezioni 2018, Programma di Governo – Salvini Premier

⁶⁰ *Elezioni 2018*, obtenu sur elezionistorico.interno.gov.it, consulté le 10 juin 2022.

⁶¹ *Session constitutive, Parlement européen 2019-2024*, obtenu sur europarl.europa.eu, consulté le 20 juin 2022

Si la Lega Nord était, lors de sa création, un parti de droite régionaliste, aujourd'hui il s'agit d'un parti largement considéré comme étant d'extrême droite et nationaliste. Le rejet total de l'immigration pour privilégier le repli, la protection, la préservation d'une identité italienne nationale, et non plus régionale, caractérise l'aspect d'extrême droite nationaliste.⁶² Son euroscepticisme est, par ailleurs, basé sur un rejet de l'autorité européenne et d'une critique forte de son déficit démocratique. S'ajoute à cela, une critique du système financier tant italien qu'européen.

3.4 Le Nationalisme au niveau européen

Comme dit précédemment, le projet européen a été aussi bâti sur le combat contre les valeurs fascistes. Il paraissait donc évident qu'un groupe politique ne leur soit pas directement dédié au sein du Parlement Européen. La tendance décrite pour le Rassemblement National et la Lega est représentative pour la plupart des partis d'extrême droite en Europe.⁶³ Voyant leur succès au niveau national prendre de l'ampleur, le RN et la Lega, idéologiquement proches, comme on a pu le voir, tentent de s'unir pour augmenter leur influence et donc leur pouvoir.

Lors des élections européennes de 2014, Salvini annonce vouloir mettre en place une coalition avec le Front National qui comprendrait un programme politique commun. Cette coalition fut nommée *Europe des nations et des libertés* et compte également Geert Wilders parmi ses membres. Toutefois, le Rassemblement National et la Lega ne parviennent pas à réunir les conditions nécessaires à former un groupe politique au sein du Parlement européen. Pour être un groupe politique, il faut réunir 25 députés et ces membres doivent être issus d'au moins 7 États Membres. Or, lors des élections de 2014, bien que la Lega obtienne 5 sièges et le RN 23, la condition de représentativité d'au moins 7 États Membres n'est pas réunie puisqu'ils refusent

⁶² MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *Prima gli Italiani: The new Lega at the intersection of banal nationalism, neo-fascism, and selective populism*, présenté au colloque Right-Wing Populism and Extreme Right in Europe: between Revolution, Adjustment and Banalization, Liège, 2018.

⁶³ CARTER Elisabeth, *The extreme right in Western Europe: success or failure?*, Manchester University Press, 2011, p. 3-10.

de s'allier avec d'autres partis d'extrême droite. Les députés RN et Lega élus siègent toutefois chez les Non-Inscrits.

Les élections européennes suivantes, celles élisant un nouveau parlement pour la période de 2019 à 2024 sont différentes pour le Rassemblement National et la Lega. En effet, leur projet de groupe politique d'extrême droite parvient à accéder au Parlement européen. Ils recueillent plus de 20 millions de voix, soit 10% des suffrages et obtiennent donc 73 sièges au parlement. Ce groupe politique est nommé « Identité et Démocratie » et réunit 10 États Membres. L'Italie est la plus grosse délégation de ce groupe avec 24 députés, soit 19 de plus qu'aux élections précédentes. Le Rassemblement National dispose de 19 députés. Les ambitions déclarées d'Identité et Démocratie sont de freiner le développement d'un super-état européen, ainsi que de défendre la souveraineté et l'identité des nations et des peuples européens.⁶⁴ Le Rassemblement National et la Lega ont transposé leur idéologie et leur projet national au niveau européen, ce qui résulte en un groupe encre d'idéaux d'extrêmes droite et nationalistes.

⁶⁴ Informations trouvées sur le site web idgroup.eu, consulté le 20 mai 2022.

4. Méthodologie

4.1 Choix des terrains et délimitation temporelle

Après avoir développé notre cadre théorique ainsi que les théorisations concernant l'extrême droite et donc en quoi ce travail et ses hypothèses ont du sens, nous allons maintenant voir de quelle manière notre analyse des discours va procéder.

Le cadre théorique de ce travail étant l'analyse des discours de la Lega et du Rassemblement National au sein du Parlement européen, il a fallu recueillir et sélectionner les discours pertinents pour répondre à cette problématique. Le choix du Parlement européen a été effectué car bien que la Lega et le Rassemblement National soient des partis ouvertement eurosceptiques, ils décident de participer au système qu'ils dénoncent. Aussi, il était question de comprendre de quelle manière l'Union Européenne était-elle critiquée dans sa propre enceinte.

Le choix des partis a été fait sur base de trois considérations : premièrement, la Lega et le Rassemblement National constituent les deux plus gros partis d'extrême droite de l'Union Européenne, entendu les deux partis réunissant le plus grand soutien électoral. Deuxièmement, ces deux partis ayant un passé semblable, la comparaison de leur idéologie semblait la plus pertinente. Troisièmement, la faisabilité de l'analyse était à prendre en compte. En effet, les ressources dont disposent le chercheur sont primordiales lorsque la recherche est envisagée.⁶⁵ Ici, puisqu'il s'agissait de réaliser une analyse des discours, il était fondamental de maîtriser les langues de ces partis. La Lega et le Rassemblement National se sont donc imposés comme objet d'étude privilégiés.

⁶⁵ CAMPENHOUDT Luc Van, MARQUET Jacques, QUIVY Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, 2017, pp. 202-207.

4.2 La collecte et l'analyse des données

Explicitons la démarche de recherche. Dans un premier temps, sur le site web archivant les discours prononcés lors des séances plénières du Parlement européen⁶⁶, il a fallu sélectionner la période à partir de laquelle seraient recueillis les discours. Le choix a été fait de rassembler les discours à partir de l'investiture du nouveau Parlement européen, c'est-à-dire depuis le mois de mai 2019, moment à partir duquel le parti Identité et Démocratie a commencé à exister. La limite finale a été fixée au 7 mars 2022, soit lors de la clôture de la session 2021-2022 du Parlement européen.

Une fois que tous les discours prononcés durant cette période ont été rassemblés, il a fallu ne garder que les discours pertinents pour notre recherche. Cette partie du travail a été réalisée de manière inductive. Cela implique que quelques mots clés avaient été présélectionnés par rapport au sujet et qu'au fur et à mesure de la sélection, de nouveaux mots-clés pertinents sont apparus.

L'objectif était ensuite de ne garder que les discours abordant le sujet de l'Union Européenne, c'est la formule qui a été choisie. D'autres mots-clés sont venus s'ajouter, nous en parlerons dans la prochaine section. Ces discours considérés pertinents ont ensuite été analysés en trois temps. Tout d'abord, une analyse lexicométrique, c'est-à-dire une analyse du contenu manifeste qui consiste en le recensement, la fréquence de certains termes spécifiques.⁶⁷ Cela va nous permettre d'identifier les expressions, les mots-clés, les plus utilisés par les auteurs. Ce type d'analyse n'est cependant pas suffisant pour atteindre les objectifs de ce travail puisqu'elle ne résulterait qu'en une série d'occurrences.

La deuxième étape de l'analyse sera de type sémantique, c'est-à-dire l'analyse de la manière dont les auteurs interprètent la réalité sociale les entourant.⁶⁸ Ici, il sera question d'identifier le cadrage, l'angle d'approche, que les auteurs utilisent et qui représentent l'idée centrale qui

⁶⁶ <https://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/debates-video.html>

⁶⁷ MUCCHIELLI Roger, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, ESF, 2006, p.24.

⁶⁸ GOFFMAN Erving, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Harper and Row, 1974.

structure leur production idéologique.⁶⁹ Le cœur de ce travail se trouve donc dans cette étape puisque c'est ici qu'il est possible de comprendre comment les termes sont utilisés dans le but d'encadrer, de mettre en évidence une certaine dimension de la formule.⁷⁰

Pour finir, l'analyse socio-idéologique permet d'identifier l'idéologie et les valeurs sous-tendant les discours. Un terme paraissant neutre et anodin en surface peut être investi d'une charge idéologique qui peut être révélée par ce type d'analyse.⁷¹

Au départ, ce travail avait pour vocation la comparaison des discours de la Lega et du Rassemblement National tant au niveau européen qu'au sein de leur parlement national. Un souci de faisabilité s'est présenté lorsque les discours au parlement italien ont été recueillis. En effet, même après tris sur base des mots-clés, le volume des discours restait très important, presque trois fois plus que les discours prononcés au parlement européen par les deux partis et ceux du Rassemblement National en France réunis. Ceci peut être compris par le nombre important de députés Lega présent au parlement italien, ils sont au nombre de 131.

4.3 Les mots-clés

L'objet de ce travail étant l'analyse de la forme d'euro-scepticisme que mobilisent les partis d'extrême droite Lega et Rassemblement National, les mots-clés qui en découlent appartiennent à l'univers conceptuel de la formule Europe. Dans la discipline de l'analyse des discours, les formules servent à cadrer les recherches portant sur les discours politiques, médiatiques et institutionnels. La formule renvoie à un signifiant que l'espace public partage mais pour laquelle les signifiés sont en constante mutation.⁷² La formule est aussi connue sous l'appellation de mot-clé. En ce qui concerne la formule que nous avons choisi, si son signifiant

⁶⁹ BONNAFOUS Simone, TOURNIER Maurice, *Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique*, Langage, n°117, 1995, p.69.

⁷⁰ DELLA PORTA Donatella, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford University Press, 2014, p. 198-204.

⁷¹ ANGERMÜLLER Johannes, *L'analyse du discours en Europe*, in BONNAFOU Simone and TEMMAR Malika, *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Ophrys, 2007.

⁷² KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de formule en analyse du discours : Cadre théorique et méthodologique*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009, p.

reste relativement figé, ses signifiés sont multiples : Union Européenne, Bruxelles, Commission Européenne, entre autres. Ces termes recouvrent globalement la même idée.

Date	N° extrait	Qui parle?	Quel mot-clé	Cadre	Sujet intervention
19-sept-19	2	Jérôme Rivière	Ursula von der Leyen	Idéologie et politiques	Iran
19-sept-19	1	Dominique Bilde	Union Européenne	Idéologie et politiques	Birmanie
19-sept-19	3	Philippe Olivier	Union Européenne	Idéologie et politiques	Turquie
9-oct-19	1	Gilles Lebreton	Parlement Européen	Représentativité, légitimité	Conflit intérêt commissaires
9-oct-19	1	Nicolas Bay	Union Européenne	Représentativité, légitimité	Prépa réunion cons ue (brexit)
9-oct	1	Nicolas Bay	Union Européenne	Représentativité, légitimité	cadre financier pluriannuel
9-oct-19	1	Nicolas Bay	Union Européenne	Économie et finances	cadre financier pluriannuel
9-oct-19	1	Nicolas Bay	Commission Européenne	Représentativité, légitimité	conditionnalité fonds
10-oct-19	1	France Jamet	Union Européenne	Souveraineté	emploi et pol sociale
10-oct-19	2	Hélène Laporte	Union Européenne	Économie et finances	cadre financier pluriannuel
21-oct-19	2	Jordan Bardella	Ursula von der Leyen	Souveraineté	nouvelle commission
22-oct-19	1	Hélène Laporte	Union Européenne	Économie et finances	budget UE
22-oct-19	1	Nicolas Bay	Union Européenne	Économie et finances	Turquie
22-oct-19	4	Jordan Bardella	Europe	Idéologie et politiques	turquie
23-oct-19	1	Jordan Bardella	Union Européenne	Représentativité, légitimité	nég macédoine albanie
23-oct-19	2	Dominique Bilde	Union Européenne	Économie et finances	nég macédoine albanie
23-oct-19	2	Jean-Paul Garraud	Union Européenne	Idéologie et politiques	sauvetage en méditerranée
23-oct-19	4	Dominique Bilde	Union Européenne	Idéologie et politiques	sauvetage en méditerranée
23-oct-19	1	Gilles Lebreton	Union Européenne	Représentativité, légitimité	rapport courdescomptes
23-oct-19	2	Catherine Griset	Europe	Souveraineté	urgence climatique
23-oct-19	3	Aurelia Beigneux	Dirigeants Européens	Représentativité, légitimité	urgence climatique

Voici un exemple de tableau d'analyse. Nous pouvons voir qui est l'auteur du discours, quel est le mot-clé qui a permis de sélectionner le discours comme pertinent par rapport à notre thématique de recherche, le cadrage de l'intervention ainsi que le sujet permettant de remettre le discours dans son contexte.

4.4 L'intérêt d'une comparaison

Dans son ouvrage, Giovanni Sartori explique que pour pouvoir comparer des unités entre elles, celles-ci doivent partager certaines propriétés, certains critères. Ce sont ces critères de comparaison qui vont permettre l'analyse. Des points de ressemblances et de différences sont nécessaires pour pouvoir donner du sens à la comparaison.⁷³

Comme expliqué précédemment, les partis Lega et Rassemblement National partagent un bon nombre de ressemblances comme leur idéologie, ou leur arrière-plan historique. Nos hypothèses, avancées au « Chapitre 1 : Introduction » de ce travail permettent d'envisager des différences dans leur idéologie, notamment. Ce sont ces différences qui constituent le moteur et la raison d'être de ce travail.

⁷³ GIOVANNI Sartori, *Bien comparer, mal comparer*, Revue internationale de politique comparée, 1994, vol. 1, no 1, p. 20-22.

5. Une analyse critique des discours des députés de la Lega et du Rassemblement National au Parlement européen

Comme expliqué dans le chapitre précédent, et le processus va être identique pour les discours des deux partis sélectionnés, nous allons d'abord réaliser une analyse lexicométrique, c'est-à-dire identifier les éventuelles occurrences. Ensuite sera réalisée une analyse sémantique dans le but d'en dégager les fonctions rhétoriques. La troisième étape consistera en une analyse socio-idéologique dans le but d'identifier l'idéologie de ces partis. Une fois ces trois étapes réalisées chez la Lega et le Rassemblement National distinctivement, nous pourrons retirer les ressemblances et différences entre les idéologies de ces deux partis.

5.1 Les discours de la Lega

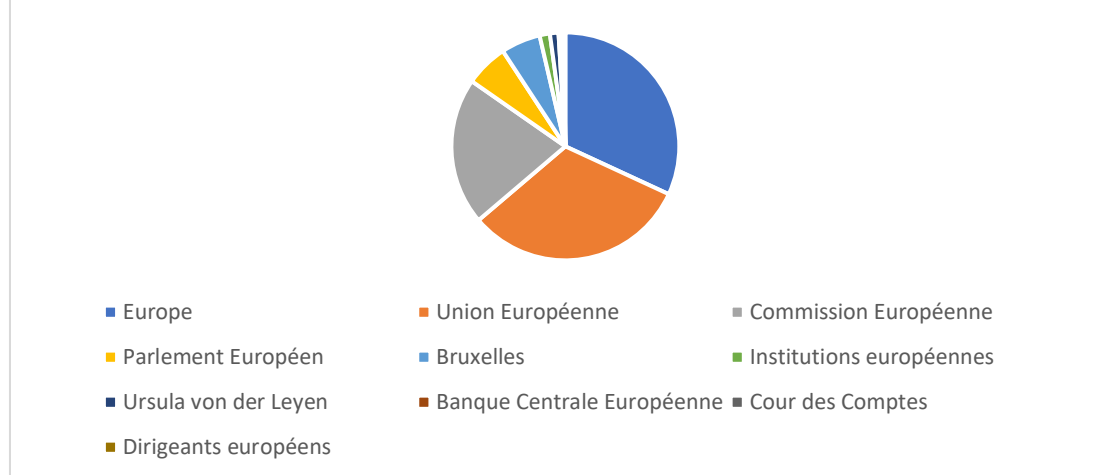
5.1.1 *Analyse lexicométrique*

Sur ces 2 années et 10 mois de discours au Parlement européen, les eurodéputés de la Lega ont mentionné ou ont abordé le sujet de l'Union Européenne de manière pertinente 428 fois sur 716 prises de parole. Soit, sur 10 discours, l'Union Européenne était critiquée 6 fois (59,77%).

Lors du recensement des discours de la Lega, dix mots-clés sont ressortis, les voici par ordre alphabétique :

- Banque Centrale Européenne : 1 fois sur 428 soit 0,23%.
- Bruxelles : 23 fois sur 428 soit 5,37%
- Commission Européenne : 103 fois sur 428 soit 20,06%
- Cour des Comptes : 1 fois sur 428 soit 0,23%
- Dirigeants européens : 1 fois sur 428 soit 0,23%
- Europe : 131 fois sur 428 soit 30,61%
- Institutions européennes : 6 fois sur 428 soit 1,40%
- Parlement européen : 25 fois sur 428 soit 5,84%
- Union Européenne : 131 fois sur 428 soit 30,61%
- Ursula von der Leyen : 5 fois sur 428 soit 1,17%

Répartition mots-clés chez la Lega

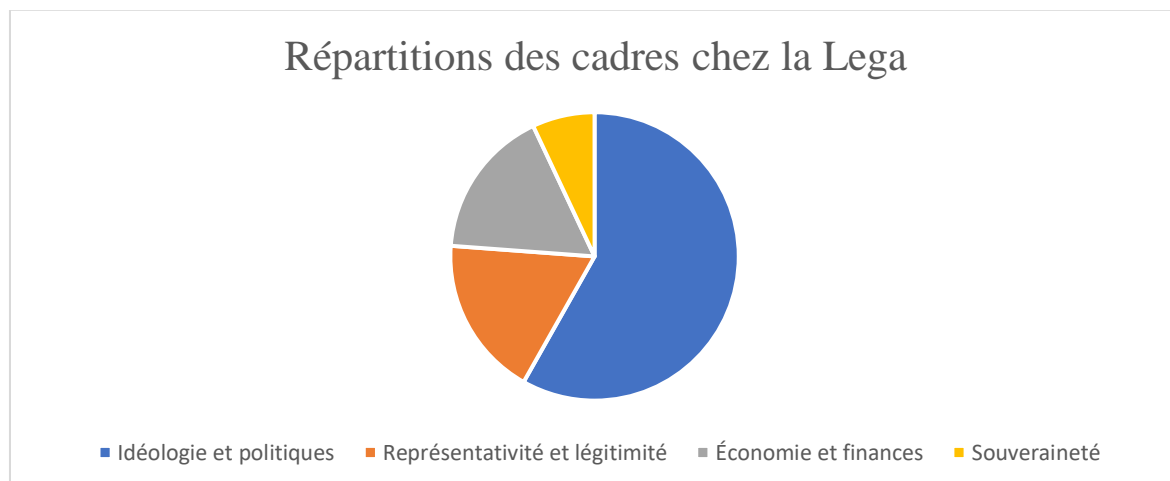


Voici un graphique représentatif de la répartition des mots-clés chez la Lega. On peut voir que les mots-clés les plus utilisés pour désigner l'Union Européenne sont : Europe (30%), Union Européenne (30%) et Commission Européenne (20%).

De plus, sur les 428 prises de parole pertinentes, quatre cadres, ou angles d'approche, ont pu être identifiés. En voici la répartition, par ordre alphabétique :

1. Économie et finances : 72 / 428 soit 16,82%
2. Idéologie et politiques : 249 / 428 soit 58,18%
3. Représentativité et légitimité : 77 / 428 soit 17,99%
4. Souveraineté : 30 / 428 soit 7%

Répartitions des cadres chez la Lega



Économie et finances

Ce type de cadrage est utilisé dans le but de critiquer la gestion financière de l'Union Européenne : allocations, prêts, politiques économiques, finances de l'UE. Comme nous le verrons plus loin, les eurodéputés associent souvent une mauvaise situation économique à des mauvais choix de politiques économiques, attribués à l'Union européenne. Chez les eurodéputés de la Lega, l'aspect économique a un plus grand poids dans leur idéologie, comme nous l'avons vu dans le Chapitre 3 de ce travail.

Idéologie et politiques

Ce cadre est le plus utilisé par les eurodéputés Lega. Dans un premier temps, on aurait pu envisager de scinder ce cadre en deux en classant d'une part, les cadrages idéologiques et d'autre part, les cadrages politiques. Cependant, au fil de l'analyse discursive, nous nous sommes rendus comptes que l'un ne pouvait aller sans l'autre. En effet, de manière globale, et nous le verrons plus tard dans les exemples illustratifs, lorsque les eurodéputés Lega critiquent l'idéologie de l'Union Européenne, c'est pour en critiquer les politiques publiques qui en découlent. Et à l'inverse, lorsque la Lega critique les politiques publiques de l'UE, c'est parce qu'elles sont imprégnées d'idéologie, et non neutre.

Représentativité et légitimité

Dans ce type de cadrage, les eurodéputés italiens critiquent avant tout le manque de légitimité démocratique qui habitent les institutions européennes, notamment la Commission Européenne (Bruxelles, Ursula von der Leyen). Derrière cette idée, se trouve également la critique de la représentativité qui signifie, ici, que les décisions adoptées par l'Union Européenne ne sont pas prises dans l'intérêt des citoyens européens.

Souveraineté

La critique de la souveraineté, elle, est identique à celle que l'on retrouve dans le programme politique de la Lega. L'Union Européenne ne doit pas essayer de grignoter sur les compétences nationales mais doit se contenter d'être un outil à la disposition des États Membres.

Ici, l'idée générale derrière les cadrages a été présentée. Cependant, la signification derrière ces cadres peut varier en fonction du mot-clé ou de la thématique abordée. Nous allons également pouvoir identifier quelles sont les cadrages les plus utilisés pour critiquer l'Union Européenne, en fonction de chaque mot-clé identifié. Les mots-clés seront appréhendés par ordre alphabétique. Pour des questions pratiques et dans le but de rendre ce travail le moins lourd à appréhender pour le lecteur, les cadres mentionnés dans moins de 10% des discours ne seront pas développés

Il est à noter que quelquefois il arrive qu'un discours puisse sembler mobiliser plusieurs cadres. Le chercheur assume donc la responsabilité d'interpréter et d'essayer d'identifier ce que l'auteur du discours tente de dire, notamment grâce au contexte de l'intervention.

5.1.2 Analyse sémantique

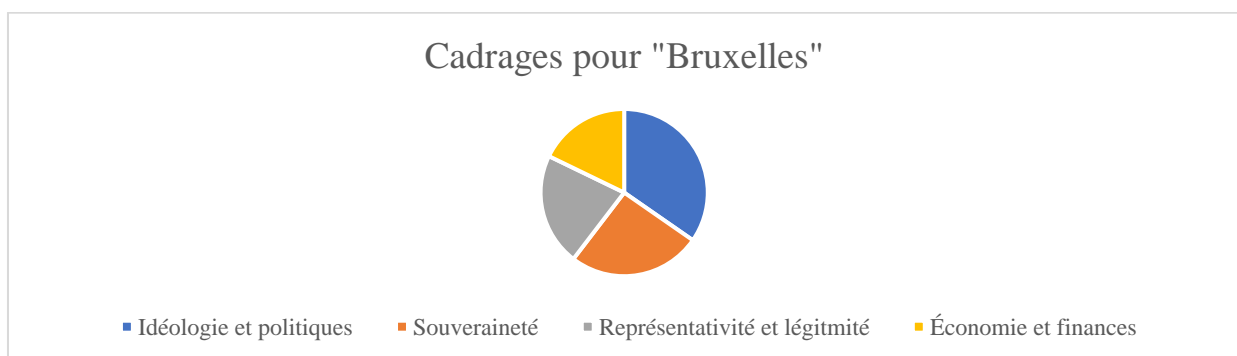
i. Banque Centrale Européenne

La Lega n'a critiqué qu'une fois la Banque Centrale Européenne, c'était à l'occasion de la nomination de ses nouveaux membres. C'est le cadrage Idéologie et politiques qui a été mobilisé. En effet, l'eurodéputé exhorte le conseil d'administration de revoir ses politiques.

« Il est demandé que le conseil d'administration reconsidère la politique des taux négatifs, car leur maintien dans le temps crée une situation paradoxale (...) »⁷⁴

ii. Bruxelles

Le mot-clé Bruxelles a été mentionné 23 fois par les eurodéputés de la Lega. Ici, les quatre cadres ont été mobilisés, voici une représentation visuelle :



⁷⁴ Antonio Maria Rinaldi, le 16 décembre 2019, Strasbourg

Idéologie et politiques

Ce cadre est le plus mobilisé, 8 fois, soit dans 35% des discours contenant ce mot-clé. Ici, il n'y a pas vraiment de marge d'interprétation. Marco Zanni critique la politique de Bruxelles uniquement guidée par l'idéologie.

« Bruxelles ne cesse de répéter les mêmes erreurs. L'approche du changement climatique reste idéologique et totalement inadaptée pour apporter aux citoyens européens les réponses dont ils ont besoin. »⁷⁵

Dans cet extrait, la Lega déclare que les politiques de l'Union Européenne sont souvent des échecs et qu'elle répète les mêmes erreurs. Il y a également une opposition qui est faite entre l'UE d'une part, et les citoyens européens de l'autre. Ces citoyens ont des questions et Bruxelles est incapable d'y donner des réponses.

Souveraineté

Le cadre souveraineté est mobilisé six fois par la Lega. Dans l'exemple qui va suivre, il est question de la Pologne et de sa gestion des droits des personnes LGBTQIA+.

« (...) Nous ne pouvons pas non plus tolérer une énième ingérence de Bruxelles dans les affaires intérieures des États membres dans une question qui, d'ailleurs, ne relève pas des compétences de l'Union. »⁷⁶

Il est utile de préciser que la position de Lega vis-à-vis des droits LGBTQIA+ est hostile. Cette opposition aux politiques de l'UE est mobilisée par le prisme de la souveraineté, ce qui représente une stratégie de détournement de leur réelle opinion à ce sujet.

Représentativité et légitimité

Ce cadre est mobilisé 5 fois au sujet de Bruxelles. La Lega critique le manque d'intérêt que porte l'Union Européenne aux préoccupations des Italiens. Il y a la mobilisation de la notion de bureaucrate européen qui est péjorative et qui désigne les fonctionnaires de l'Union Européenne. L'idée de l'opposition à l'immigration est exprimée ainsi que le sentiment

⁷⁵ Marco Zanni, le 21 octobre 2021, Bruxelles.

⁷⁶ Stefania Zambelli, 7 juillet 2021, Strasbourg.

d'abandon de la part de l'UE. Encore une fois, l'Union Européenne est présentée comme aux opposés des préoccupations des citoyens.

« Chers bureaucrates européens, les Italiens ne sont pas stupides et sont fatigués d'être ridiculisés par ceux qui, à Bruxelles, veulent transformer notre pays en un port franc pour les immigrés clandestins. »⁷⁷

Économie et finances

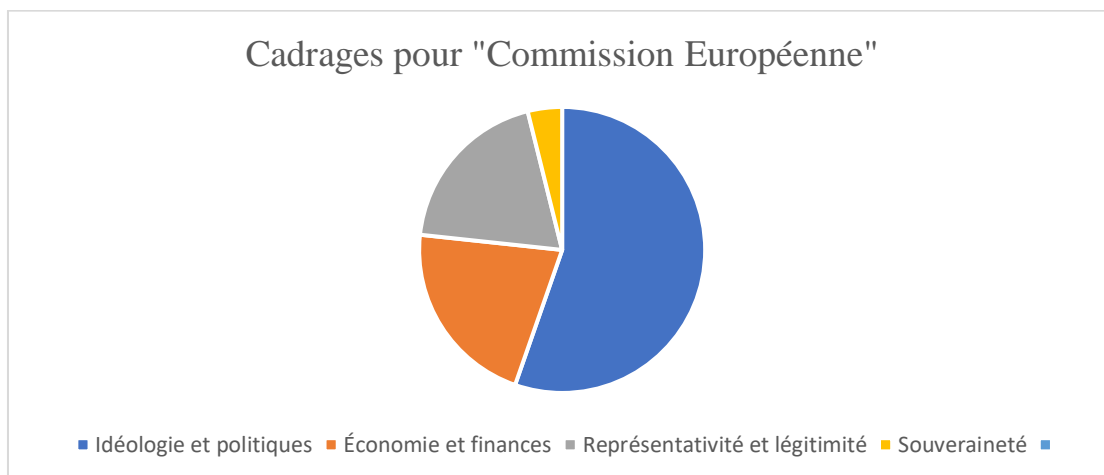
Mentionné 4 fois, ce cadre vise à critiquer la gestion économique de l'Union Européenne.

« Les bureaucrates de Bruxelles sont les maîtres de l'illusion financière, véritable art de faire passer de petites sommes comme s'il s'agissait de milliards d'euros.⁷⁸ »

Encore une fois, le terme bureaucrate est mobilisé. Ces bureaucrates travaillent dans l'opacité et n'ont pas la même perception du monde que les citoyens.

iii. Commission Européenne

Ce mot-clé a été mentionné 103 fois par la Lega. Pour ce mot-clé, les quatre cadres ont été mobilisés, mais de manière bien différente que pour le mot-clé « Bruxelles » comme on peut le voir ici, le cadre souveraineté ne sera pas développé car abordé dans moins de 4% des discours.



⁷⁷ Mara Bizzotto, le 9 juin 2021, Strasbourg.

⁷⁸ Paolo Borchia, le 13 mai 2020, Bruxelles.

Idéologie et politiques

Ce cadre a été mobilisé 57 fois pour ce mot-clé par la Lega. Cela représente 55% des discours contenant le mot-clé « Commission Européenne ».

« La Commission européenne a décidé que dans 14 ans seulement, l'Europe ne pourrait plus produire de voitures à combustion interne. Que la Commission ralentisse alors cette folle course à la neutralité climatique et remette au centre de ses politiques verte mesure et bon sens.⁷⁹ »

La position de la Lega au sujet de l'urgence climatique, qui est semblable à celle du Rassemblement National, est en opposition par rapport aux politiques « vertes ». Comme on peut le lire dans l'extrait ci-dessous, Greta Thunberg est érigée en leader de ce mouvement, auquel les institutions acquiescent, sans se soucier des impacts, notamment économiques, sur les citoyens. L'eurodéputé, dans l'extrait ci-dessous, compare la transition écologique à une religion en parlant d'autel de la transition écologique, pour elle donc, ceux qui luttent pour une nouvelle politique verte sont comme des fanatiques. De plus, il y a une allusion aux ressources de la Commission Européenne en insistant sur le fait que ses politiques sont financées par les contributions des États Membres.

Donc, dans l'extrait ci-dessus, la Lega soutient que le projet climatique n'est rien d'autre qu'une course idéologique, vide de bon sens, pour arriver en premier à la neutralité climatique.

« La hausse des prix de l'énergie est en fait le résultat des politiques insensées de l'Europe. Il est de plus en plus évident que les supporters de Greta sont de bons écologistes, mais avec les portefeuilles des autres. Ce sont les citoyens et les consommateurs qui paient les augmentations des factures et aussi les augmentations des prix des produits en général, tout comme les centaines de milliers de travailleurs, qui sont évidemment considérés comme sacrificiables sur l'autel de la transition écologique.⁸⁰ »

« La Commission est certainement partie de bonnes intentions, car la communication indique que tout doit être fait pour protéger nos citoyens. C'est d'ailleurs ce que nous attendons d'une stratégie européenne de sécurité. Nous avons entendu beaucoup de belles paroles, mais elles ne se traduisent pas par des actes concrets et la résolution votée aujourd'hui en est un

⁷⁹ Isabella Tavoglieri, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

⁸⁰ Silvia Sardone, le 6 octobre 2021, Strasbourg.

témoignage. En effet, malgré la présence de certaines propositions partageables visant à lutter plus efficacement contre le crime organisé, le texte est victime des idéologies de gauche, en se concentrant habituellement sur les références à la désinformation, sur le rôle des ONG ou encore sur les augmentations budgétaires pour les agences et les institutions européennes.⁸¹ »

Dans cette intervention, dans un premier temps, la députée félicite la Commission de vouloir faire d'une priorité la protection de « nos » citoyens. Ce déterminant possessif prend un sens différent lorsqu'il est utilisé par des personnes habituées à mobiliser l'opposition « nous » nationaux, européens, contre « eux » immigrés extra-européens.⁸² Ensuite, il est reproché de ne pas faire suivre l'acte à la parole, notamment car les actes sont motivés par une idéologie de gauche. Sont ainsi critiqués l'hypothèse d'une désinformation, popularisée par Donald Trump, les ONG, qui sont souvent venues en aide aux migrants en Méditerranée, et le renforcement des institutions européennes par l'allocation de plus grand budget. En bref, des sujets *touchy* pour la Lega.

Économie et finances

Ce cadre est revenu 22 fois parmi des discours de la Lega concernant la Commission Européenne. Comme expliqué dans la section précédente, la Lega associe les politiques environnementales à des impacts économiques négatifs, notamment sur les citoyens et consommateurs. Donc, Marco Zanni, ici, se positionne du côté des citoyens, en opposition aux politiques de l'Union Européenne qui ne s'intéressent pas aux impacts négatifs que peuvent avoir leurs politiques publiques sur les finances de ses citoyens.

« Sur ces points, la Commission ne se rend pas compte de l'impact économique négatif de ses politiques environnementales, telles que l'augmentation du prix des quotas d'émission, et perd du temps sans proposer de solutions adéquates, au détriment des entreprises et des citoyens européens.⁸³ »

⁸¹ Annalisa Tardino, le 16 décembre 2020, Bruxelles.

⁸² MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *(Re)producing other: diversity and discrimination in the discourse of Northern League*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016, pp. 154-156.

⁸³ Marco Zanni, le 14 septembre 2019, Strasbourg.

Représentativité et légitimité

La question de la représentativité et de la légitimité de la Commission Européenne est abordée 20 fois par les députés Lega. Dans cet exemple représentatif, Silvia Sardone balance d'une part le poids de 500 millions de citoyens, soit l'ensemble de l'Union Européenne, et d'autre part, les Commissaires européens, qui sont au nombre de 29 (ils sont 27, depuis le Brexit). Explicitement, la critique est faite car un si petit nombre de personnes décident, dans leur bureau, sans réellement prendre en compte les avis extérieurs, du sort de tous les citoyens européens. Implicitement, c'est le déficit démocratique qui est également critiqué. Ces 29 membres ne sont pas élus et en plus de cela, ne considèrent pas l'avis du Parlement européen qui lui, est directement élu. L'intérêt du citoyen est oublié.

« Mais je trouve absurde que la nouvelle Commission traite cette question de cette manière. En général, je ne pense pas qu'il soit correct que vingt-neuf personnes dans une pièce décident pour plus de 500 millions de citoyens. Que se passe-t-il ? Le Parlement dit non à un OGM, la commission ENVI dit non, le comité d'experts des États membres ne donne aucun avis et finalement que se passe-t-il ? La Commission s'en soucie et l'utilisation des OGM reste opaque. En pratique, un bureaucrate à Bruxelles, enfermé dans un bureau d'une DG Agriculture ou Santé décide pour tout le monde. C'est vraiment absurde !⁸⁴ »

iv. Cour des comptes

Ce mot-clé n'est mentionné qu'une fois, sous l'angle de la représentativité et de la légitimité. Spécifiquement, c'est la question des conflits d'intérêts qui est soulevée. S'il existe des conflits d'intérêts chez les fonctionnaires européens, cela affecte la légitimité de l'Union Européenne.

« La Cour des comptes de l'Union a adressé des observations à 29 agences, ce qui signifie que tout ne va pas bien. Il y a des cas de marchés approximatifs. Il y a des cas de conflits d'intérêts, réels ou potentiels, qui affectent les fonctionnaires qui sortent peut-être des agences pour aller travailler dans les multinationales. »⁸⁵

⁸⁴ Silvia Sardone, le 9 octobre 2019, Bruxelles.

⁸⁵ Paolo Borchia, le 27 avril 2021, Bruxelles.

v. *Dirigeants européens*

Dans cet extrait de discours, la formule « dirigeants européens » n'est pas explicitement citée. Toutefois, en lisant cet extrait, on peut comprendre que l'oratrice s'adresse aux dirigeants de l'Union Européenne. Elle s'adresse à eux en critiquant leur représentativité et légitimité. Le ton est donné, la députée parle de propagande pro-européenne qui serait imposées à des citoyens n'ayant pas forcément envie de plus d'Union Européenne. De plus, cette propagande qui leur est imposée, c'est eux qui la payent et c'est une absurdité pour la Lega. En faisant cela, l'Union Européenne perd en popularité auprès des citoyens. Elle clôture son intervention en utilisant une formule chère aux populistes : vous, l'élite, les décideurs corrompus, dans votre palais, dans votre tour, loin de la réalité, vous prenez des décisions sans écouter les cris des citoyens purs, terre à terre, ancrés dans la réalité. Selon cette rhétorique populiste, les politiques publiques ne sont censées être qu'une expression directe de la volonté du peuple.⁸⁶

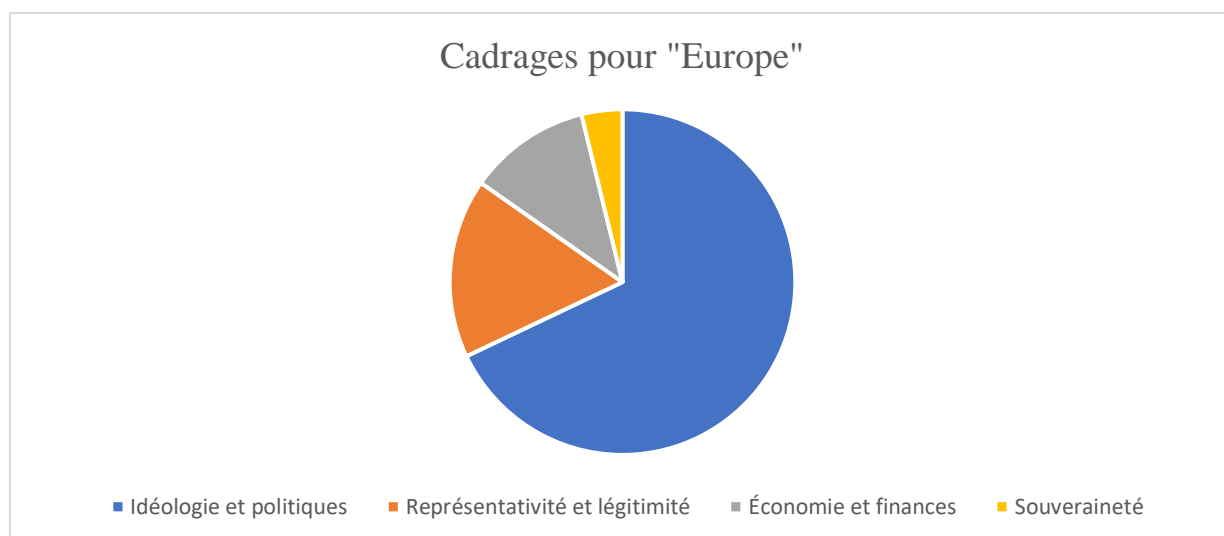
« Dommage que les nouvelles absurdes, c'est vous qui les donnez, avec votre propagande pro-européenne payée par les contribuables. C'est votre faute, et de la vôtre, si l'Europe plaît de moins en moins. Vous êtes enfermés dans les palais et incapables d'écouter et de répondre aux besoins des citoyens. Vous dégoûtez les populistes, car vous êtes incapables d'écouter et de donner des réponses au peuple. »⁸⁷

vi. *Europe*

La formule « Europe » a été mentionnée 131 fois par les eurodéputés de la Lega. L'Europe a été critiquée sous les quatre angles mais puisque la souveraineté n'a été abordée que 5 fois, ce cadre ne sera pas abordé. En effet, comme explique précédemment, il ne paraît pas pertinent de l'aborder. Ce cadre qui ne représente moins de 5% de ces discours, ne constituera pas un changement conséquent pour la compréhension de l'idée générale de l'idéologie de ce parti. La qualité de nos conclusions n'en sera pas impactée.

⁸⁶ MUDDE Cas, Kaltwasser Cristobal Rovirà, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford, 2017, pp. 13-19.

⁸⁷ Silvia Sardone, le 27 novembre 2019, Strasbourg.



Idéologie et politiques

Le cadrage idéologie et politiques est le plus récurrent, avec 89 occurrences. Il représente 68% des discours sur l'Europe par la Lega. Dans l'extrait qui va suivre, le sujet abordé est la Turquie. Ce sujet est très important chez les eurodéputés Lega qui s'opposent fermement à une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, notamment car son dirigeant Erdogan accorde une place importante à l'Islam dans ses politiques publiques. L'Islam constitue un point de programme et de lutte majeur pour la Lega. Ici, l'Europe est encouragée à calquer sa direction politique sur les valeurs et l'idéologie européenne : la procédure d'adhésion doit être interrompue car Erdogan ne respecte pas les principes démocratiques. C'est une stratégie des deux poids, deux mesures, qu'adopte la Lega. Habituellement la Lega critique l'Union Européenne d'imprégner ses politiques publiques de son idéologie européenne. Face à l'Islam, une apparente union, homogénéité de l'Europe est avancée.

« Comme l'histoire nous l'a appris, la Turquie n'a jamais été, n'est pas et ne sera jamais l'Europe. Ces dernières années, l'Europe a donné des milliards d'euros à la Turquie, favorisant un pays qui est contre la démocratie européenne, contre nos valeurs et contre notre liberté. Je vous rappelle que le dictateur Erdoğan a menacé à plusieurs reprises de mener des guerres de religion dans nos pays et dans nos villes. Chers collègues, il est temps d'arrêter ce faux buonismo. Nous devons avoir le courage de le dire haut et fort : l'Union européenne doit

*interrompre immédiatement et à jamais les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Europe.*⁸⁸ »

Dans cet extrait de discours, Alessandro Panza aborde le sujet de l'agriculture qui est une valeur importante dans l'idéologie de la Lega et du Rassemblement National car cela ramène au terroir, à un savoir-faire d'un autre temps qui est hautement valorisé dans leur rhétorique. D'une part, l'Europe est encore aveuglée par cette idéologie européiste et donc ses politiques ne sont pas en accord avec les réalités des citoyens. D'autre part, en plus d'être détachée de la réalité, ses politiques ne sont même pas efficaces pour résoudre les problématiques ; l'Europe est inefficace car aveuglée par son idéologie. On peut voir qu'encore une fois, la question de l'idéologie, ici les valeurs européennes, n'est pas traitée sans la question des politiques qui découlent de cette idéologie.

« Mais si nous voulons sauver la montagne et les zones rurales et ceux qui y vivent, nous devons protéger l'activité rurale : il ne peut y avoir de vie sans travail. Trop souvent, l'Europe est aveuglée par son idéologie environnementaliste, elle impose des lois et des contraintes qui ne servent ni à préserver l'environnement ni à en garantir la durabilité⁸⁹. »

Marco Zanni parle ici de la campagne de vaccination contre la Covid-19. Les politiques européennes sont insuffisantes, la vaccination elle-seule ne peut pas être considérée par les instances européennes comme suffisante pour venir à bout de la crise sanitaire. On sait, par ailleurs, que la Lega était opposée à l'obligation vaccinale.⁹⁰

« Donc, la campagne de vaccination ne suffit pas, ce n'est plus une solution qui peut nous sortir complètement de cette crise et, sur ce sujet, je crois que l'Europe doit faire plus, sur les traitements, sur la façon de trouver une solution qui soit complémentaire à celle des vaccins pour permettre de normaliser la situation et pour permettre aussi face à l'émergence de nouvelles variantes d'avoir plus d'armes de contraste à ce virus.⁹¹ »

⁸⁸ Mara Bizzotto, le 19 septembre 2019, Strasbourg.

⁸⁹ Alessandro Panza, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

⁹⁰ Vaccini, la Lega dice no all'obbligo. Ma il partito si spacca : Giorgetti e i governatori del Nord contrari alla linea Salvini, *republica.it*, 2 septembre 2021.

⁹¹ Marco Zanni, le 15 décembre 2021, Strasbourg.

Représentativité et légitimité

La formule « Europe » est bordée 22 fois sous sa dimension représentativité et légitimité. Dans cet extrait, la Lega critique le manque de fermeté de l'Union Européenne concernant les atteintes aux principes démocratiques par des États tiers et principalement, par des États traditionnellement musulmans. Cela peut être compris dans le sens où l'UE manque de légitimité sur la scène internationale, ce qui ne lui permet pas d'avoir le *soft power* suffisant pour pouvoir sanctionner des États tiers.

« Nous nous demandons jusqu'à quand l'Europe restera silencieuse face aux violations répétées des droits de l'homme perpétrées par l'Iran. Elle n'a rien fait pour obtenir la libération immédiate de Nasrin Sotoudeh et de tous les prisonniers politiques dans les prisons iraniennes. Nous sommes fermement du côté des activistes qui œuvrent pour défendre les droits et qui crient au monde, l'urgence de la liberté pour les femmes et pour tous les opprimés. L'Europe, trop souvent par bon sens et par peur, n'a pas condamné ouvertement le traitement subi par les femmes dans de nombreux pays islamiques.⁹² »

Ici, la légitimité de l'Europe auprès des citoyens est remise en cause dans cet extrait. On peut aussi noter une attaque directe envers Ursula von der Leyen qui serait soumise aux volontés des dirigeants français et allemands. Il est vrai que ces deux États membres, étant parmi les plus grands contributeurs de l'Union Européenne, ont une plus grande influence sur les politiques européennes. L'Europe n'est donc pas légitime en tant que puissance auprès des citoyens puisque ceux-ci sont témoins de cette subordination à l'Allemagne et la France.

« Madame von der Leyen, je constate que vous venez nous présenter ce qui avait été conclu, sous un autre, par Angela Merkel et Emmanuel Macron la semaine passée, démontrant une fois de plus la subordination de la Commission européenne au duopole franco-allemand. Désolé de vous voir rabaissée. Mais ne rejetez pas la faute sur nous, populistes, si l'Europe n'est pas bien vue par les citoyens : nous ne faisons que récolter ce que vous semez..⁹³

⁹² Silvia Sardone, le 17 décembre 2020, Bruxelles.

⁹³ Alessandro Panza, 27 mai 2020, Bruxelles.

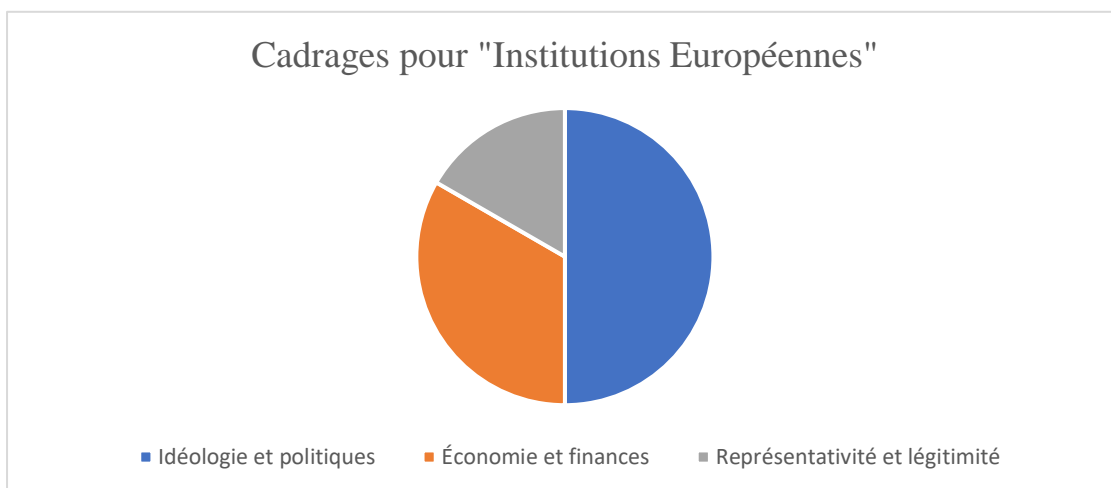
Économie et finances

L'aspect économique et financier de l'Europe est abordé 15 fois par les députés Lega. Dans cet extrait, le député parle d'une Europe esclaves des banques et multinationales. Chez la Lega, cette formule rhétorique est relativement récurrente, elle désigne la soumission des institutions à des acteurs privés à des fins économiques et financières. Mara Bizzotto se porte également protectrice des intérêts des citoyens italiens face à la folie des politiques européennes.

« Nous ne permettrons pas que cette Europe, esclave des banques et des multinationales, mette à la faim tant de familles et d'entreprises italiennes. Avec nos concitoyens, nous nous battons pour arrêter cette folie et pour donner de l'espoir et de l'avenir à notre peuple et à notre terre.⁹⁴ »

vii. Institutions européennes

Ce mot clé a été mentionné six fois et abordé sous trois cadres. Cette formule est une manière de désigner l'Union Européenne de manière générale et plus particulièrement son aspect institutionnel.



Idéologie et politiques

L'idéologie et les politiques des institutions européennes ont été décrites de manière suivante par les députés Lega. Ici, Marco Zanni critique l'incapacité des institutions européennes à prendre des décisions de manière unie. Un continent déchiré, cela désigne des positions

⁹⁴ Mara Bizzotto, le 20 janvier 2021, Bruxelles.

tellement opposées que des avancées ne sont pas possibles. Cela est le résultat de longues années d'inefficacité de la part de l'Union Européenne. Ce sont ces mauvais choix politiques qui provoqueront la dérive du continent européen. On voit ici qu'il y a une différence entre l'Union européenne et l'Europe continentale dans l'idéologie de la Lega. Finalement, l'Union Européenne détruira l'Europe au lieu de lui rendre sa grandeur.

« J'ai de plus en plus l'impression que chaque fois que d'importantes institutions européennes, surtout en temps de crise, se réunissent pour décider de quelque chose, elles démontrent seulement combien ce continent est déchiré et combien ce continent est désormais à la dérive, un continent secondaire, victime des mauvais choix politiques faits surtout au cours des vingt dernières années.⁹⁵ »

Économie et finances

Cet aspect est développé deux fois par la Lega. Le député Rinaldi adresse la question de la gouvernance économique de l'Union qui a, par le passé, posé problème en Italie.⁹⁶ En effet, le pacte de stabilité et de croissance prévoit des directives budgétaires que les États Membres sont tenus de respecter, ce qui n'était pas le cas de l'Italie qui avait été mise en garde par la Commission européenne. Sa position est hostile à ce sujet et il se réjouit donc de ce projet de révision.

« Je suis étonné, mais je suis également ravi que les institutions européennes aient enfin reconnu la nécessité de réviser la gouvernance économique de l'Union, et en particulier le pacte de stabilité et de croissance.⁹⁷ »

Représentativité et légitimité

Les institutions européennes en tant que formule n'est critiqué qu'une fois. Dans cet extrait de discours, nous pouvons voir que le sujet du Conseil européen à venir. Le député Zanni rappelle l'inefficacité et l'insuffisance que démontrent les institutions européennes face aux diverses

⁹⁵ Marco Zanni, le 6 octobre 2020, Bruxelles.

⁹⁶ *Avis de la Commission européennes sur le projet de plan budgétaire 2019 de l'Italie*, ec.europa.eu, consulté le 8 août 2022.

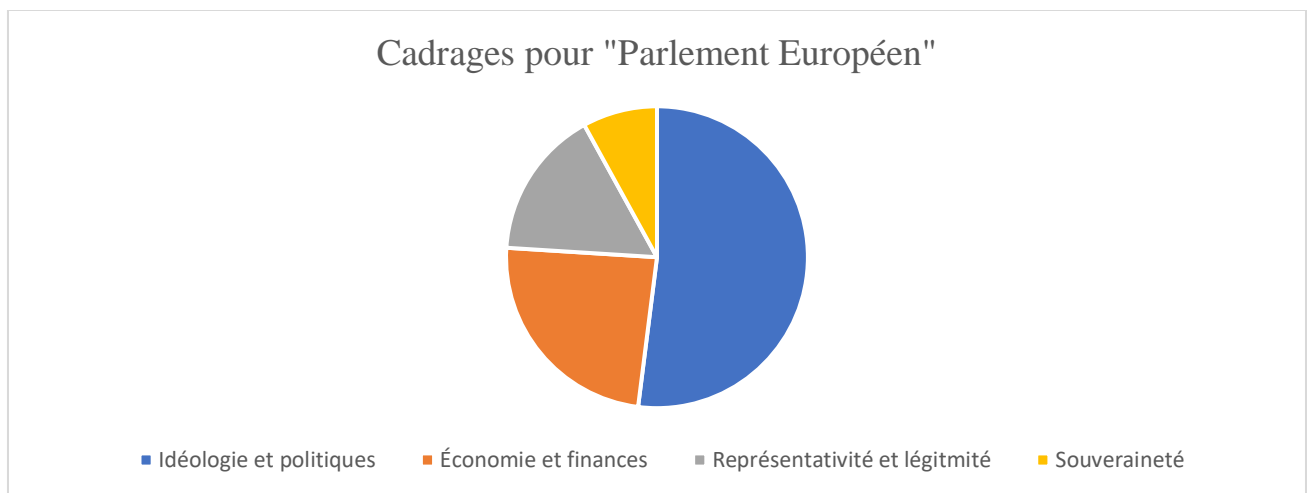
⁹⁷ Antonio Maria Rinaldi, le 10 mars 2021, Bruxelles.

crises. L'Union Européenne ne se montre donc pas légitime et ses mesures ne sont pas à même de résoudre les problématiques des citoyens européens.

« Pour la première fois, je crois qu'il y aura cette semaine un Conseil européen dont nous connaissons déjà les conclusions. Il n'y aura pas d'accord sur ce que l'on appelle le plan de relance et il y aura probablement un conflit entre les États membres que nous avons déjà vu et anticipé ces jours-ci. C'est une fois de plus la preuve de l'inefficacité et de l'insuffisance des institutions européennes dans leur réponse à la crise.⁹⁸ »

viii. Parlement européen

Le Parlement européen est mentionné 25 fois, sous quatre cadres. Celui de la souveraineté ne sera pas développé car il est mentionné dans moins de 10% des discours (2 fois). La Commission européenne, elle, était mentionnée 103 fois. Cette différence de poids peut être expliquée par l'élection directe du parlement et donc de sa plus grande légitimité démocratique. Il est donc moins critiqué.



Idéologie et politiques

La cadre idéologie et politiques est le plus important, il revient 13 fois. Dans l'extrait ci-dessous la question des droits LGBTQIA+ est soulevée. Pour la Lega, ce sont des sujets propices à conflits.

⁹⁸ Marco Zanni, le 17 juin 2020, Bruxelles.

Isabella Tavoglieri mentionne le Ddl Zan qui est une proposition de loi qui a provoqué une crise politique en Italie. Cette proposition, amenée par le député démocrate Zan au parlement italien, prévoyait toute une série de mesure dans le but de dénoncer le langage et les actes qui constituent de la discrimination religieuse, politique et raciale en ajoutant des facteurs aggravants s'il s'agit de discrimination liée à l'orientation sexuelle, le genre et l'identité de genre. C'est la Lega qui a bloqué cette proposition de loi au Sénat italien. Ils sont donc très hostiles à l'idée qu'une proposition de loi qu'ils ont refusées au niveau national leur soit proposée au niveau européen. Ils ne veulent pas que l'idéologie de la majorité progressiste du parlement soit imposée à tous, en imposant des mesures de gauche.

« Ce que nous ne pouvons pas partager, c'est la volonté de la majorité progressiste de cette Assemblée d'utiliser le dossier de la violence sexiste pour faire avancer son agenda politique, en reproposant au niveau européen le contenu du Ddl Zan, qui a été rejeté par le parlement italien, en rappelant à l'ordre quinze pays indésirables à Bruxelles, c'est-à-dire la plupart des États membres, parce qu'ils ne prévoient pas la définition de l'identité de genre dans leurs législations.⁹⁹ »

Le sujet de cette intervention était les agressions perpétrées par des partisans d'extrême droite. La Lega sait qu'elle est considérée d'extrême droite et riposte d'abord en soutenant qu'eux-mêmes sont victimes d'agressions et ensuite, en mentionnant le radicalisme islamique qui perpètrent des agressions. Le sujet des agressions par les extrémistes de droite est donc invalidé par les membres Lega. Ensuite, de manière un peu humoristique, Paolo Borchia va accuser la majorité du Parlement européen d'imposer son idéologie, même dans le choix des sujets à débats.

« Mon parti, la Lega, a subi des centaines d'agressions ces derniers mois, et vous, vous restez muets. Ces derniers jours aussi, il y a eu des épisodes liés au radicalisme islamique, et vous, vous restez muets. Chers collègues de gauche, pourquoi ne demandez-vous pas également un débat sur ces épisodes et arrêtez de traiter cette Assemblée comme s'il s'agissait du jardin de votre maison ? C'est la plénière du Parlement européen, pas un siège de parti.¹⁰⁰ »

⁹⁹ Isabella Tavoglieri, le 13 décembre 2021, Strasbourg.

¹⁰⁰ Paolo Borchia, le 20 octobre 2021, Strasbourg.

Économie et finances

Ce cadre apparaît six fois lorsque la Lega parle du Parlement européen. Une des compétences économiques dont dispose le Parlement est la composition du budget européen. D'abord, le député dit qu'il faut avoir le courage de rompre avec les politiques européennes passées qui ne constituent que des erreurs. Ensuite, il est question de l'augmentation du budget qu'Angelo Ciocca refuse car ce sont des montants prélevés aux citoyens qui ne bénéficient pas de bonnes politiques européennes, selon les députés Lega.

« L'un des rares pouvoirs du Parlement européen est précisément le moment du budget. Il faut alors, d'une part, trouver le courage d'oser et, d'autre part, trouver le courage de ne pas continuer à se tromper, parce que le prochain budget qui est proposé est augmenté de 15 milliards, c'est-à-dire que 15 milliards de plus sont demandés aux contribuables. Et alors vous devez comprendre où vous trouverez le courage de demander ces 15 milliards.¹⁰¹ »

Représentativité et légitimité

Ce cadre revient 4 fois pour ce mot-clé. Dans cette intervention, Luisa Regimenti s'exprime au sujet des contrats que l'Union Européenne a conclu concernant les vaccins contre la Covid-19. Elle explique que les députés sont élus pour représenter les volontés et les intérêts des citoyens or, en ne permettant pas aux députés de consulter ces contrats de manière convenable, l'Union Européenne nie les intérêts citoyens. C'est pour ça qu'elle ne pourra pas être étonnée par la suite si les citoyens européens perdent confiance en cette institution.

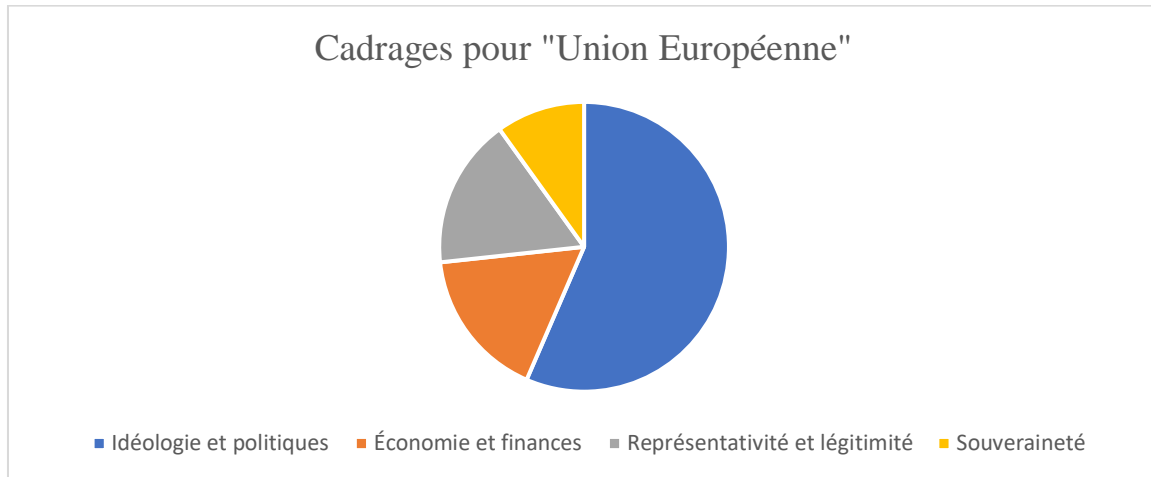
« Le vaccin doit cependant être rapidement accessible à tous, mais nous n'atteindrons pas les objectifs espérés si les citoyens européens ne sont pas rassurés quant aux conditions de sécurité du vaccin. Mais comment les citoyens devraient-ils avoir confiance, lorsque nous, députés du Parlement européen, qui avons été élus pour les représenter, n'avons eu que 50 minutes pour consulter des contrats de centaines de pages sans pouvoir en extraire des copies, pour ne pas en divulguer le contenu ?¹⁰² »

¹⁰¹ Angelo Ciocca, le 11 novembre 2020, Bruxelles.

¹⁰² Luisa Regimenti, 19 janvier 2021, Bruxelles.

ix. *Union Européenne*

La formule Union Européenne a été mentionnée 131 fois. On peut voir la répartition des cadrages dans ce graphique.



Idéologie et politiques

Le cadrage le plus récurrent est celui de l'idéologie et des politiques, il revient 74 fois, soit dans plus de la moitié des discours sur l'Union Européenne chez la Lega. Dans ce premier extrait, il est question des camps de réfugiés en Grèce. L'Union Européenne est en responsable de cette catastrophe pour plusieurs raisons. Tout d'abord, elle a conclu un accord avec la Turquie qui représente plus une ennemie qu'une alliée aux yeux de la Lega. Ce n'est pas un dirigeant fiable, c'est un dictateur islamique avec qui l'Union Européenne doit cesser de collaborer. Ensuite, c'est une catastrophe qui était prévisible et que l'Union Européenne a préféré ignorer et qui n'a pas réagi quand elle est survenue. Donc, d'une part ses politiques sont mauvaises et inadaptées et de l'autre, l'UE est inefficace et insuffisante.

« L'incendie du camp de réfugiés de Moria, qui accueillait près de treize mille personnes, est un exemple typique de catastrophe annoncée, survenue dans l'indifférence et la coupable inertie de l'Union européenne. Le camp de réfugiés de Moria représente en effet l'échec de la politique migratoire européenne, dont le sommet a été atteint en 2016 avec l'accord néfaste entre l'Union européenne et la Turquie, un accord que le dictateur Erdogan n'a jamais respecté et qui a transformé les îles grecques en prison à ciel ouvert.¹⁰³ »

¹⁰³ Gianantonio Da Re, le 17 septembre 2020, Bruxelles.

Dans cette prise de parole, Silvia Sardone mobilise l'islam pour critiquer l'inaction de l'Union Européenne face à certaines violences perpétrées à l'encontre des libertés fondamentales et ici, de la liberté d'expression (affaire Samuel Paty). L'Union Européenne, à cause de son *buonismo* (bienpensante) et son idéologie de gauche, condamnera d'abord l'islamophobie avant de condamner les islamistes extrémistes.

« La liberté d'expression est attaquée et l'Union européenne ferme les yeux, elle le fait trop souvent. (...) Voyez-vous, le terrorisme vise à limiter notre liberté, c'est une violence contre notre culture, nos valeurs et nos traditions. Ils veulent nous renverser, nous effrayer, nous faire reculer. Malheureusement, ils y parviennent aussi et grâce à votre buonismo, parce que, vous savez, par peur d'offenser l'Islam, vous parlez plus d'islamophobie que d'extrémisme islamique.¹⁰⁴ »

Alessandro Panza, dans cet extrait, avance qu'Erasmus+, le programme d'échange étudiant, pourrait être instrumentalisé par l'Union Européenne comme outil de propagande idéologique. Donc, l'Union Européenne se rendrait coupable d'imprégner ses projets politiques de son idéologie de gauche progressiste.

« Enfin, le projet Erasmus+ ne doit pas être une distraction et une forme d'endoctrinement idéologique européiste en tant que fin en soi ou, pire, utilisé par le courant dominant mondialiste pour apprivoiser et marchander les nouvelles générations. Erasmus+ est le véhicule de la devise de l'Union européenne, "Unis dans la diversité".¹⁰⁵ »

Économie et finances

Ce cadrage, au sujet de l'Union Européenne revient dans 17% des discours, soit 22 fois. L'eurodéputé Rinaldi dans son argumentation concernant la contribution nette de l'Italie aux caisses européennes, sur une note d'humour, dit que si on enlève les lentilles de vue européennes (bleues avec des étoiles jaunes), et qu'on se place dans le point de vue de l'Italie, on se rendra vite compte des dégâts que provoque l'Union Européenne. Ce sont tous ces programmes européens, et notamment le NextGenEU, qui mettent à mal les économies européennes. En défenseur des citoyens italiens, Rinaldi met en garde l'Union Européenne :

¹⁰⁴ Silvia Sardone, le 24 novembre 2020, Bruxelles.

¹⁰⁵ Alessandro Panza, le 18 mai 2021, Bruxelles.

mettre à genoux des troupeaux de rhinocéros furieux signifie que l'UE doit être prudente car les citoyens italiens pourraient se rebeller et provoquer des conséquences graves, tel que le feraient des rhinocéros. Ce sont les politiques économiques qui sont critiquées ici.

« L'Italie a été contributrice nette des caisses de l'Union européenne pour environ 160 milliards d'euros au cours des vingt dernières années, si nous ne faisons qu'une somme arithmétique et non capitalisée et incluons également les contributions directes et indirectes aux pays en difficulté financière, y compris les instruments tels que le FED et l'ESMA. Pour ceux qui ont vraiment fait les comptes, et non avec des lentilles colorées, peut-être bleues avec des étoiles de contour, il est très clair que cette fois encore l'Italie, à la fin de tout le programme complexe Next Generation EU, y compris les odieuses compensations dues au maintien des rebates, continuera à être contributrice nette, quitte à littéralement massacrer fiscalement et socialement, avec des excédents primaires, les citoyens et les entreprises, qui mettraient à genoux des troupeaux de rhinocéros furieux.¹⁰⁶ »

Il est question dans cet extrait de discours des fonds d'aide octroyés aux États tiers. La Lega demande à l'Union Européenne que l'utilisation de ces fonds soit contrôlée, notamment quand il s'agit d'États tiers à tradition musulmane. En réalité, lorsqu'il s'agissait de la Pologne ou de la Hongrie par exemple, idéologiquement proche de la Lega, la Lega refusait catégoriquement toute forme de contrôle ou de conditionnalité concernant les fonds d'aide octroyés à ces deux États Membres.

« Il est nécessaire que l'Union européenne contrôle de quelle manière et par qui seront utilisés tant les fonds de premiers secours que ceux destinés à la reconstruction de Beyrouth. La proposition de ceux qui voudraient contourner l'argent par l'intermédiaire des ONG laisse également quelque peu perplexe, à la lumière de la critique de la Cour des comptes européenne sur la transparence des rapports ...¹⁰⁷ (la Présidente retire la parole à l'oratrice) »

Représentativité et légitimité

L'Union Européenne est approchée 22 fois sous ce cadre. Dans l'exemple illustratif qui suit, Matteo Adinolfi parle de la stratégie de gestion de la crise Covid. Maintenant que les résultats

¹⁰⁶ Antonio Maria Rinaldi, le 23 juillet 2020, Bruxelles.

¹⁰⁷ Elena Lizzi, 15 septembre 2020, Bruxelles.

catastrophiques de cette gestion apparaissent, l'Union Européenne doit assumer ses responsabilités et répondre de ses actes auprès des citoyens européens desquels elle est censée protéger les intérêts.

« L'Union européenne s'est vantée pendant des mois de capacités de gestion et de programmation dans la lutte contre le COVID, aboutissant comme nous l'avons vu dans le chaos des vaccins dont personne ne semble devoir assumer la responsabilité. Alors que les entreprises ferment et que de nombreuses familles ont du mal à arriver à la fin du mois, quelqu'un devrait rendre compte aux citoyens européens des erreurs commises.¹⁰⁸ »

Souveraineté

L'angle d'approche de la souveraineté est le moins utilisé par la Lega. Toutefois, lorsqu'ils l'utilisent avec la formule Union Européenne, voici ce que les eurodéputés disent. Marco Zanni parle des nombreux échecs des politiques de l'UE et de l'impact néfaste que ces échecs ont sur la perception de l'UE par la population européenne. En disant que les traités ont été force, Zanni fait ici référence à l'échec référendaire du projet de Constitution Européenne, notamment en France, en 2005. Après cet échec, les instances européennes ont légèrement modifié le fond du texte et l'ont présenté sous la forme du Traité de Lisbonne. Des pressions ont été mises sur les États Membres, leurs volontés nationales n'ont pas été respectées, les souverainetés nationales, notamment celle de la Pologne, ont été bafouées par l'Union Européenne.

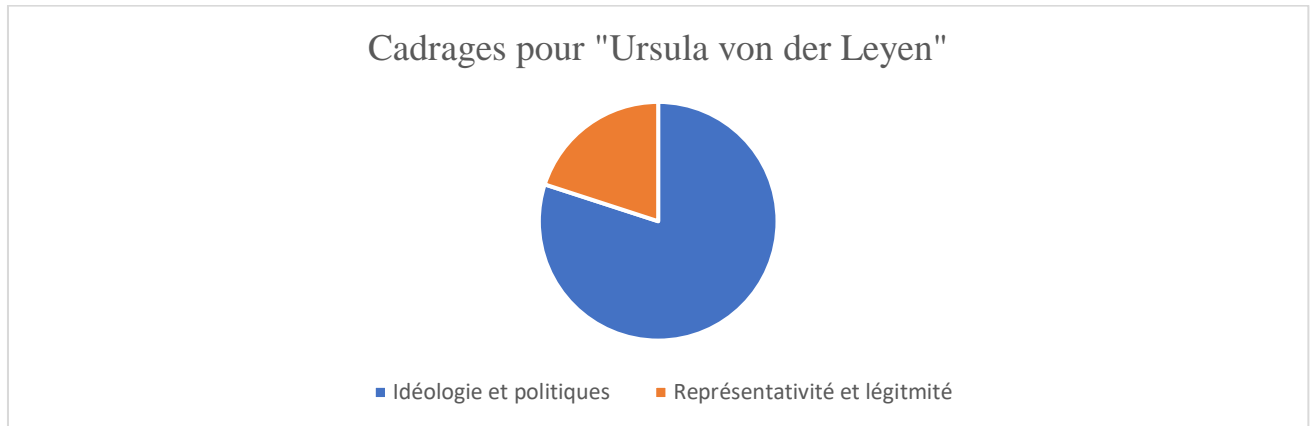
« L'Union européenne, qui n'a pas réussi à convaincre les États et leurs citoyens par la bonté des résultats, a sans cesse cherché à réaliser l'intégration en forçant les traités, une stratégie qui, à mon avis, n'est pas adaptée. Ne pas admettre les pressions et les erreurs qui ont été commises ces trente dernières années dans la poursuite du processus d'intégration, c'est ne pas comprendre et ne pas vouloir accepter que la situation tendue entre l'UE et la Pologne, dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui, est la conséquence directe de cette mauvaise attitude.¹⁰⁹ »

¹⁰⁸ Matteo Adinolfi, le 29 avril 2021, Bruxelles.

¹⁰⁹ Marco Zanni, le 19 octobre 2021, Strasbourg.

x. *Ursula von der Leyen*

La Présidente de la Commission Européenne a été mentionnée cinq fois par les députés de la Lega. Uniquement deux cadres ont été mobilisés la concernant.



Idéologie et politiques

Ce cadre est revenu quatre fois sur cinq. On voit dans cette prise de parole qu'encore une fois, les cadrages idéologiques et politiques sont liés. En critiquant les politiques proposées par Ursula von der Leyen, c'est également l'idéologie qui s'y cache qui est pointée du doigt par Zanni. Le projet proposé serait donc très peu politique, c'est-à-dire qu'il manquerait d'impartialité et de neutralité et qu'en fait, il serait principalement proposé dans le but de transmettre des schémas idéologiques. En effet, le New Green Deal consiste en un paquet de mesures environnementales dans le but de ralentir le réchauffement climatique c'est pourquoi les députés Lega y sont également hostiles.

« J'ai beaucoup de doutes sur l'efficacité du New Green Deal, présenté ces derniers jours par Ursula von der Leyen au Parlement européen. Cela me semble être une opération de façade, avec une approche extrêmement idéologique, sans une volonté politique claire de résoudre le problème, qui ne devrait pas être considérée uniquement au niveau européen.¹¹⁰ »

Représentativité et légitimité

Le cadrage de la représentativité et de la légitimité semble plutôt pertinent ici puisque les eurodéputés Lega ont tendance à décrire la Commission Européenne comme étant illégitime

¹¹⁰ Marco Zanni, le 18 décembre 2019, Strasbourg.

car non directement élue par les citoyens. Donc, Ursula von der Leyen qui en est la présidente et donc la plus haute représentation, doit être autant considérée illégitime et non-représentative. Marco Zanni se sert ici du Sofagate qui a frappé la présidente de la Commission malgré elle. La Lega dit que cette preuve de faiblesse face à Erdogan, qui en outre n'est pas dans les sympathies du parti, peut être transposée à l'ensemble des institutions européennes. Ce que représente Ursula von der Leyen, c'est la faiblesse, le manque de réactivité, la paralysie. Elle ne donne pas une image forte de l'Union et donc elle n'est pas à même de porter le poids de la représentation des citoyens européens dans le monde. Il s'agit ici d'une critique de la légitimité externe de l'Union Européenne.

« Tout d'abord, je tiens à exprimer ma solidarité avec la présidente von der Leyen pour ce qui l'a rendue, malgré elle, protagoniste d'une des pages les plus laides de notre histoire diplomatique. Cette scène a non seulement confirmé ce que nous savions déjà sur Erdoğan, mais a également donné au monde l'image plastique d'une Union paralysée, incapable de réagir à temps lorsque les circonstances l'exigent : vous, Madame von der Leyen, qui n'abandonne pas la salle des insultes, et vous, Monsieur le Président Michel, qui reste figé sur cette chaise.¹¹¹ »

5.1.3 Analyse socio-idéologique

Pour décrire son idéologie au sujet de l'Union Européenne, la Lega a principalement mobilisé les termes : Europe (131 fois), Union Européenne (131), Commission Européenne (103 fois), Parlement européen (25 fois) et Bruxelles (23 fois). Si ces mots-clés représentent tous globalement la même réalité sociale, ils contiennent tout de même des nuances. Chez les députés Lega, le mot-clé Europe et Union Européenne englobent très souvent le même signifiant. Hormis lorsqu'il s'agit de la Turquie, par exemple, les députés Lega disent qu'elle n'a jamais été et ne sera jamais Europe. Là, on comprend bien que c'est du continent Europe qu'il s'agit. En outre, et bien que l'Union telle qu'elle existe actuellement ne satisfait pas les députés de la Lega, ils ne sont pas demandeurs d'une refonte complète du projet européen pour en faire un organe intergouvernemental, par exemple. Toutefois, il est vrai qu'une révision des Traités est demandée et que l'efficacité de l'UE est souvent remise en cause. La Commission Européenne, elle, est décrite comme technocratique et composée de bureaucrates complètement détachés de la réalité, imposant des politiques contre le gré des citoyens. Le Parlement européen

¹¹¹ Marco Zanni, le 26 avril 2021, Bruxelles.

désigne une des seules institutions considérées démocratiques par la Lega mais il sert souvent de prétexte pour attaquer la majorité de gauche se trouvant dans l'Assemblée. Le mot-clé Bruxelles désigne l'administration européenne, souvent décrite comme illégitime et opaque.

Le principal cadre mobilisé par la Lega est celui de l'Idéologie et des Politiques ainsi que celui de la Représentativité et de la Légitimité.

Le cadre le plus mobilisé par la Lega, Idéologie et Politiques mentionné 249, fois se décline sous quelques principales conceptions rhétoriques. Les critiques les plus récurrentes consistent à dire que les politiques européennes sont imprégnées de l'idéologie progressiste et de gauche. Les principales politiques critiquées sont les politiques environnementales, où les députés Lega disent que l'Union Européenne s'adonne à une folle course à la neutralité climatique. Ensuite, la politique migratoire de l'UE est souvent critiquée car l'idéologie de gauche non islamophobe ne freine pas la migration musulmane et va même jusqu'à nouer des accords avec la Turquie, principale ennemi de l'UE pour la Lega. Cette idéologie est imposée à tous les citoyens européens notamment par une propagande européenne opérée dans de nombreux champs, comme Erasmus+. Il y a également une critique de la bienpensance européenne, le *buonismo* comme le dit la Lega. C'est notamment le cas quand il est question des droits des communautés LGBTQIA+, auxquels s'oppose fermement la Lega.

Le cadre Représentativité et Légitimité revient 77 fois chez la Lega. Lorsque les discours sont cadrés de la sorte, il est souvent question de bureaucrates européens, d'écart entre les volontés des citoyens et les actions de l'Union Européenne, de la faible légitimité extérieure de l'UE et aussi d'une primauté du duo France-Allemagne, deux États bénéficiant de privilèges par rapport aux autres. Le Lega signale aussi à l'UE qu'elle perd petit à petit en légitimité.

Le cadre Économie et Finances revient 72 fois. Il paraissait utile de le développer car bien qu'il soit sensiblement moins abordé que le cadre Représentativité et Légitimité, c'est un cadre qui a un certain poids dans la rhétorique de la Lega. L'idée de soumission aux banques et aux multinationales persiste. Il y a aussi la mention de l'Italie en tant que contributrice nette et la volonté d'opérer un plus grand contrôle concernant l'utilisation des aides allouées aux États tiers. Il y a également l'idée que les fonds dont dispose l'UE viennent des poches des contribuables et elle ne doit pas l'oublier.

Le cadre souveraineté ne revient que 30 fois, ce n'est pas une dimension souvent mobilisée par les eurodéputés de la Lega, ils y accordent peu d'importance. Le peu de fois où ce cadre est mobilisé, c'est pour dire que l'Union Européenne force un peu la main aux États Membres à appliquer certaines politiques. Il a aussi été question de pointer du doigt l'UE qui ingérait dans les affaires nationales de la Pologne et de la Hongrie mais puisque cela concernait les droits des personnes LGBTQIA+, on ne peut pas certifier que la protection de la souveraineté nationale était le cœur de cette prise de parole. À ce sujet, le Lega, qui d'une part critique l'UE qui surveille les politiques nationales de la Pologne et de la Hongrie, de l'autre, elle exhorte l'Union Européenne à surveiller des États tiers comme le Liban ou l'Iran dans leur respect des principes démocratiques et valeurs européennes.

Nous pouvons maintenant comparer en quoi ce que dit la Lega dans ses discours au Parlement européen correspond aux priorités présentes dans ses programmes politiques. Tout d'abord, comme il est question dans ce travail d'analyser l'euroscepticisme des deux partis, nous allons voir quel projet a la Lega pour l'Union Européenne. Tout d'abord, la distinction qu'opère la Lega dans son programme politique entre Europe et Union Européenne ne transparait que très peu dans le discours des eurodéputés Lega. En outre, dans le programme politique, il est question d'un retour à une coopération européenne telle qu'elle existait avant Maastricht, c'est-à-dire purement économique. Cela n'apparait pas vraiment dans les discours des eurodéputés. Ils parlent d'une révision des Traités, oui, d'une révision de l'efficacité européenne, aussi, mais ils ne contestent pas tellement le principe des compétences dont dispose l'Union Européenne à l'heure actuelle. En effet, lorsque la question de la souveraineté nationale est abordée par les eurodéputés Lega, c'est rarement pour demander que l'Italie récupère pleinement celle-ci. Comme expliqué plus haut, c'est principalement l'idéologie, et donc les politiques qui en découlent, de l'Union Européenne qui sont contestées par la Lega au Parlement européen. Notamment son idéologie concernant le climat, concernant les droits des communautés LGBTQIA+ et le processus de préadhésion de la Turquie. Ces trois thématiques sont, par ailleurs, très peu développées dans le programme politique de la Lega or, elles occupent une place importante dans l'activité discursive des eurodéputés. Concernant l'idéologie, il semble utile d'aborder brièvement le concept de *buonismo* souvent utilisé par la Lega. Ce néologisme désigne la bienpensance, le bon sens, le politiquement correct, dont prétendent disposer les institutions européennes, et les élites plus globalement. Ce *buonismo* permettrait aux décideurs

politiques de savoir ce qui est le mieux pour tout le monde au nom d'une idéologie qui voudrait plaire au plus grand nombre.

En revanche, l'immigration, qui est en troisième place de priorité dans le programme politique de la Lega, n'occupe pas une si grande place dans l'échange parlementaire. Il est vrai que la question des débarquements en Italie est abordée et que les eurodéputés Lega demandent un plus grand soutien de la part de l'UE, mais comme nous l'avons vu dans les extraits illustratifs, cette thématique n'est pas prioritaire dans les débats au niveau européen. Les eurodéputés Lega se portent souvent défenseurs des intérêts des entreprises et des citoyens italiens contre la bureaucratie et la technocratie de Bruxelles. C'est une idée qui apparaît bien dans le programme politique et qui persiste dans les discours des eurodéputés. Pour terminer, il y a dans le programme politique de la Lega, une section dédiée aux relations avec l'Islam. Dans les discours, le sujet de l'Islam revient rarement. Les eurodéputés Lega auront plutôt tendance à parler de non-respect des valeurs et principes démocratiques européens et moins de menace islamique, même dans le cas d'Erdogan en Turquie.

« (...) l'Europe a donné des milliards d'euros à la Turquie, favorisant un pays qui est contre la démocratie européenne, contre nos valeurs et contre notre liberté. Je vous rappelle que le dictateur Erdoğan a menacé à plusieurs reprises de mener des guerres de religion dans nos pays (...)»¹¹²

Maintenant que nous avons vu comment la Lega parle de l'Union Européenne dans ses discours et en quoi ceux-ci représentent bien l'idéologie et les priorités qu'elle présente dans ses programmes politiques, nous allons pouvoir analyser la manière dont le Rassemblement National appréhende l'Union Européenne dans ses discours et comment cela peut être articulé au regard de l'idéologie présentée dans les programmes politiques.

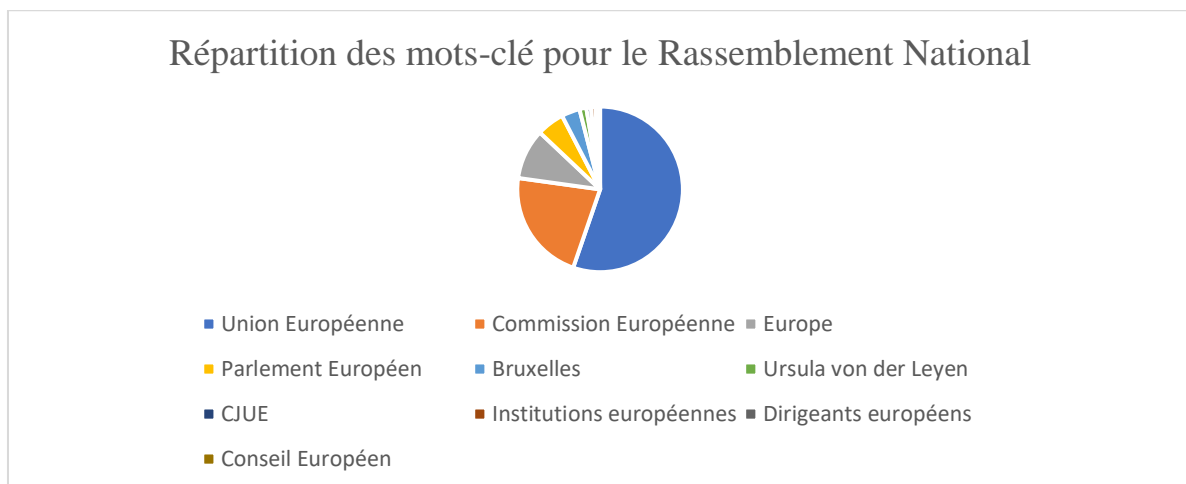
¹¹² Mara Bizzotto, le 19 septembre 2019, Strasbourg.

5.2 Le Rassemblement National

5.2.1 Analyse lexicométrique

Le Rassemblement National, durant les 2 années et 10 mois de débats en plénière au Parlement européens, c'est a pris la parole 805 fois. Sur toutes ces prises de paroles, 447 ont pu en être extraites comme étant pertinentes pour notre objet de recherche car elles contenaient un ou plusieurs mots-clés appartenant à la famille sémantique de l'Union Européenne. En voici la liste, ainsi qu'un graphique illustrant la répartition des poids des mots-clés dans les discours du Rassemblement National.

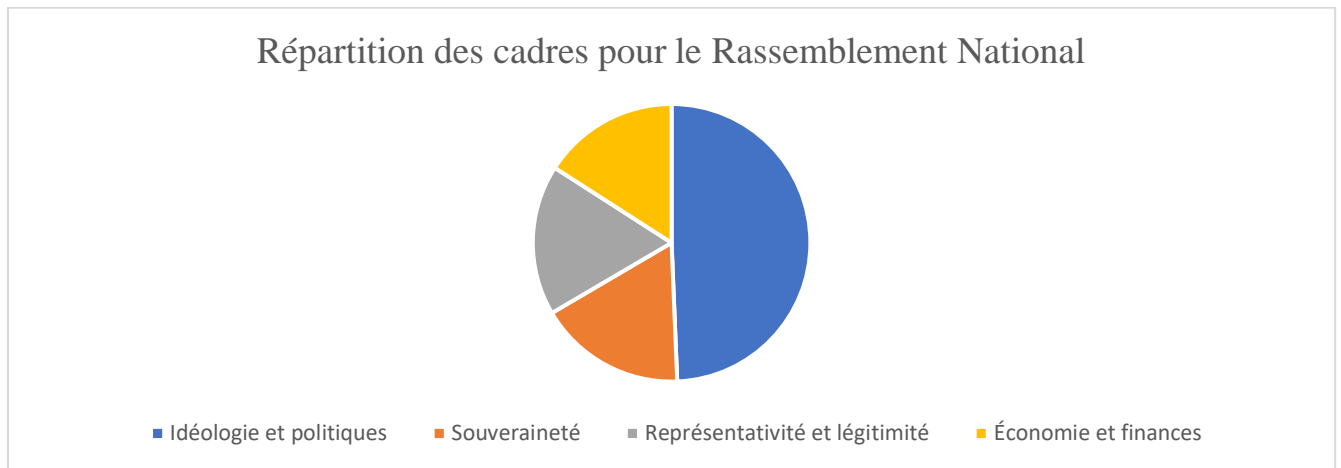
1. Bruxelles : 16 / 447, soit 3,58%
2. CJUE : 4 / 447 soit 0,89%
3. Commission Européenne : 98 / 447 soit 21,92%
4. Conseil Européen : 1 / 447 soit 0,22%
5. Dirigeants européens : 3 / 447 soit 0,67%
6. Europe : 44 / 447 soit 9,84%
7. Institutions européennes : 4 / 447 soit 0,89%
8. Parlement européen : 24 / 447 soit 5,37%
9. Union Européenne : 247 / 447 soit 55,26%
10. Ursula von der Leyen : 6 / 447 soit 1,34%



Sur les 447 discours, 4 cadres ont été identifiés. Ce sont les mêmes cadres que la Lega et ce n'est pas du tout volontaire ou intentionnel. Toutefois, étant donné la grande ressemblance entre

les rhétoriques de ces deux partis, cette coïncidence s'est présentée. La même question que chez la Lega s'est posée, celle de scinder les cadres qui rassemblaient un plus grand nombre de discours dans le but d'être le plus précis mais, comme pour la Lega, dans de nombreux cas, une idée ne pouvait pas aller sans l'autre. Cette démarche ne semblait donc plus pertinente.

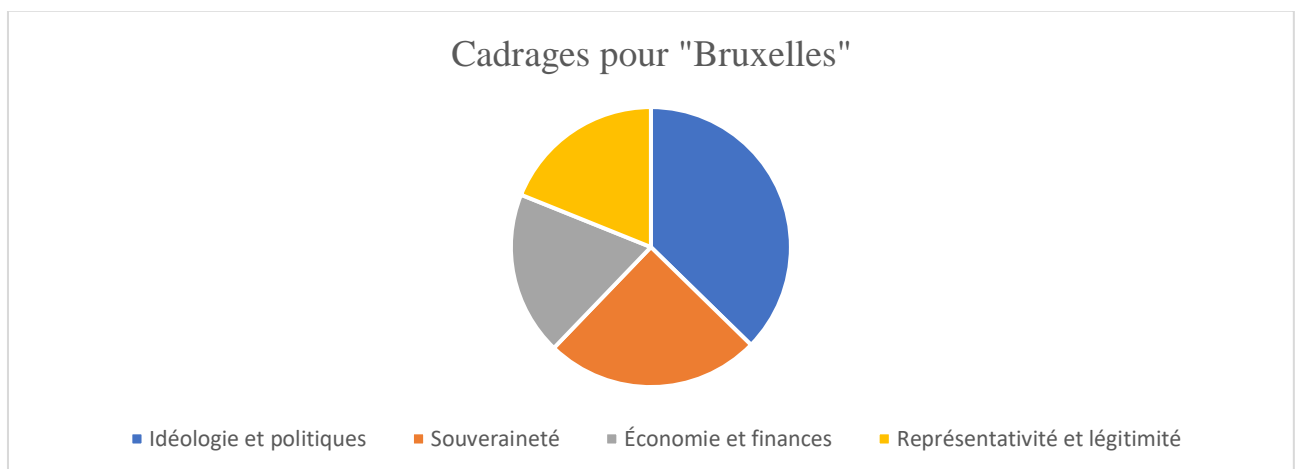
1. Économie et finances : 69 / 447 soit 15,44%
2. Idéologie et politiques : 214 / 447 soit 47,87%
3. Représentativité et légitimité : 76 / 447 soit 17%
4. Souveraineté : 88 / 447 soit 19,69%



5.2.2 Analyse critique/sémantique

i. Bruxelles

Bruxelles a été mentionné 16 fois par le Rassemblement National, sous les quatre cadres.



Idéologie et politiques

La cadrage idéologie et politiques revient six fois. En voici une illustration. Nicolas Bay adresse la question des politiques environnementales. À ce sujet, il est utile de préciser la position du Rassemblement National. Dans les ambitions du RN, on retrouve des mesures telles que la réouverture d'anciennes centrales nucléaires, l'ouverture de nouvelles ainsi que le retrait de production des énergies éoliennes. Dans ce programme politique se trouve un livret dédié à l'écologie. Lorsque les mesures de Marine Le Pen sont comparées aux objectifs des Accords de Paris, elles sont clairement insuffisantes.¹¹³ Il paraît évident donc que Nicolas Bay parle de folie verte et que ces politiques environnementalistes soient tout à fait rejetées par le RN.

« Avec la hausse des prix de l'énergie, de nombreux Européens auront du mal à se chauffer cet hiver. La folie verte qui s'est emparée de Bruxelles et qui risque de s'aggraver avec le nouveau gouvernement allemand veut exclure le nucléaire des énergies permettant de lutter contre les émissions de carbone, alors que c'est pourtant la grille de lecture unique – et d'ailleurs un brin réductrice – de la Commission en matière d'écologie. Il est indispensable, pour notre sécurité énergétique et le portefeuille de nos citoyens, que nous sortions de la spirale infernale des sanctions, générant elles-mêmes des embargos, de cette folle et absurde politique de nouvelle guerre froide que Bruxelles mène depuis des années.¹¹⁴ »

Souveraineté

Le cadrage souveraineté revient 4 fois dans les discours sur Bruxelles. D'abord, la députée Julie Dechanteux critique l'inefficacité des mesures prises par l'Union Européenne pour vaincre la crise Covid. De plus, Bruxelles essaie de berner les États Membres en leur faisant croire que les mesures prises vont sauver les économies nationales alors qu'elles ne sont qu'un moyen de ronger encore plus les prérogatives nationales et ainsi mener son projet fédéraliste à bout.

« Bruxelles tente à nouveau de faire croire qu'elle prendrait des mesures indispensables pour faciliter la libre circulation et sauver les économies nationales. Elle essuie pourtant encore ses échecs répétés dans la gestion de la crise de la COVID-19. Elle s'attaque ainsi à la

¹¹³ *Que vaut Marine Le Pen pour le climat ?*, réseuaactionclimat.org, consulté le 10 août 2022.

¹¹⁴ Nicolas Bay, le 15 décembre 2021, Strasbourg.

*souveraineté des États membres, dernier rempart à sa dérive fédéraliste, et cela, sans apporter aucune valeur ajoutée.*¹¹⁵ »

Économie et finances

Ce cadre est abordé 3 fois pour la formule Bruxelles. Virginie Jonon prend la parole pour dénoncer l'utilisation des fonds européens, qui sont en réalité l'argent des contribuables européens, dans le but de faire entrer les pays Balkans dans l'Union Européenne. C'est la critique d'absence de ressources propres de l'Union Européenne qui est développée ici. L'argent de l'UE, c'est l'argent qui est retiré aux citoyens travailleurs, soit une dichotomie populiste.

*« Les subventions de Bruxelles, c'est-à-dire les impôts des Français, des Allemands ou encore des Italiens et bien d'autres, représentent déjà un tiers du PIB de ces pays. Mais elle veut toujours plus. Faire entrer l'Albanie, le Kosovo, la Bosnie, des pays corrompus d'après les indices de corruption de l'ONG Transparency International – 104es au classement de cet indice, soit au même niveau que le Panama ou l'Algérie.*¹¹⁶ »

Représentativité et légitimité

Ce cadre revient 3 fois, dont une fois par Catherine Griset est illustrée ici. Le contexte autour de la situation polonaise et hongroise naît lorsque des partis d'extrême droite montent au pouvoir et que plusieurs principes démocratiques et droits fondamentaux sont violés, tels que l'indépendance de la justice, la liberté de presse, les droits des minorités, etc.¹¹⁷ L'Union européenne tente de réagir avec la menace de l'article 7 du Traité sur l'Union Européenne comme l'épée de Damoclès sur la Pologne et la Hongrie. Le déclenchement de l'article 7 implique que l'Union Européenne puisse suspendre certains droits incombant à un État Membre. En réalité, ce processus a été déclenché en 2015 contre la Pologne, par la Commission Européenne, et la Hongrie, par le Parlement européen. Le blocage survient au niveau du Conseil

¹¹⁵ Julie Lechanteux, le 16 février 2022, Strasbourg.

¹¹⁶ Virgine Joron, le 16 septembre 2021, Strasbourg.

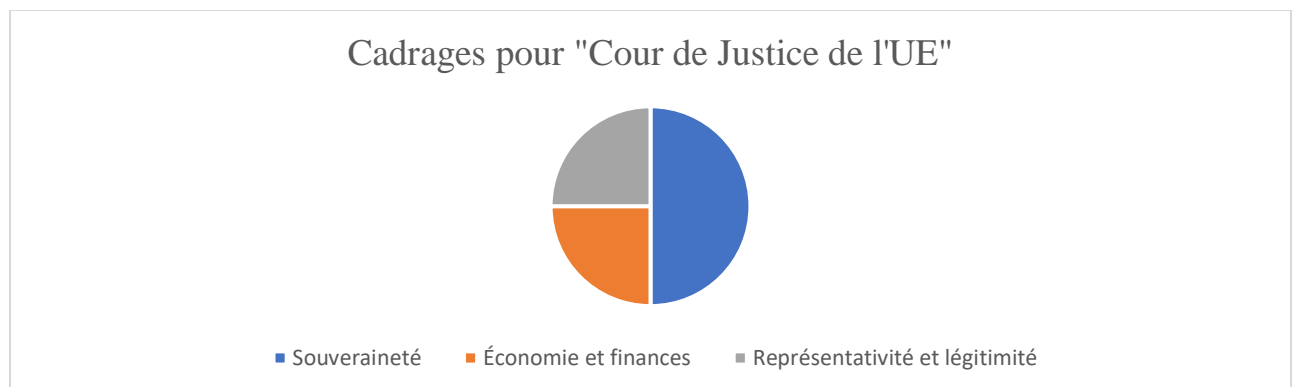
¹¹⁷ État de droit, chronologie du conflit entre l'Union Européenne, la Pologne et la Hongrie, touteurope.eu, consulté le 10 août 2022.

Européen qui doit décider à l'unanimité du départ de la procédure.¹¹⁸ Cependant, la Pologne et la Hongrie, se protégeant mutuellement, appliquent leur veto et empêchent l'unanimité. Des partis comme le Rassemblement National considèrent toutefois que puisque ce sont des gouvernements ayant été directement élus par leur peuple, l'Union Européenne n'a plus de droit de regard sur les affaires internes de ces États Membres. C'est pourquoi la citation de Charles de Gaulle est utilisée, le pouvoir ultime revient dans les mains des citoyens. Ce sont les instances bruxelloises qui sont illégitimes car non élues et qui doivent respecter le choix des citoyens polonais et hongrois.

« À nos amis polonais et hongrois, nous disons : tenez bon. Aux instances bruxelloises, nous voulons rappeler, comme le disait le général de Gaulle : «la Cour suprême, c'est le peuple».¹¹⁹ »

ii. Cour de Justice de l'Union Européenne

Cette instance a été mentionnée 4 fois, sous 3 cadres.



Souveraineté

C'est le cadre le plus abordé pour parler de la CJUE par le Rassemblement National. La question de la Pologne et la Hongrie est encore abordée ici. C'est le mécanisme de conditionnalité qui était contesté. Ce mécanisme veut qu'un État Membre, s'il veut continuer à accéder aux aides de l'Union Européenne, doit respecter les principes d'état de droit et de la Charte des droits fondamentaux. Gilles Lebreton critique la CJUE en disant qu'elle adapte ses

¹¹⁸ Article 7 du Traité sur l'Union Européenne, eur-lex.europa.eu, consulté le 10 août 2022.

¹¹⁹ Catherine Griset, le 23 juin 2021, Bruxelles.

décisions à l'idéologie européiste et fédéraliste de l'Union Européenne, idéologie qui tend à nier les souverainetés nationales.

« La Cour de justice de l'Union européenne a rejeté, le 16 février, le recours formé par la Pologne et la Hongrie contre le règlement européen du 16 décembre 2020 qui crée un mécanisme dit «de conditionnalité ». La Cour leur a donné tort. C'était attendu, puisqu'elle a toujours interprété le droit européen dans un sens fédéraliste et négateur de la souveraineté des États. Deux arguments auraient pourtant dû provoquer la victoire des deux pays.¹²⁰ »

Économie et finances

L'aspect économique et financier de la CJUE a été abordé une fois, par Gilles Lebreton, comme suit. Ce qui est problématique pour le RN, c'est le coût des juges de la Cour. Leur nombre augmente et de fait, leur coût total aussi. Or, comme le répètent les députés RN, l'argent de l'Union Européenne vient des contribuables français, entre autres. Il semble important de réduire ces dépenses en faisant attention à ce que recommande la Cour des Comptes.

« (...) Mais en réalité, un problème subsiste : celui du doublement du nombre de juges du tribunal, passé progressivement de 27 à 52, et bientôt 54. Ce doublement décidé en 2016 coûte près de 27 millions d'euros par an, soit un million par juge supplémentaire, or il semble inutile – je le redoute en tout cas, car j'ai entendu les juges le dire eux—mêmes lors d'une audition secrète organisée en 2015 par la commission des affaires juridiques. Je dénonce donc cette gabegie potentielle. À tout le moins, nous devrions soutenir la Cour des comptes qui réclame en vain que la Cour de justice nous fasse rapport, je la cite, sur la nécessité et l'efficacité de ce doublement.¹²¹ »

Représentativité et légitimité

Il n'y a qu'une prise de parole concernant le CJUE sous le prisme de la représentativité et de la légitimité. Malgré les nombreuses sanctions attribuées au GAFAM, la CJUE ne parvient pas à se faire respecter et donc à protéger les utilisateurs européens. Elle doit faire plus pour représenter les intérêts des citoyens de l'Union Européenne.

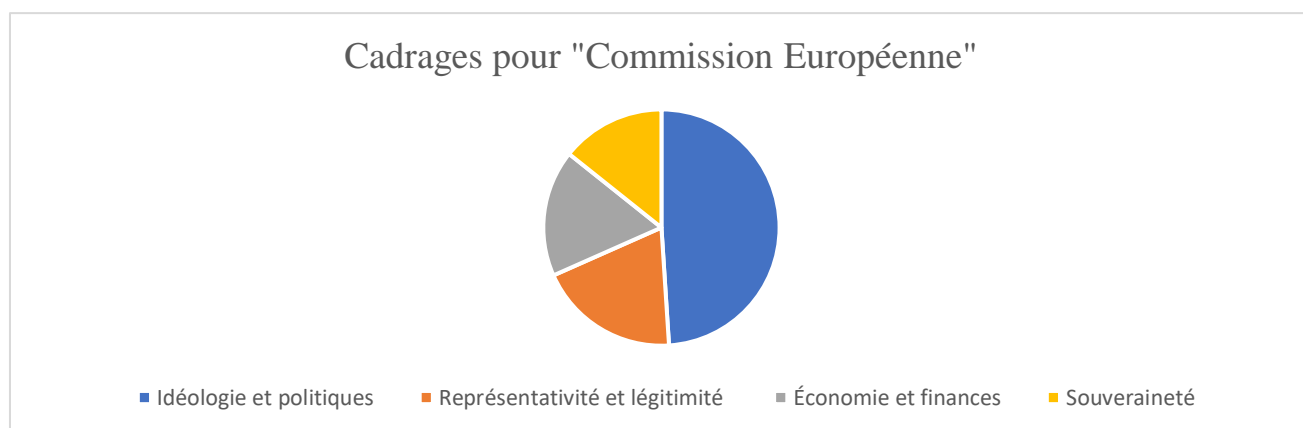
¹²⁰ Gilles Lebreton, le 16 février 2022, Strasbourg.

¹²¹ Gilles Lebreton, le 27 avril 2021, Bruxelles.

« À quoi servent les règlements sur la protection des données et les arrêts de la Cour de justice européenne, si les GAFAM peuvent continuer à faire ce qu'ils veulent de nos données personnelles ? Sans surprise, les affaires judiciaires les plus importantes concernent Facebook, notoirement connu pour sa conduite à la limite de l'éthique. Le mois dernier, dans un autre cas, il a été révélé que les données personnelles de plus d'un demi-milliard d'utilisateurs avaient été divulguées. Comme l'a dit M. Schrems, les GAFAM font des profits en violant la loi.¹²² »

iii. Commission Européenne

La Commission Européenne a été mentionnée 98 fois, sous les quatre cadres.



Idéologie et politiques

Celui-ci est le cadrage le plus récurrent lorsque les députés du RN parlent de la Commission européenne, il revient 48 fois. Dans ce premier extrait, Virginie Joron aborde le sujet de la libre circulation des travailleurs. Cette libre circulation a impliqué que les frontières entre les États membres de l'accord Schengen disparaissent. Cette libre circulation est déjà, par principe, en opposition avec les valeurs du Rassemblement National. La Commission, qui a pour but d'en venir à bout de ce projet, en développe les prérequis. Parmi ces prérequis se trouve le principe d'égalité de traitement et de non-discrimination, qui a pour but de donner une égalité des chances à tous les travailleurs européens. Ce principe, comme le dit Virginie Joron, est opposé

¹²² Virginie Joron, le 20 mai 2021, Bruxelles.

au principe de priorité nationale qui consiste à donner la priorité sur les emplois français, par exemple, aux travailleurs disposant de la nationalité française.

« Encore une fois, la Commission s'acharne à consacrer le caractère quasiment divin de la libre circulation des travailleurs, et donc du travail détaché. Les considérants de la résolution instituent la nécessité de mise en œuvre du principe d'égalité de traitement et de non-discrimination, qui s'oppose au principe d'une priorité nationale qui nous est si chère.¹²³ »

Cette intervention a eu lieu au sujet de la Carte Bleue Européenne qui permet à des ressortissants d'États tiers disposant de compétences hautement qualifiées d'avoir un accès à l'Union Européenne facilité. Ce qui pose un problème au député Lebreton ici, c'est la justification que donne la Commission Européenne à cette révision. Vouloir normaliser la migration, ce n'est pas envisageable pour les députés du Rassemblement National.

« Plutôt que de prendre acte de son échec, l'actuel projet de révision tente de lui redonner un second souffle en abaissant les conditions de qualification pour l'obtenir et en facilitant le regroupement familial des travailleurs concernés. La Commission reconnaît que ce projet a pour but, je cite, de normaliser la politique de migration dans le cadre du nouveau pacte migratoire européen. C'est pourquoi je m'y oppose fermement.¹²⁴ »

Représentativité et légitimité

Ce cadrage revient 19 fois chez les députés du Rassemblement National. Il est question de l'accès à l'eau qui est une problématique croissante en Europe. Ce qui veut être dit ici, c'est que la Commission européenne ne dispose pas de la légitimité démocratique et du soutien populaire nécessaire à lui donner la possibilité de légiférer dans ce champ. Il est également question de ne pas toucher aux souverainetés nationales.

« Dénonçons l'entrée dans ce texte de toute forme de libéralisation du marché de l'eau. Et enfin, refusons les sanctions pour les pays qui ne sont pas en conformité avec la directive-cadre sur l'eau. La Commission n'a aucune légitimité pour imposer des amendes à des États souverains et libres.¹²⁵ »

¹²³ France Jamet, le 18 juin 2020, Bruxelles.

¹²⁴ Gilles Lebreton, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

¹²⁵ Aurélia Beignieux, le 15 décembre 2020, Bruxelles.

Économie et finances

La Commission européenne est abordée 17 fois sous l'angle de l'économie et des finances. L'eurodéputé Hélène Laporte est critique à l'égard des politiques économiques de la Commission. D'une part, ces politiques économiques ont des conséquences négatives sur le portefeuille des citoyens, que la députée défend ici. D'autre part, ces politiques économiques sont de nature à créer un impôt qui profiterait à l'Union Européenne dans le sous où elles complètent le projet fédéralistes en dotant l'UE de ressources propres.

« La Commission européenne passe en effet sous silence que le consommateur lambda en supportera les conséquences sur le plan du chômage et de l'inflation sur les prix. La taxe carbone aux frontières aura en effet pour conséquence que les multinationales chinoises ou américaines répercuteront, sur leurs prix, leurs coûts devenus plus élevés. Mais sous couvert de la crise économique consécutive à l'actuelle pandémie, la Commission a réussi le tour de force de faire accepter un emprunt mutualisé remboursé par des recettes autonomes, à créer, et qui se transformeront en impôt pérenne à son seul profit.¹²⁶ »

Souveraineté

La souveraineté de la Commission européenne a été abordée 14 fois. Ici, la notion d'Europe des Nations est mentionnée. C'est le projet européen que porte le Rassemblement National. Une Union intergouvernementale où les États membres collaboreraient, sans une autorité supérieure pour organiser cette collaboration. Cette Europe des Nations impliquerait, entre autres, de défaire la Commission européenne de tous ses pouvoirs, comme le dit Gilles Lebreton, pour en faire un secrétariat permanent.

« Le rapport veut en effet renforcer le rôle politique de la Commission, notamment à travers la consécration du système des candidats têtes de liste. À l'inverse, je voudrais plutôt retirer tout rôle politique à la Commission en transformant celle-ci en un simple secrétariat technique permanent. (...) En conclusion, je m'oppose au rapport Durand, parce qu'il veut créer un empire supranational, alors que je défends le projet d'une Europe des nations.¹²⁷ »

¹²⁶ Hélène Laporte, le 14 septembre 2020, Bruxelles.

¹²⁷ Gilles Lebreton, le 24 novembre 2020, Bruxelles.

iv. Conseil européen

Le Conseil Européen, organe colégislateur au parlement de l'Union Européenne, n'est mentionné une fois et c'est sous l'angle Idéologie et politiques. Comme dit précédemment, le Rassemblement a une vision catégorique de ce que devraient être les relations avec la Turquie et le renforcement de la coopération n'entre pas dans le cadre de leur idéologie. Le Conseil européen doit cesser de développer ces relations.

« Le Conseil européen qui poursuit encore et toujours l'Arlésienne d'une coopération mutuellement avantageuse avec la Turquie. Ce que l'Union européenne perçoit comme une forme de bon voisinage, Erdoğan le conçoit comme une ligne de force pour obtenir bien davantage que ce qu'il a déjà réussi à gagner en exploitant nos faiblesses et nos lâchetés. Pourquoi, dès lors, le Conseil cherche-t-il à relancer l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et la Turquie ? Renforcer l'union douanière, c'est donner à Erdoğan de nouveaux moyens de pression, économique cette fois, qu'il ne manquera pas d'exploiter à l'avenir, puisque nous lui avons déjà maintes et maintes fois clairement signalé nos faiblesses.¹²⁸ »

v. Dirigeants européens

Cette formule est utilisée trois fois pour aborder le sujet européen.

Représentativité et légitimité

Ce cadrage est mobilisé deux fois sur les trois discours. L'orientation des politiques doit être modifiée pour répondre au mieux aux attentes des citoyens qui ne doivent pas s'empêcher de montrer leur mécontentement concernant cette Europe pas du tout représentative de leurs volontés.

« Sans culpabiliser sans cesse les citoyens européens, notamment les plus modestes, ce sont bien les orientations de leurs dirigeants nationaux et européens qu'il faut aujourd'hui condamner et changer. C'est bien l'ensemble du logiciel politique, idéologique et économique qu'il faut réformer pour répondre à cette évidente urgence sanitaire, environnementale et morale.¹²⁹ »

¹²⁸ Jordan Bardella, le 7 juillet 2020, Strasbourg.

¹²⁹ Aurelia Beigneux, le 23 octobre 2019, Strasbourg.

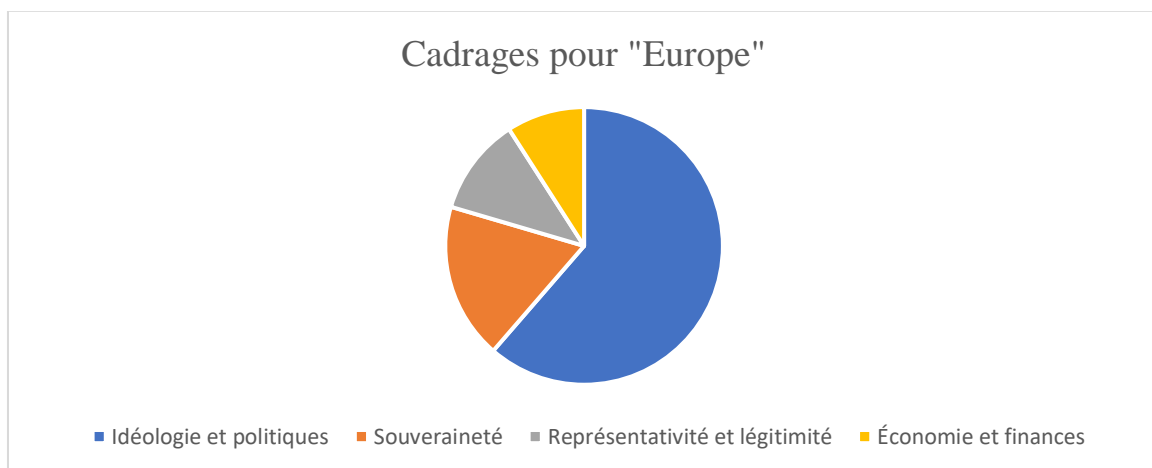
Idéologie et politique

Mobilisé une fois, le cadre idéologie et politiques concernant les dirigeants européens est développé de manière suivante. L'islam est encore une fois mobilisé dans le discours. Les dirigeants européens perdent toutes leur crédibilité lorsqu'ils offrent des aides à un État tier qui se fiche des principes démocratiques et des libertés fondamentales. Ces dirigeants européens ne sont fermes que quand il s'agit d'imposer leur idéologie progressiste aux États Membres.

« Au risque de choquer, j'affirme ici que vous, dirigeants de l'Union européenne recherchez sans cesse à éviter l'opposition, vous tremblez de peur à l'idée de prendre de véritables sanctions à l'égard de la Turquie. Vous nous parlez d'Europe puissante lorsqu'il s'agit d'éoliennes ou d'accords commerciaux mais vous laissez un autocrate islamiste agir en toute impunité dans un espace impérial. Vous donnez des leçons de morale et d'état de droit à tout va, mais vous fournissez des subsides à un pays, la Turquie d'Erdoğan, qui refuse aujourd'hui de reconnaître le génocide arménien, ce qui devrait vous faire réfléchir au vu de la dimension religieuse et ethnique des affrontements en cours.¹³⁰ »

vi. Europe

L'Europe, distinguée de l'Union Européenne, est mentionnée 44 fois par les députés du Rassemblement National.



¹³⁰ Jordan Bardella, le 7 octobre 2020, Bruxelles.

Idéologie et politiques

Le cadrage idéologie et politiques revient 27 fois. Dans cet extrait, c'est encore la politique environnementale européenne qui est critiquée par la députée Catherine Griset. En fait, ce qui pose un problème, c'est que cette politique soit basée sur l'idéologie progressiste des mouvements écologistes. De plus, cette politique idéologique aura un impact négatif sur les citoyens européens et un impact positif sur les concurrents. En bref, ce sont des politiques provoquant les conséquences inverses à celles espérées.

« Quant au budget carbone européen, comment sera-t-il calculé et qui le déterminera ? Votre empressement à faire de l'Europe le premier continent neutre en carbone est idéologique. Notre trajectoire actuelle de 40% est déjà presque impossible à réaliser. En la portant à 60%, vous imposerez une écologie punitive à des entreprises et à des ménages fragilisés par la crise, au seul bénéfice de nos concurrents.¹³¹ »

La députée Annika Bruna est critique de politiques adoptées dans le but de protéger les droits de la communauté LGBTQIA+, toutefois il n'est pas question de critiquer ces droits *per se*. Ce qui n'est pas cohérent pour la députée, c'est qu'il n'y ait pas de mention de l'Islam comme menace à ces droits LGBTQIA+. L'Islam et la migration sont dressés en principaux responsables des situations par la RN. De plus, cette résolution ne serait encore qu'un façade qui n'aurait en fait, que pour réel but, l'avancée de l'agenda de gauche.

« Ces drames intolérables ne cesseront pas parce que vous aurez proclamé l'Europe comme zone de liberté LGBT. Ce qui menace aussi la liberté des homosexuels, tout comme celle des femmes en Europe, c'est l'expansion de l'islam radical et d'une immigration massive non assimilée. Au lieu de combattre ce phénomène dont votre résolution ne dit pas un mot, vous attaquez la souveraineté des nations et instrumentalisez ce sujet pour faire avancer votre agenda politique.¹³² »

Souveraineté

Le prisme de la souveraineté est mobilisé 8 fois au sujet de l'Europe. Cet exemple illustre bien la rhétorique du Rassemblement National à ce sujet. Ici, Jérôme Rivière parle des politiques de

¹³¹ Catherine Griset, le 6 octobre 2020, Bruxelles.

¹³² Annika Bruna, le 10 mars 2021, Bruxelles.

plus en plus intrusives adoptées par le Conseil européen. La question de l'identité nationale est soulevée ici. C'est un concept cher au Rassemblement National. L'Europe met en péril les identités nationales ainsi que la souveraineté des nations. Il y a une remise en question de la primauté du droit communautaire, qui est un principe instauré par la jurisprudence européenne, notamment avec l'arrêt Van Gend en Loos, et qui consacre le droit européen comme supérieur au droit national en cas de conflit entre les deux.¹³³ Ce principe demande également aux États Membres d'intégrer le droit communautaire à leur corps légal national. Le Rassemblement National, qui est partisan d'une Europe des Nations qui est un système où aucune loi ne serait supérieure au droit national, accepte difficilement la primauté du droit européen. Ce principe ferait d'ailleurs partie du projet fédéraliste des instances européennes. Il y a également la mention d'un centralisme bruxellois méprisant envers les nations.

« À chaque réunion du Conseil européen sont mises en place des intrusions de plus en plus fortes dans des domaines propres aux politiques nationales, sans lien avec les traités. Demain, ce sera la santé, après demain, la défense et en essayant dans ces domaines d'imposer la primauté du droit communautaire, c'est l'identité même des nations qui est en péril. Lorsque vous affirmez que le droit de l'UE prime sur le droit national, y compris sur les dispositions constitutionnelles, cela ne reflète pas les traités. C'est un mensonge. C'est en revanche le visage de votre projet spoliateur de nos identités. Les citoyens des nations d'Europe en ont assez. L'Europe à laquelle ils aspirent, c'est celle des nations et des libertés, celle des coopérations librement consenties. Certainement pas celle d'un centralisme bruxellois qui méprise les nations.¹³⁴ »

Représentativité et légitimité

Abordé 5 fois, le cadrage représentativité et légitimité est mobilisé de la manière suivante par le Rassemblement National. Il y a l'utilisation de termes comme « déferlante migratoire » pour désigner l'immigration. Cette déferlante ne doit plus jamais avoir lieu car le député qui s'exprime ici, dit que ces dynamiques d'immigration ont des conséquences négatives sur les citoyens européens et français. Lui se pose en défenseur des citoyens et avance que, contrairement à l'Europe, il se soucie du bien des européens et français et qu'il faut les protéger.

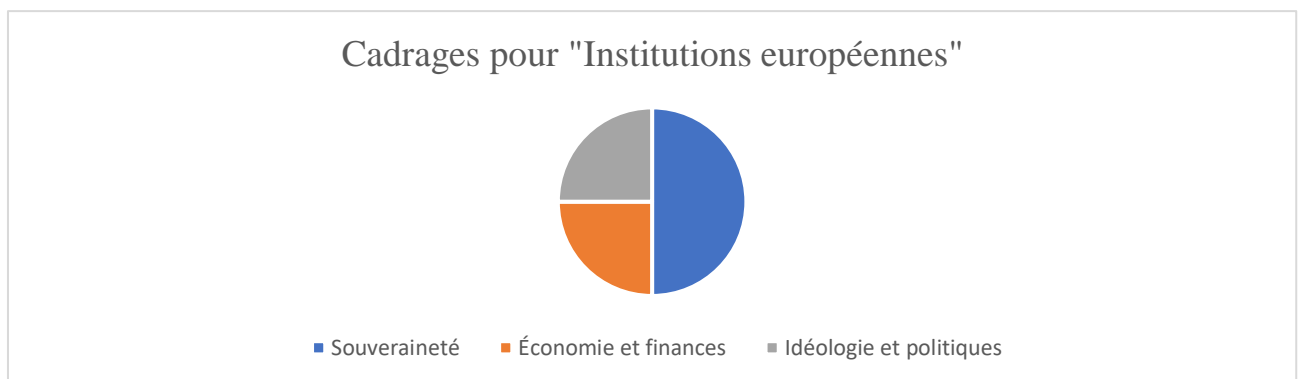
¹³³ Arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 février 1963, eur-lex.europa.eu, consulté le 10 août 2022.

¹³⁴ Jérôme Rivière, le 20 octobre 2021, Strasbourg.

« Les peuples suffoqués d'Europe ne doivent pas subir une nouvelle déferlante migratoire comme celle qui a suivi le conflit en Syrie. Comme vous, je suis inquiet pour le sort des femmes et des civils en Afghanistan. Comme tous, je déplore le retour des islamistes au pouvoir et, parce que je me soucie d'abord du bien des Européens et des Français, je refuse une nouvelle fois une vague migratoire venue d'Afghanistan. L'Europe, à la lumière des enseignements du passé, a le devoir de se protéger.¹³⁵ »

vii. Institutions européennes

Les institutions européennes sont mentionnées quatre fois par le Rassemblement National, sous trois cadres :



Souveraineté

Le cadre de la souveraineté revient deux fois. Annika Bruna critique un texte qui permettrait aux institutions européennes d'avoir la possibilité de légiférer dans toute une série de compétences. Ce sont des compétences qui, par nature, touchent directement à la vie des citoyens. La députée RN veut que celles-ci demeurent des compétences nationales et que l'Europe n'essaye plus de s'en emparer.

« Enfin, le texte demande que les institutions européennes s'immiscent dans l'organisation des systèmes de soins, dans les politiques sociales, dans les politiques éducatives et même dans la fiscalité des ménages. Autant de champs d'action qui sont par nature de la compétence des États membres et qui, pour nous, doivent impérativement le rester.¹³⁶ »

¹³⁵ Jérôme Rivière, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

¹³⁶ Annika Bruna, le 13 décembre 2021, Strasbourg.

Idéologie et politiques

Abordé une fois, l'idéologie et les politiques des institutions européennes sont critiquées dans le sens où les institutions européennes continuent à financer un États tiers, le Pakistan (pays traditionnellement musulman), alors que celui-ci montre ouvertement son soutien à Ben Laden. Ces institutions européennes, aveuglée par une idéologie de gauche, ne réagissent pas face à ces propos.

« Parmi les pays sous surveillance, on trouve donc le Pakistan, qui, depuis des années reçoit une contribution considérable de la part de l'Union européenne au titre de l'aide au développement Dans ce contexte, on ne sera guère étonné par les déclarations du premier ministre pakistanais Iran Khan qui, devant le parlement, qualifiait Ben Laden, le chef historique d'al-Qaïda, de martyr. En revanche, on sera davantage frappé par le manque sidérant de bon sens et de prévoyance des institutions européenne et par leur aveuglement idéologique face à la menace islamiste !¹³⁷ »

Économie et finances

C'est une demande de financement qui est demandée ici pour des régions françaises. Une grande politique économique pour soutenir le problème sanitaire que représente la sécheresse.

« Je souhaiterais que les institutions européennes s'occupent prioritairement et particulièrement de ce problème de santé grave en donnant des financements et des moyens d'accessibilité à l'eau pour l'ensemble de ces départements français. Les régions ultrapériphériques, notamment françaises, doivent bénéficier d'un grand plan de santé pour la période 2021-2027 sur la base de l'article 168 du traité de fonctionnement de l'Union européenne.¹³⁸ »

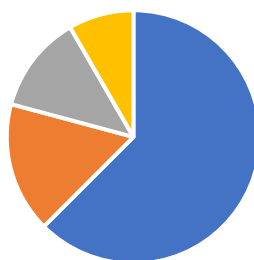
viii. Parlement européen

Le Parlement européen est mentionné 24 fois, sous 4 cadres.

¹³⁷ Julie Lechanteux, le 8 juillet 2020, Bruxelles.

¹³⁸ Maxette Pirbakas, le 9 mars 2021, Bruxelles.

Cadrages pour "Parlement Européen"



■ Idéologie et politiques ■ Souveraineté ■ Représentativité et légitimité ■ Économie et finances

Idéologie et politiques

15 fois il a été question de critiquer l'idéologie et les politiques du Parlement européen. L'eurodéputé RN fait appel aux valeurs européennes, et donc démocratiques, que le Parlement prétend incarner pour les traduire en action politique. La problématique, en l'espèce, s'agit de la Chine et de ses actions par rapport à Hong Kong. En effet, la Chine ne respecte pas l'autonomie dont dispose Hong Kong, ce qui reviendrait à violer sa souveraineté.

« Si le Parlement européen veut se montrer digne des valeurs qu'il prétend incarner, il doit relever le gant et riposter. Hong Kong et la Lituanie méritent que nous leur exprimions notre solidarité autrement que par des mots. Prenez votre courage à deux mains, Mesdames et Messieurs les députés, et votez la résolution qui exige de geler la ratification de l'accord global d'investissement signé par l'Union avec la Chine tant que ce pays ne sera pas revenu à la raison.¹³⁹ »

Souveraineté

La question de la souveraineté est soulevée quatre fois. Comme nous le disions précédemment, le Rassemblement National ne conçoit pas que l'Europe conteste la légitimité d'un gouvernement démocratiquement élu. Ce que fait l'Europe à cet égard, Jérôme Rivière, avec une note d'humour, dit que c'est le fruit de l'idéologie de rageux fédéralistes qui voudraient s'immiscer dans les affaires internes de la Hongrie.

¹³⁹ Gilles Lebreton, le 19 janvier 2022, Strasbourg.

« Alors que le Parlement européen s'est précipité pour enclencher une procédure contre un État membre dont les dirigeants sont démocratiquement élus, les rageux fédéralistes qui n'en peuvent plus des succès électoraux successifs de Viktor Orbán voudraient agir dans cet hémicycle, mais les traités ne le permettent pas.¹⁴⁰ »

Représentativité et légitimité

Mentionné trois fois, voici ce que dit le Rassemblement National de la représentativité et de la légitimité du Parlement européen. La problématique de la migration dans l'enclave de Ceuta est posée. Il en est de la responsabilité du Parlement de protéger les citoyens, il doit adopter des mesures pour stopper cet afflux. Au contraire, le Parlement vote pour des rapports défendant les droits des migrants. L'expression « défense de notre civilisation » intervient, c'est un vocabulaire propre au Rassemblement National qui implique deux choses : « défendre » dans un premier temps, car la migration est une menace, et « notre civilisation » dans un deuxième temps car la migration qui arrive n'est pas civilisée.

« Chaque mois qui passe en apporte des preuves supplémentaires. Au mois de mai, c'est au tour de l'enclave espagnole de Ceuta d'être victime d'un afflux de migrants d'une ampleur inédite : 6 000 en une seule journée. Au lieu de réagir, le Parlement européen ne trouve rien de mieux à faire que de voter le rapport Strik, qui se préoccupe à 100 % des droits des migrants et à 0 % de la défense de notre civilisation.¹⁴¹ »

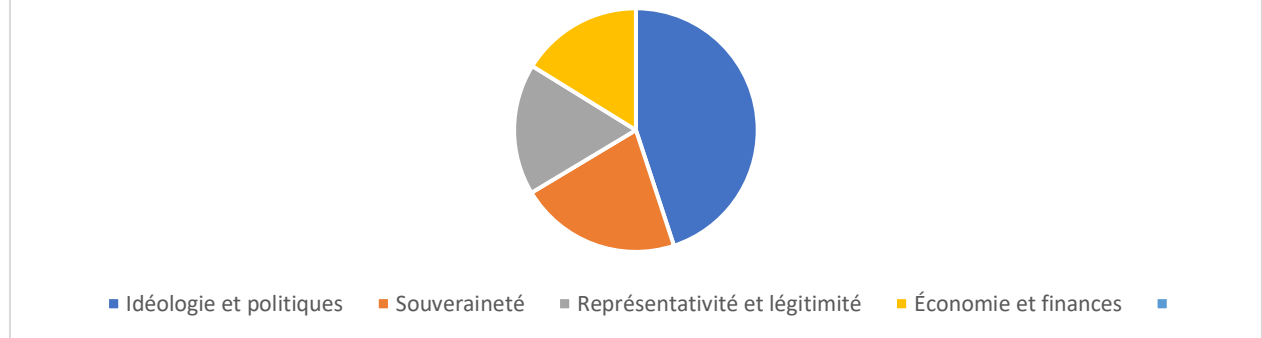
ix. Union Européenne

La formule Union Européenne est mentionnée 247 fois, c'est-à-dire qu'elle est mentionnée dans plus de 50% des discours du Rassemblement National. Les quatre cadres ont été mobilisés pour critiquer l'Union Européenne.

¹⁴⁰ Jérôme Rivière, le 15 janvier 2020, Strasbourg.

¹⁴¹ Gilles Lebreton, le 19 mai 2021, Bruxelles.

Cadrages pour "Union Européenne"



Idéologie et politiques

Dans 111 discours où l'Union Européenne est mentionnée, c'est son idéologie et ses politiques qui sont critiquées. Dans ce premier extrait, Annika Bruna s'exprime au sujet du bien-être animal dans le cadre des transports d'élevages. On le sait, l'agriculture est une thématique chère au Rassemblement National. Le bien-être animal ne serait pas une priorité pour l'Union Européenne. En effet, c'est le « profit à tout prix » qui serait la priorité de l'UE et qui guide ses politiques publiques.

« Mais comment pourrait-il en être autrement quand les contrôles et les sanctions restent de l'ordre du théorique, puisque l'objectif principal de l'Union est le profit à tout prix, notamment au prix de la souffrance animale ? Même si le milliard d'animaux transportés tous les ans vers et depuis l'Union l'était dans des conditions optimales, quid des terribles conditions de survie sur place et des épouvantables conditions d'abattage dans les pays destinataires ?¹⁴² »

L'eurodéputé Thierry Mariani, qui est spécialisé dans les questions asiatiques, avance que le Vietnam et le Cambodge sont des États ayant des caractéristiques géopolitiques bien différentes. Le Vietnam, qui est plus intéressant pour l'Union Européenne, bénéficie d'accords de libre-échange. Le Cambodge, en revanche, moins intéressant pour l'UE reçoit des sanctions de violation des droits de l'Homme. Or, Thierry Mariani sous-entend que le Vietnam ne se comporterait pas mieux que le Cambodge en termes de respect des droits de l'Homme. Alors, il accuse l'UE d'instrumentaliser les droits de l'Homme dans son intérêt particulier.

¹⁴² Annika Bruna, le 17 décembre 2019, Strasbourg.

« Le 1er août 2020, l'accord de libre-échange entre l'Union européenne et le Vietnam entrainait en vigueur. Le 12 août 2020, les sanctions européennes contre le Cambodge entraient en vigueur. Droits de l'homme et législation sur le droit du travail étaient invoqués pour isoler Phnom Penh, où les conditions sont pourtant bien meilleures qu'au Viêt Nam. Le rapprochement de ces deux dates n'est pas innocent, il montre que l'Union européenne, une fois de plus, instrumentalise les droits de l'homme à des fins géopolitiques.¹⁴³ »

Le Rassemblement National demande une rupture idéologique de l'Union Européenne dans cet extrait, qui irait dans le sens d'un plus grand protectionnisme. En effet, si l'UE revenait à des politiques protectionnistes, ce qui impliquerait un repli sur soi, cela constituerait une vraie rupture puisque l'UE est de tradition néolibérale et donc pour une plus grande ouverture, une plus grande concurrence.

« Notre groupe a toujours dénoncé la concurrence déloyale et ses ravages. Les correctifs qu'apporte l'Union européenne, en revanche, ne sont pas suffisants. C'est une véritable rupture idéologique qu'il faut mettre en place, en renouant avec le protectionnisme intelligent, en instaurant la préférence nationale dans certaines commandes publiques, en relançant la croissance par l'investissement. Ce projet doit être celui de la raison comme de la paix sociale, en opposition avec le conflit permanent de la concurrence.¹⁴⁴ »

Ici, Philippe Olivier, déclare qu'il n'existe pas d'action de l'UE qui ne soit dénuée d'arrière-pensée idéologique. Il n'y a donc pas de politique sans idéologie. Cela confirme notre incapacité à scinder le cadrage idéologique et politiques dans le cadre de ce travail. En l'espèce il est question de l'éducation qui est sujet sensible pour les États membres puisqu'il forme les adultes de demain. Il serait alors hors de question pour le Rassemblement National que l'idéologie européenne soit enseignée dans les écoles et imprègnent les prochaines générations. Par ailleurs, les enfants sont liés à la valeur de la famille qui est très importante pour le RN.

« Quand l'Union européenne nous parle d'organiser un espace commun de l'éducation, nous avons quelques raisons de nous inquiéter. Nous sommes également inquiets parce qu'il n'est pas d'action de l'Union européenne qui ne soit dénuée d'arrière-pensée idéologique. Et

¹⁴³ Thierry Mariani, le 11 mars 2021, Bruxelles.

¹⁴⁴ Jean-Lin Lacapelle, le 7 juin 2021, Strasbourg.

effectivement, ce dossier n'échappe pas à la règle. Sous prétexte d'éducation, l'Union veut mettre en place le formatage idéologique des systèmes scolaires de nos pays. Comment comprendre autrement les priorités affichées de sensibilisation au changement climatique, à la lutte contre le populisme, à la dénonciation de la désinformation, c'est-à-dire la justification de la censure ?¹⁴⁵ »

Souveraineté

La question de la souveraineté concernant l'Union Européenne est formulée comme suit. Le modèle actuel de l'UE, c'est-à-dire supranational, est problématique et nécessite sa révision complète pour en faire une structure intergouvernementale. Ici, il est question de sauver l'Europe de l'Union Européenne. En effet, une distinction est opérée entre l'Europe continentale, historique et l'Europe telle qu'elle est, institutionnalisée. Il faut rendre aux États leur pleine puissance en les laissant récupérer toutes leurs compétences nationales.

« La situation économique actuelle est bien plus grave que prévu. Il s'agit d'une crise totale et sans précédent, et dans ce cadre, l'Union européenne est la grande absente. Aujourd'hui, plus que jamais, la division au sein de l'Union est la règle. C'est le règne du chacun pour soi. La structure de cette Union est à revoir de fond en comble, selon un modèle basé sur une alliance européenne des nations pour sauver l'Europe de l'Union européenne.¹⁴⁶ »

Gilles Lebreton parle d'une proposition de résolution qui permettrait de comprendre où en sont les États Membres concernant l'État de droit ainsi que ce qui pourrait être amélioré pour mieux atteindre ces objectifs. Selon le Rassemblement National, il s'agit d'une aberration. Il prévient aussi l'Union Européenne qu'elle ne survivra pas, entendu qu'elle n'aura plus de soutien populaire, si elle persiste dans cette trajectoire d'ingérence. En plus de la question de l'identité, cet eurodéputé RN soulève aussi la question des traditions constitutionnelles et culturelles des États Membres. Il n'est donc pas question d'une culture européenne qui parfois est avancée par les membres RN mais bien de traditions nationales propres à chaque État.

¹⁴⁵ Philippe Olivier, le 10 novembre 2021, Bruxelles.

¹⁴⁶ Julie Lechanteux, le 27 mai 2020, Bruxelles.

« La proposition de résolution commune sur la situation de l'état de droit dans l'Union européenne est inacceptable. Face à ces dérives, je tiens à mettre en garde la majorité de ce Parlement : l'Union européenne ne survivra pas si elle persiste à violer la souveraineté, l'identité nationale et les traditions constitutionnelles et culturelles de ses États membres.¹⁴⁷ »

Représentativité et légitimité

Ce cadre revient 43 fois lorsqu'il s'agit de la formule Union Européenne. Dominique Bilde, lors de cette prise de parole, évoque la baisse continue du soutien populaire envers l'Union Européenne¹⁴⁸. Elle met en garde l'Union Européenne en lui disant qu'elle risque de perdre tout soutien populaire si elle n'ajuste pas le tir. Il est question ici de mauvaise gestion de fonds, fonds qui viennent des poches des contribuables français.

« S'ajoutent à ce constat les allégations de mauvaise gestion de l'aide humanitaire, qui d'ailleurs dans le reste du monde semblent devenir récurrentes. Les contribuables français et européens sont las de ce luxe d'argent déversé aux quatre vents, sans obligation de résultat. Sur ce point, comme tant d'autres, il est urgent pour l'Union européenne de se remettre en question, au risque de perdre ce qui lui reste de soutien populaire.¹⁴⁹ »

C'est encore l'eurodéputée Dominique Bilde qui critique l'aspect représentatif et légitime de l'Union Européenne. La prise de parole a lieu au sujet du processus d'élargissement aux Balkans. Cet élargissement a lieu alors qu'une majorité de français y est opposé. Lorsque l'Union Européenne décide d'adopter des mesures, de réaliser des actions, qui vont à l'encontre des volontés populaires, il y a un déficit démocratique.

« Le processus d'élargissement aux Balkans occidentaux est symptomatique du déficit démocratique de l'Union européenne. En effet, 59 % des Français sont opposés à ces nouvelles adhésions. Les chiffres d'autres États membres, comme l'Allemagne ou l'Autriche, sont à l'unisson. Ce rejet massif contraste avec l'apparent fait accompli émanant des instances européennes.¹⁵⁰»

¹⁴⁷ Gilles Lebreton, le 9 juin 2021, Strasbourg.

¹⁴⁸ Emotions and Political Engagement towards the EU, Eurobaromètre, 25 avril 2019.

¹⁴⁹ Dominique Bilde, le 11 février 2021, Bruxelles.

¹⁵⁰ Dominique Bilde, le 21 octobre 2021, Strasbourg.

Économie et finances

L'Union Européenne a été critiquée 40 fois sous le prisme économique et financier. Voici deux exemples pour illustrer cela. Dans ce premier extrait, l'eurodéputée Virginie Joron parle des sanctions économiques qu'avait infligé l'UE à la Russie durant son invasion ukrainienne et met cela en parallèle avec le manque de réactivité face à la Turquie qui envahit le nord de la Syrie. En effet, les sanctions économiques constituent un outil majeur de *soft power* dont dispose l'Union Européenne. Le Rassemblement National demande de manière récurrente la cessation de fonds au profit de la Turquie, ainsi que du processus de préadhésion qui accompagne ces financements.

« L'Union européenne a été capable de frapper la Russie avec des sanctions pendant la crise ukrainienne. Alors comment expliquer que la Turquie puisse envisager d'envahir le nord de la Syrie sans réaction de notre part ? Nous devons agir maintenant, notamment en cessant tout paiement à ce pays. Tous les financements en faveur de la Turquie liés au processus de pré-adhésion et au plan d'action Union européenne-Turquie sur la migration devraient être suspendus.¹⁵¹ »

Les sanctions économiques ne constituent évidemment pas le seul outil financier de l'UE. La constitution de son programme est une étape primordiale à la mise en œuvre des politiques publiques. En effet, c'est en fonction du montant alloué à une certaine thématique que l'on pourra savoir ce qui est faisable en l'espèce. Le Rassemblement National dénonce ici la baisse conséquente du montant alloué à l'agriculture. On le sait, cette thématique est chère au RN, elle renvoie à de nombreuses valeurs françaises traditionnelles. De plus, le RN se sent légitime à faire cette remarque car la contribution de la France est, avec celle de l'Allemagne, la plus importante. L'accord de libre-échange conclu avec les États du Mercosur pourrait entraîner une concurrence déloyale au regard des coûts de production bien moins élevés dans ces pays.

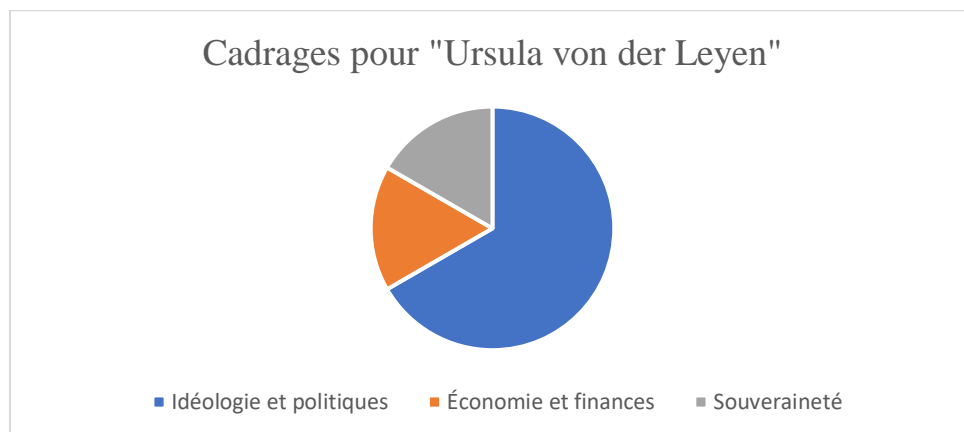
« Je regrette un budget en baisse de 30 milliards d'euros environ par rapport au programme de 2014-2020, alors que le secteur agricole doit faire face à de nouveaux défis. Rappelons tout de même que la France va verser dès l'année prochaine 26,8 milliards d'euros à l'Union européenne – c'est un record nous concernant – et que nous avons besoin de la PAC.

¹⁵¹ Virginie Joron, le 24 octobre 2019, Strasbourg.

Les accords commerciaux de l'Union européenne, et notamment l'accord unique de libre-échange UE-Mercosur, suscitent des inquiétudes légitimes sur la protection de nos normes de qualité dans un secteur déjà fortement impacté par la pandémie et la sécheresse.¹⁵² »

x. *Ursula von der Leyen*

La présidente de la Commission Européenne est mentionnée 6 fois, sous 3 cadres.



Idéologie et politiques

L'idéologie et les politiques d'Ursula von der Leyen ont été critiquées 4 fois. Hélène Laporte, dans l'extrait illustratif qui suit, parle du commissaire à la protection du mode de vie européen que la présidente de la Commission a décidé d'instaurer. S'il existe un mode de vie européen, l'eurodéputée Laporte dit qu'il est à protéger de menaces comme la charia, qui représente les différentes normes de vie contenues dans l'Islam. Ursula von der Leyen est appelée à protéger les valeurs européennes.

« La réalité, c'est que tous les pays qui ont inscrit la charia comme un texte juridique fondamental oppriment les femmes. C'est l'usage de ce texte qui doit être fermement condamné. Mme von der Leyen a choisi de nommer un commissaire à la protection de notre mode de vie européen. L'une des premières protections sera de dénoncer ce texte, la charia, pour qu'aucune communauté n'en revendique l'usage en Europe.¹⁵³ »

¹⁵² Hélène Laporte, le 20 octobre 2020, Bruxelles.

¹⁵³ Jérôme Rivière, le 19 septembre 2019, Strasbourg.

Économie et finances

Ce cadre a été mobilisé ici pour parler des aides financières allouées par Ursula von der Leyen au continent africain. La critique réside ici dans les sommes conséquentes qui partent vers ces États. Pour de telles sommes, Nicolas Bay dit qu'une contrepartie est nécessaire. Cela fait écho à la rhétorique articulée autour du clivage centre-périphérie, où le centre contesterait les aides économiques envoyées vers la périphérie.

« La semaine dernière, à Dakar, Ursula von der Leyen annonçait plus de 150 milliards d'euros pour l'Afrique sur la période 2021-2027, auxquels s'ajoutent les 29 milliards d'euros pour l'Afrique subsaharienne dans le cadre du nouvel instrument de voisinage et de coopération. Quelle est la contrepartie à tout cet argent ?¹⁵⁴ »

Souveraineté

Dans cette prise de parole, Ursula von der Leyen et son équipe sont accusés de privilégier l'Allemagne dans les postes-clés de l'administration européenne et que l'Union Européenne serait au service de l'Allemagne. C'est une rhétorique qui existe également chez la Lega à la différence près que la France est souvent associée à l'Allemagne dans ce type de critique. Les États doivent récupérer leurs compétences car l'Europe telle qu'elle existe actuellement n'est qu'au service de quelques nations privilégiées.

« L'équipe von der Leyen s'annonce comme une caricature de ce que l'Union européenne a de pire. Après avoir recyclé les socialistes et les ultralibéraux de la mandature précédente, la garde rapprochée de la Présidente cherche désormais à imposer partout des fonctionnaires allemands afin de contrôler l'ensemble des cabinets. L'Union européenne actuelle est l'antithèse d'une alliance qui profite à tous. Elle montre le visage d'une vaste machinerie au service des intérêts allemands. Il serait sage qu'elle mette les traités européens sur la table et rende aux nations européennes leurs prérogatives essentielles à l'heure du réveil des peuples et d'une formidable soif de démocratie.¹⁵⁵ »

¹⁵⁴ Nicolas Bay, le 15 février 2022, Strasbourg.

¹⁵⁵ Jordan Bardella, le 21 octobre 2019, Strasbourg.

5.2.3 Analyse socio-idéologique

Chez les députés européens du Rassemblement National, les mots-clés les plus utilisés sont Union Européenne (247 fois), Commission Européenne (98 fois), Europe (44 fois), Parlement européen (24 fois) et Bruxelles (16 fois). Le mot-clé Union Européenne est mobilisé dans plus de 55% des discours du RN. Les raisons pour lesquelles les députés privilégient cette formule c'est parce que d'une part, elle englobe la totalité de la réalité institutionnelle qui compose cette organisation internationale et donc toutes ses composantes sont considérées problématiques. Et d'autre part, parce que dans le terme Union Européenne, une emphase est appuyée sur le terme « union », qui rappelle que l'organisation repose sur la volonté souveraine des États Membres. Cela permet également aux députés RN d'expliquer qu'ils voudraient réduire cette organisation à un accord intergouvernemental entre États souverains, une Europe des Nations, comme ils l'appellent. Le deuxième mot-clé le plus utilisé par les eurodéputés RN est Commission Européenne, 98 fois. La critique ici consiste à considérer la Commission comme un organe loin de la volonté des citoyens, imposant des politiques non voulues par de nombreux européens. Le RN conteste la raison d'exister de cette institution : elle ne devrait être qu'un secrétariat permanent. Le mot-clé Europe est utilisé 44 fois. Bien que ce ne soit pas le cas dans 100% des discours mentionnant l'Europe, cette formule a tendance à désigner le continent européen, l'Europe en tant que territoire géographique, qui serait distincte de l'Europe institutionnalisée. Une Europe tantôt avec des valeurs communes, face au « eux » musulman, tantôt avec des traditions et des identités nationales propres à chaque État membre. Ensuite, le RN mentionne le Parlement européen 24 fois. Le problème de cette institution, en l'espèce, c'est la nature, l'orientation idéologique, de la majorité parlementaire. Pour le RN, Bruxelles englobe le même signifiant que la Commission européenne, c'est-à-dire un organe mettant en œuvre des politiques publiques détachées des réalités et des volontés citoyennes. Comme on le voit, il y a un fort déséquilibre dans le poids de la mobilisation des mots-clés lorsqu'on analyse les quatre formules les plus récurrentes.

En revanche, la mobilisation des cadres est plus équilibrée. Le cadre idéologie et politiques revient 214 fois, un peu moins de 50%. Lorsque ce cadre est mobilisé, c'est principalement pour parler de l'idéologie européenne qui pose problème : l'importance accordée au climat et aux politiques environnementales, sa course à la neutralité climatique ; des politiques néolibérales encourageant le libre-échange et la concurrence ; des politiques migratoires pas assez strictes. L'UE doit cesser d'essayer d'imposer cette idéologie aux citoyens européens. Un

autre problème aux yeux du RN est la procédure de préadhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Pour eux, il n'est pas envisageable que la Turquie, menée par un dictateur islamique, puisse faire partie de l'UE un jour. Erdogan amènerait une guerre des religions sur le territoire européen.

La question de la souveraineté est abordée 88 fois, soit dans 20% des discours. Dans ces prises de paroles, l'Union Européenne est décrite comme étant dans une dérive fédéraliste, qui tenterait de mettre en place un empire supranational alors que le Rassemblement National, lui, a une idée bien différente du projet européen. Pour lui, l'Union Européenne, ou Europe des Nations, doit être une organisation intergouvernementale où tous les États Membre disposeraient de leur pleine souveraineté, sans aucune autorité qui subordonnerait ces États Membres. En effet, pour le RN, c'est impensable que l'Union Européenne puisse s'introduire dans les affaires nationales, comme c'est le cas pour la Pologne et la Hongrie que le RN soutient fermement, qu'elle puisse s'emparer de compétences nationales pour y légiférer et qu'il y ait un droit européen qui serait supérieur au droit national sous la forme du principe de primauté du droit communautaire. En outre, les questions de l'identité, des traditions et de la culture nationales sont très importantes dans l'idéologie du RN.

Le prisme de la représentativité et de la légitimité revient 76 fois. La principale idée est que la priorité de l'Union Européenne devrait être la protection de ses citoyens, de la civilisation européenne, et la représentation de leurs volontés. Or, ce n'est pas du tout le cas. L'UE adopte des mesures pas du tout adaptées aux priorités de ses citoyens et cela lui fait perdre de plus en plus son soutien populaire.

Le cadrage économie et finances est le moins utilisé par le Rassemblement Nationale, 69 fois. La principale critique adressée à ce sujet est, et le RN le répète assez souvent, que l'UE met en œuvre sa politique grâce aux contribuables, principalement français puisque la France est la deuxième contributrice de l'UE.

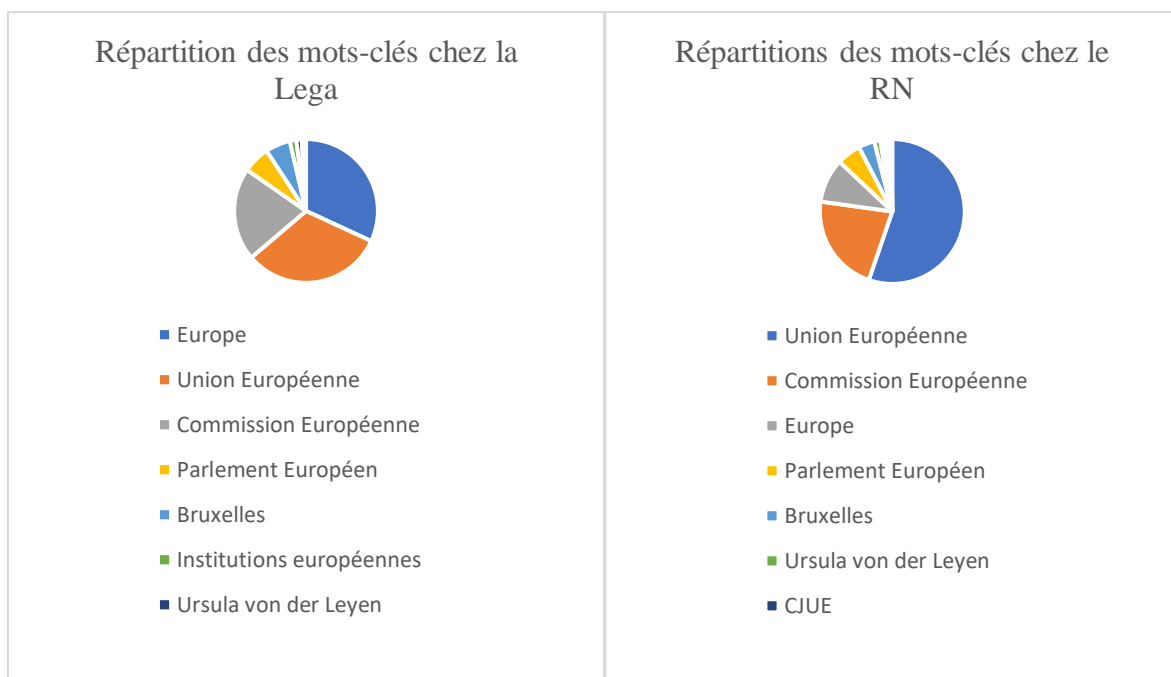
Nous allons tenter de comparer les conclusions que nous venons de tirer avec ce que le Rassemblement National dit dans ses programmes politiques et ce que la littérature dit sur son nationalisme. La question d'identifier son nationalisme, justement, peut être résolue en analysant la manière dont le RN mobilise le prisme de la souveraineté lorsqu'il parle de l'Union Européenne. Nous pouvons voir qu'il reste fidèle à son programme politique, les eurodéputés soutiennent leur projet d'une Europe des Nations, ils continuent à contester les ingérences dont fait preuve l'Union Européenne et lui fait remarquer lorsqu'elle tente de légiférer dans des champs qui consistent en des prérogatives nationales. Toutefois, la notion d'identité française est parfois troquée pour celle d'identité européenne, dans ses discours au Parlement européen. Le RN continue à prendre la parole pour rendre ses compétences à la France et mettre un frein aux politiques néolibérales qui amplifient la dynamique concurrentielle mondiale, à laquelle les eurodéputés RN s'opposent.

À propos de l'idéologie de l'UE justement, le Rassemblement National garde comme priorité la lutte contre l'Islam. La Turquie représente, à ce sujet, la plus grande menace pour l'Union Européenne. Le RN continue également à critiquer les politiques environnementales, tels que les Accords de Paris, et s'oppose à une quelconque propagande européiste qui viendrait à l'encontre de son projet d'Europe des Nations puisque cette propagande tend à renforcer la trajectoire de l'UE vers une fédération. En outre, il est plusieurs fois fait mention dans les discours des coûts de l'Union Européenne et le poids que cela représente pour les contribuables français. Cette question n'est pas soulevée dans les programmes politiques du Rassemblement National.

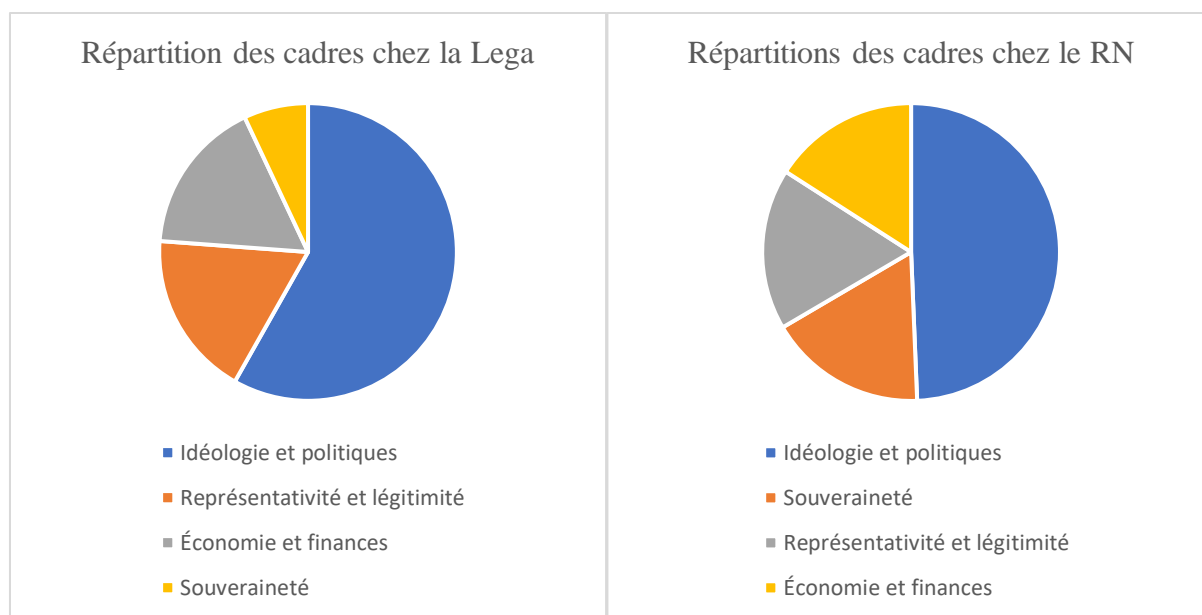
Désormais, nous avons pu comprendre de quelle manière la Lega et le Rassemblement National, indépendamment l'un de l'autre, articulaient leurs discours au Parlement européen par rapport à leur programme politique national, notamment concernant leur euroscepticisme. Il va être question dans la prochaine section, et c'est le cœur de ce travail, de comparer les discours de la Lega et du Rassemblement National dans le but de mettre en exergue les différences et les ressemblances qui existent dans leur forme d'euroscepticisme.

5.3 Comparaison des discours

Dans cette section, il va être question d'analyser de manière comparative les pratiques discursives de la Lega et du Rassemblement National au sujet de l'Union Européenne pour pouvoir mettre en évidence les ressemblances et différences qui existent dans leur forme d'euroscpticisme. Dans un premier temps, nous allons brièvement comparer les récurrences de manière quantitative. Dans un second temps, nous comparerons qualitativement la mobilisation de ces mots-clés et cadres. Les graphiques ci-dessous illustrent la fréquence de l'utilisation des mots-clés.



Le Rassemblement National utilise le mot-clé Union Européenne presque deux fois plus que la Lega. Les quatre mots-clés les plus fréquents sont les mêmes pour les deux partis mais dans des ordres différents. Le RN utilise plus la notion de Commission Européenne et très peu la notion d'Europe. Chez la Lega, l'utilisation des mots-clés Europe, Union Européenne et Commission Européenne est relativement équivalente.



Les graphiques ci-dessus illustrent la récurrence des cadres mobilisés. La différence majeure se trouve dans la mobilisation du cadre de la souveraineté ; le Rassemblement National le mobilise trois fois plus que la Lega. Les cadres représentativité et légitimité sont mobilisés relativement de la même manière tandis que la Lega mobilise un peu plus le cadre idéologie et politiques que le RN. Cela signifie donc que l'aspect souveraineté de l'Union Européenne est beaucoup plus critiqué par le RN que par la Lega.

Pour comprendre en quoi leur euroscepticisme diffère, nous allons d'abord comparer leur projet pour l'Union Européenne. Pour développer la question de la souveraineté chez le Rassemblement National que nous venons de soulever, il faut évoquer le projet d'Europe des Nations. En effet, comme expliqué précédemment, ce projet a pour finalité de rendre aux États leur pleine souveraineté pour faire de l'Union Européenne une simple organisation intergouvernementale. La nature de l'UE telle qu'elle est actuellement est totalement contestée par le RN, qui refuse toute légifération sur des compétences nationales ainsi que tout transfert de ces compétences vers l'UE. Chez la Lega, il n'y a pas un si fort rejet de l'Union Européenne en tant qu'institution. Dans leurs discours, les eurodéputés Lega vont éventuellement dénoncer l'ingérence de l'UE dans les affaires internes des états membres. On rappelle qu'il s'agissait d'une ingérence concernant le respect des droits LGBTQIA+ donc la question de savoir si la critique était bien dirigée vers la violation de souveraineté ou plutôt vers la défense de ces droits

était restée en suspens. La Lega a toutefois mentionné quelques fois la volonté de revoir les Traités et règlements européens, sans s'opposer à la subordination à l'UE.

Nous allons ensuite comparer les deux partis par rapport à l'utilisation du cadre Idéologie et politiques, le plus utilisé par la Lega. Chez la Lega, il y a plusieurs éléments de l'idéologie de l'Union Européenne qui sont contestés. Tout d'abord, il y a la question des droits des personnes appartenant à la communauté LGBTQIA+ auxquels s'opposent les eurodéputés Lega. En effet, après avoir refusé le projet Ddl Zan en Italie, leur position s'est encore plus affirmée. Toute proposition de l'UE à ce sujet est donc d'office rejetée. Il ne faut pas oublier que la Lega est profondément attachée aux valeurs catholiques et rejette donc l'homosexualité ainsi que l'IVG, entre autres. Chez le Rassemblement National, la question des droits LGBTQIA+ pose moins problème. Les fois où les eurodéputés ont abordé le sujet, c'était sous le prisme de l'immigration en soutenant que les droits de cette communauté étaient menacés par l'Islam. Les politiques environnementales posent également problème pour la Lega, qui accuse l'UE d'être dans une course à la neutralité climatique plus que dans des politiques environnementales mesurées. Ces politiques sont donc purement idéologiques selon la Lega. À ce sujet, le Rassemblement National s'exprime de la même manière, ils parlent tous les deux de folie verte qui se serait emparée de l'UE.

La Turquie est un sujet important pour les deux partis qui demandent unanimement la fin de la procédure de préadhésion de la Turquie à l'Union Européenne. Si pour le RN, la raison derrière cette opinion est que le président Erdogan est considéré comme un dictateur islamique, pour la Lega, c'est plus nuancé. Comme développé précédemment, ils préféreront dire que les valeurs démocratiques européennes ne sont pas respectées. Finalement, pour le Rassemblement National, la thématique de l'immigration paraît plus importante tandis que chez la Lega, c'est la thématique des droits LGBTQIA+ qui paraît la plus importante. En revanche, les deux partis s'opposent à l'unisson à une quelconque propagande européiste que l'UE tenterait de mettre en place. Ils en ont assez de voir l'UE imposer son idéologie en instrumentalisant les politiques publiques.

En outre, le modèle néolibéral utilisé par l'Union Européenne déplaît aux eurodéputés du Rassemblement National qui privilégieraient un certain protectionnisme dans le but de venir en

aide aux agricultures françaises. Pour les eurodéputés italiens, le néolibéralisme de l'UE ne pose pas vraiment problème en soi, ce qui pose un problème ce sont les politiques économiques dans lesquelles sont injectées les fonds. Les deux partis sont d'accord, par ailleurs, pour dire que les ressources européennes viennent directement des poches des contribuables donc ces politiques publiques doivent correspondre aux volontés des citoyens et non uniquement basées sur l'idéologie de l'Union Européenne. La Lega insiste également sur une prétendue soumission de l'UE aux banques et multinationales, ainsi qu'une UE technocratique et bureaucratique.

6. Conclusion générale

Les partis politiques constituent un élément structurant du paysage politique. Ils influencent les politiques publiques, les formations gouvernementales, les compositions parlementaires. Cette unité d'analyse paraissait être un objet de recherche privilégié à traiter pour finaliser un master en sciences politiques. À cette unité d'analyse a été combiné un cadre théorique multidisciplinaire qui combine de la linguistique, de la sociologie, des sciences politiques, de la philosophie politique, entre autres. Les discours, pour les partis politiques, sont le moyen de communication dont ils disposent pour créer une certaine réalité sociale et influencer le plus grand nombre à adhérer à cette vision du monde. Cette combinaison ne pouvait amener qu'à un processus de recherche riche. Peut-être même trop riche pour un projet limité comme l'est le mémoire en sciences politiques.

En effet, la recherche devait aller plus loin encore. Le projet de ce travail consistait en une comparaison des discours de la Lega et du Rassemblement National entre eux, au sein du Parlement européen (ce qui a été réalisé dans ce travail), additionnée à une comparaison avec les députés de ces mêmes partis dans leur assemblée parlementaire respective. Malheureusement, pour des questions de faisabilité propres au chercheur, la deuxième partie a été laissée de côté, pour de futurs chercheurs, peut-être.

Un schéma méthodologique rigoureux a été adopté pour analyser les discours de ces deux partis distinctivement dans le but de répondre à la question de recherche suivante : de quelle manière la Lega et le Rassemblement National expriment-ils leur euroscepticisme au sein du Parlement européen ?

L'opinion publique tend à ranger ces deux partis d'extrême droite dans la même case idéologique. Si cela est peut-être vrai pour l'aspect extrémiste de droite, toutes les caractéristiques idéologiques ne coïncident pas. En lisant les programmes politiques de ces partis, plusieurs priorités se ressemblent : une plus grande allocation pour la sécurité nationale, un frein à l'immigration extra-européenne, la priorité nationale pour toute une série d'aides sociales ainsi qu'un euroscepticisme grandissant. C'est cette dernière caractéristique qui a attiré

notre attention car elle permettait également d'entrer dans le cadre de la spécialisation du chercheur dans les politiques européennes.

La Lega et le Rassemblement National sont donc considérés tous les deux comme des partis d'extrême droite eurosceptiques. L'analyse des discours entre alors en jeu pour identifier de quel euroscepticisme il s'agit et surtout si celui-ci est partagée par ces deux partis qui se montrent extrêmement proches au niveau européen. Notre conclusion peut être résumée comme suit : la Lega et le Rassemblement National sont bien des partis d'extrême eurosceptiques mais cet euroscepticisme a une forme et un fond différent dans chacun des partis. Pour la forme, ils les tendances d'utilisation de formule est différente. Le Rassemblement National utilisera le mot-clé Union Européenne dans près de 60% de ses prises de paroles sur le sujet. La Lega utilise les mots-clés Union Européenne, Europe et Commission Européenne à une fréquence relativement équivalente. En ce qui concerne le fond, plusieurs divergences existent entre les deux euroscepticismes, ainsi que plusieurs ressemblances. Leur euroscepticisme est semblable lorsque le sujet de la Turquie est abordé, par exemple. Également lorsque l'Union Européenne légifère dans des champs tels que l'environnement, les droits des minorités, l'immigration. Alors, la Lega et le RN auront tendance à la critiquer. Les deux partis sont également d'accord sur le manque de représentativité des citoyens européens et de l'écart qu'il existe entre leurs volonté et les politiques publiques que met en œuvre l'Union Européenne. Ils s'accordent également à mettre en garde l'UE quant à sa propagande européiste et ses actions imprégnées de d'idéologie de gauche, progressiste.

En revanche, la Lega et le Rassemblement National ne sont pas d'accord sur le projet d'avenir qu'ils souhaitent pour l'Union Européenne. D'une part, une révision des Traités est demandée pour revoir les compétences européennes à la baisse. De l'autre, c'est toute la structure européenne qui est contestée, l'Union Européenne ne doit être qu'un outil de coopération intergouvernementale au service des États européens. En outre, la place de l'Islam occupe une place différente dans les deux rhétoriques. Le RN y accord une grande importance, la Lega moins. C'est aussi le cas des thématiques abordées juste au-dessus. La Lega accorde une grande place au rejet des droits LGBTQIA+ dans ses discours tandis que le RN ne les mentionne qu'occasionnellement.

Il existe donc des ressemblances mais également des différences dans l'euroscpticisme de la Lega et du Rassemblement National. Ces différences sont ce qui vont nous permettre de conclure qu'ils ne partagent pas totalement le même type d'euroscpticisme. En réalité, les ressemblances qu'ils partagent sont des caractéristiques principalement propres à leur idéologie extrémiste de droite (rejet de l'autre, rejet des minorités, rejet des savoir scientifiques). Nous pourrions donc conclure qu'ils partagent le même euroscpticisme basé sur les valeurs. Pour être plus précis et pour reprendre la typologie développée dans la section sur l'euroscpticisme, le Rassemblement National et la Lega s'inscrivent tous les deux dans un euroscpticisme doux puisqu'ils n'ont pas pour projet de quitter l'Union Européenne comme l'était UKIP, par exemple. Il reste cependant le fait qu'ils ont des projet européens bien différents. Il existe donc une différence plutôt fondamentale entre le RN et la Lega. D'une part, il y a un rejet souverain de l'Union Européenne par le RN et de l'autre, un rejet idéologique de la part de Lega. Nous restons donc nuancés quant à l'appartenance de ces deux partis à la même catégorie idéologique d'euroscpticisme.

7. Bibliographie

7.1 Sources secondaires

A. Monographies

ANDERSON Benedict, DAUZAT Pierre-Emmanuel, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 2002.

ANGERMÜLLER Johannes, *L'analyse du discours en Europe*, in BONNAFOU Simone and TEMMAR Malika, *Analyse du discours et sciences humaines et sociales*, Ophrys, 2007.

BACKES Uwe, *Les multiples facettes d'une catégorie d'analyse*, in *Extrême droite et national-populisme en Europe de l'Ouest*, Centre de recherche et D'information socio-Politique (CRISP), 2004.

CAMPENHOUDT Luc Van, MARQUET Jacques, QUIVY Raymond, *Manuel de recherche en sciences sociales*, Dunod, 2017.

CAMUS Jean-Yves, *Droites extrêmes, droites radicales en Europe : continuités et mutations*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016.

CARTER Elisabeth, *The extreme right in Western Europe: success or failure?*, Manchester University Press, 2011.

DEBRAS, François, *Le chant des sirènes : quand l'extrême droite parle de démocratie - Analyse critique des discours du Rassemblement National (RN) en France, du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ) en Autriche et de l'Alternative für Deutschland (AfD) en Allemagne*, Bruxelles, Belgium: Peter Lang Editions Scientifiques Internationales.

DELLA PORTA Donatella, *Methodological Practices in Social Movement Research*, Oxford University Press, 2014.

DÉZÉ Alexandre, *Le Front National : à la conquête du pouvoir ?*, Armand Colin, Éléments de réponse, 2012.

FAIRCLOUGH Norman, *Critical discourse analysis: The critical study of language*, London: Longman, 1995.

FAIRCLOUGH Norman, *Critical discourse analysis as a method in social scientific research*, in MEYER Michael, WODAK Ruth, *Methods of Critical Discourse Analysis*, Sage Publications, 2001.

GOFFMAN Erving, *Frame Analysis: An Essay on the Organization of Experience*, Harper and Row, 1974.

GUILLET Nicolas, AFIOUNI Nada, *Les tentatives de banalisation de l'extrême droite en Europe*, Éditions de l'Université de Bruxelles, Science politique, 2016.

HUYSSSEUNE Michel, *Modernity and secession: The social sciences and the political discourse of the Lega Nord in Italy*, Cambridge University Press, 2006.

IGOUNET Valérie, *Le Front National de 1972 à nos jours : le parti, les hommes, les idées*, Seuil, 2014.

IVALDI Gilles, *Droites populistes et extrêmes en Europe occidentale*, La documentation française, 2004.

JAFFRELOT Christophe, *Les origines idéologiques du nationalisme*, in HALPERN Catherine, *Identité(s)*, Sciences Humaines, 2016.

KRIEG-PLANQUE Alice, *La notion de formule en analyse du discours : Cadre théorique et méthodologique*, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2009.

KRIEG-PLANQUE Alice, *Analyser les discours institutionnels*, Armand Colin, 2012.

LIPSET Seymour Martin et ROKKAN Stein, *Party systems and voter alignments: cross-national perspectives*, New-York, Ed. The Free Press, 1967.

MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *(Re)producing other: diversity and discrimination in the discourse of Northern League*, in JAMIN Jérôme, *L'extrême droite en Europe*, Bruylant, 2016.

MAYER Nonna, *Ces français qui votent Le Pen*, Flammarion, 2002.

MEYER Michael, *Between Theory, Method, and Politics: Positioning of the Approaches to CDA*, in WODAK Ruth, MEYER Michael, *Methods of Critical Discourse Analysis*, SAGE Publications Ltd, 2001.

MUCCHIELLI Roger, *L'analyse de contenu des documents et des communications*, Les Éditions ESF, 2006.

MUDDE Cas, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester University Press, 2000.

PÊCHEUX Michel, *Discourse structure or event*, in NELSON, Cary, GROSSBERG, Lawrence, *Marxism and the Interpretation of Culture*, University of Illinois Press, 1988.

TAGUIEFF Pierre-André, *La rhétorique du national-populisme*, Mots, 1984.

TAGUIEFF Pierre-André, *La revanche du nationalisme : néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Presses universitaires de France, 2015.

TARCHI Marco, *The Lega Nord*, in DE WINTER Lieven and TURSAN Huri, *Regionalist Parties in Western Europe*, Routledge, 2003.

WODAK Ruth, *The Discourse-Historical Approach*, in WODAK Ruth, MEYER Michael, *Methods of Critical Discourse Analysis*, SAGE Publications Ltd, 2001.

WODAK Ruth, *Introduction: Discourse Studies – Important Concepts and Terms*, in *Qualitative Discourse Analysis in the Social Sciences*, Palgrave Macmillan, 2008.

B. Articles

ANGERMULLER Johannes, *Renouons avec les enjeux critiques de l'Analyse du Discours. Vers les Études du discours*, Langage et société, 2017, n° 160-161.

BONNAFOUS Simone, TOURNIER Maurice, *Analyse du discours, lexicométrie, communication et politique*, Langage, n°117, 1995.

CHARAUDEAU Patrick, *Réflexions pour l'analyse du discours populiste*, Mots. Les langages du politique, 2011, n° 97.

CRESPY Amandine et VERCHUEREN Nicolas, *From Euroscepticism to Resistance to European Integration : An Interdisciplinary Perspective*, Perspective on European Politics and Society. Vol. 10, n°3, pp. 377-393, 2009.

DEMATTEO Lynda, *La Lega Nord : entre volonté de subversion et désir de légitimité*, Ethnologie française, 2001/1 (Vol. 31).

GÓMEZ-REINO CACHAFEIRO Margarita, *La Lega Nord. Mobilisation et revendication du « nationalisme padan*, Pôle Sud, 2004/1 (n° 20).

MANDIN Jeremy and MAZZOLA Alessandro, *Prima gli Italiani: The new Lega at the intersection of banal nationalism, neo-fascism, and selective populism*, présenté au colloque Right-Wing Populism and Extreme Right in Europe: between Revolution, Adjustment and Banalization, Liège, 2018.

MUDDE Cas, *The war of words defining the extreme right party family*, West European Politics, 1996, vol. 19, no 2.

MUDDE Cas, *Right-wing extremism analyzed*, European Journal of Political Research, 1995, vol. 27, no 2.

MUDDE Cas, *The Far Right and the European Elections*, Current history, 2014, vol. 113.

MUDDE Cas, KALTWASSER Cristobal Rovirà, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford, 2017.

MODENA Silvia, *Identité politique et territoire : le discours stigmatisant de la Lega – Noi con Salvini*, Studi di Linguistica, vol. 8, 2018.

PAUWELS Teun, *Measuring Populism: A Quantitative Text Analysis of Party Literature in Belgium*, Journal of Elections, Public Opinion and Parties, 2011, vol. 21, no 1.

ROVNY Jan, *Conceptualizing party-based Euroscepticism: magnitude and motivations*, Collegium, n° 29.

SARTORI Giovanni, *Bien comparer, mal comparer*, Revue internationale de politique comparée, 1994, vol. 1, no 1.

SEIGNOUR Amélie, *Méthode d'analyse des discours ; l'exemple de l'allocution d'un dirigeant d'entreprise publique*, Revue française de gestion, 2011, vol. 2, no°211.

TAGGART Paul, SZCZERBIAK Aleks, *The Party Politics of Euroscepticism in EU Member and Candidate States*, 'Opposing Europe Research Network' Working Paper n°6, 2002.

VAN HEERDEN Charlotte, VAN DER BRUG Wouter, *Demonisation and electoral support for populist radical right parties: A temporary effect*, Electoral Studies, 2017, vol. 47.

C. Documents de partis

Cronistoria della Lega Nord, dalle origini ad oggi, Seconda Parte 1988 – 1995, Segreteria Organizzativa Federale, trouvé sur leganord.org, consulté le 25 juillet 2022.

Elezioni 2018, Programma di Governo – Salvini Premier

Programma elezioni politiche di 2013, Lega Nord con Maroni.

Programme politique du FN pour les élections présidentielles de 2002, obtenu sur www.vie-publique.fr, consulté le 18 mai 2022.

Programme politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2012 intitulé « Mon projet pour la France et les Français », consulté sur rassemblementnational.fr, le 18 mai 2022.

Programme Politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2017 intitulé « 144 engagements présidentiels », consulté sur rassemblementnational.fr, le 19 mai 2022.

Programme Politique de Marine Le Pen pour les élections présidentielles de 2022 intitulé « M la France », consulté sur mlafrance.fr, le 19 mai 2022.

D. Documents officiels

Arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 5 février 1963, eur-lex.europa.eu, consulté le 10 août 2022.

Article 1.9, Guide de la Plénière, europarl.europa.eu, consulté le 18 mai 2022.

Article 7 du Traité sur l'Union Européenne, eur-lex.europa.eu, consulté le 10 août 2022.

Avis de la Commission européennes sur le projet de plan budgétaire 2019 de l'Italie, ec.europa.eu, consulté le 8 août 2022.

Déclaration Schuman – mai 1950, european-union.europa.eu, consulté le 18 mai 2022.

Emotions and Political Engagement towards the EU, Eurobaromètre, 25 avril 2019.

E. Articles de presse

État de droit, chronologie du conflit entre l'Union Européenne, la Pologne et la Hongrie, touteurope.eu, consulté le 10 août 2022

France : le Front national devient Rassemblement national, euronews.com, consulté le 25 juillet 2002

Jean-Marie Le Pen définitivement condamné pour ses propos sur les chambres à gaz, paru dans le journal Le Monde, le 27 mars 2018.

Lega Nord, europe-politique.eu, consulté le 10 juin 2022.

Que vaut Marine Le Pen pour le climat ?, reseauactionclimat.org, consulté le 10 août 2022.

Vaccini, la Lega dice no all'obbligo. Ma il partito si spacca : Giorgetti e i governatori del Nord contrari alla linea Salvini, reppublica.it, 2 septembre 2021.

F. Résultats électoraux

Elezioni 2018, obtenu sur elezionistorico.interno.gov.it, consulté le 10 juin 2022

Résultats de l'élection présidentielle 2002, <https://www.interieur.gouv.fr/>, consulté le 18 mai 2022.

Résultats de l'élection présidentielle 2017, <https://www.interieur.gouv.fr/>, consulté le 18 mai 2022.

Risultati elezioni politiche 2008 per la Camera dei Deputati, obtenu sur repubblica.it, consulté le 10 juin 2022.

Session constitutive, Parlement européen 2019-2024, obtenu sur europarl.europa.eu, consulté le 20 juin 2022

G. Sites web

<https://www.europarl.europa.eu/plenary/fr/debates-video.html>

Informations trouvées sur le site web idgroup.eu, consulté le 20 mai 2022.

7.2 Sources primaires

A. Lega

Alessandro Panza, 27 mai 2020, Bruxelles.

Alessandro Panza, le 18 mai 2021, Bruxelles.

Alessandro Panza, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

Angelo Ciocca, le 11 novembre 2020, Bruxelles.

Annalisa Tardino, le 16 décembre 2020, Bruxelles.

Antonio Maria Rinaldi, le 23 juillet 2020, Bruxelles.

Antonio Maria Rinaldi, le 10 mars 2021, Bruxelles.

Elena Lizzi, 15 septembre 2020, Bruxelles.

Gianantonio Da Re, le 17 septembre 2020, Bruxelles.

Isabella Tavoglieri, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

Isabella Tavoglieri, le 13 décembre 2021, Strasbourg.

Luisa Regimenti, 19 janvier 2021, Bruxelles.

Mara Bizzotto, le 19 septembre 2019, Strasbourg.

Mara Bizzotto, le 20 janvier 2021, Bruxelles.

Mara Bizzotto, le 9 juin 2021, Strasbourg.

Marco Zanni, le 14 septembre 2019, Strasbourg.

Marco Zanni, le 18 décembre 2019, Strasbourg.

Marco Zanni, le 6 octobre 2020, Bruxelles.

Marco Zanni, le 17 juin 2020, Bruxelles.

Marco Zanni, le 26 avril 2021, Bruxelles.

Marco Zanni, le 19 octobre 2021, Strasbourg.

Marco Zanni, le 21 octobre 2021, Bruxelles.

Marco Zanni, le 15 décembre 2021, Strasbourg.

Matteo Adinolfi, le 29 avril 2021, Bruxelles.

Paolo Borchia, le 13 mai 2020, Bruxelles.

Paolo Borchia, le 27 avril 2021, Bruxelles.

Paolo Borchia, le 20 octobre 2021, Strasbourg.

Silvia Sardone, le 9 octobre 2019, Bruxelles.

Silvia Sardone, le 27 novembre 2019, Strasbourg.

Silvia Sardone, le 24 novembre 2020, Bruxelles

Silvia Sardone, le 17 décembre 2020, Bruxelles.

Silvia Sardone, le 6 octobre 2021, Strasbourg.

Stefania Zambelli, 7 juillet 2021, Strasbourg.

B. Rassemblement National

Annika Bruna, le 17 décembre 2019, Strasbourg.

Annika Bruna, le 10 mars 2021, Bruxelles.

Annika Bruna, le 13 décembre 2021, Strasbourg.

Aurelia Beigneux, le 23 octobre 2019, Strasbourg.

Aurélia Beigneux, le 15 décembre 2020, Bruxelles.

Catherine Griset, le 6 octobre 2020, Bruxelles.

Catherine Griset, le 23 juin 2021, Bruxelles.

Dominique Bilde, le 11 février 2021, Bruxelles.

Dominique Bilde, le 21 octobre 2021, Strasbourg.

France Jamet, le 18 juin 2020, Bruxelles.

Gilles Lebreton, le 24 novembre 2020, Bruxelles.

Gilles Lebreton, le 27 avril 2021, Bruxelles.

Gilles Lebreton, le 19 mai 2021, Bruxelles.

Gilles Lebreton, le 9 juin 2021, Strasbourg.

Gilles Lebreton, le 14 septembre 2021, Strasbourg

Gilles Lebreton, le 19 janvier 2022, Strasbourg.

Gilles Lebreton, le 16 février 2022, Strasbourg.

Hélène Laporte, le 14 septembre 2020, Bruxelles.

Hélène Laporte, le 20 octobre 2020, Bruxelles.

Jean-Lin Lacapelle, le 7 juin 2021, Strasbourg.

Jérôme Rivière, le 19 septembre 2019, Strasbourg.

Jérôme Rivière, le 15 janvier 2020, Strasbourg.

Jérôme Rivière, le 20 octobre 2021, Strasbourg.

Jérôme Rivière, le 14 septembre 2021, Strasbourg.

Jordan Bardella, le 21 octobre 2019, Strasbourg.

Jordan Bardella, le 7 juillet 2020, Strasbourg.

Jordan Bardella, le 7 octobre 2020, Bruxelles.

Julie Lechanteux, le 27 mai 2020, Bruxelles.

Julie Lechanteux, le 8 juillet 2020, Bruxelles.

Julie Lechanteux, le 16 février 2022, Strasbourg.

Maxette Pirbakas, le 9 mars 2021, Bruxelles.

Nicolas Bay, le 15 décembre 2021, Strasbourg.

Nicolas Bay, le 15 février 2022, Strasbourg.

Philippe Olivier, le 10 novembre 2021, Bruxelles.

Thierry Mariani, le 11 mars 2021, Bruxelles.

Virginie Joron, le 24 octobre 2019, Strasbourg.

Virginie Joron, le 20 mai 2021, Bruxelles

Virginie Joron, le 16 septembre 2021, Strasbourg.

8. Annexes

8.1 Annexe 1 : Corpus des discours de la Lega et du Rassemblement National au Parlement européen

8.2 Annexe 2 : Tableau Excel de recensement des discours, mots-clés et cadres

8.3 Annexe 3 : Fichier d'analyse quantitative